



Réseaux d'influence et politique locale en Indonésie

Les « hommes forts » de l'organisation Pendekar Banten





IRASEC

IRASEC - Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine
IRASEC - Research Institute on Contemporary Southeast Asia

29 Sathorn Tai Road, Bangkok 10120, Thailand

Tel (+66) 026 27 21 80 - Fax (+66) 026 27 21 85

www.irasec.com

ISBN 978-616-7571-12-6



**RÉSEAUX D'INFLUENCE
ET POLITIQUE LOCALE EN INDONÉSIE
LES « HOMMES FORTS »
DE L'ORGANISATION PENDEKAR BANTEN**

Mary Van Treche

Née d'un père Indo-hollandais et d'une mère Belge, Mary Van Treche a passé plusieurs années de son enfance en Indonésie. Aujourd'hui doctorante en Sciences politiques et sociales à l'Institut des Sciences Humaines et Sociales de l'Université de Liège, ses travaux portent sur les milices civiles et les organisations islamiques dans les régions limitrophes de l'ouest de Java et du sud de Sumatra.

Cartes et graphiques : Mikael Brodu, d'après Mary Van Treche

Couverture et mise en page : Mikael Brodu

Photos : Mary Van Treche

ISBN 978-616-7571-12-6

© IRASEC, juin 2012

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced or transmitted, in any form or means, without prior permission of the author or the publisher. The opinions expressed in these papers are solely those of the author(s).

Une collection sous la direction de Benoît de Tréglodé

**Réseaux d'influence
et politique locale en Indonésie**
**Les « hommes forts »
de l'organisation Pendekar Banten**

Mary Van Treche

Carnet de l'Irasec / Occasional Paper n° 20



L'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (USR 3142 – UMIFRE 22 CNRS MAEE) s'intéresse depuis 2001 aux évolutions politiques, sociales et environnementales en cours dans les onze pays de la région. Basé à Bangkok, l'Institut fait appel à des chercheurs de tous horizons disciplinaires et académiques qu'il associe au gré des problématiques. Il privilégie autant que possible les démarches transversales.

The Research Institute on Contemporary Southeast Asia (USR 3142 – UMIFRE 22), based in Bangkok, Thailand, calls on specialists from all academic fields to study the important social, political, economic and environmental developments that affect, together or separately, the eleven countries of the region (Brunei, Burma, Cambodia, Indonesia, Lao, Malaysia, The Philippines, Singapore, Thailand, Timor-Leste and Viet Nam).

COMITÉ DE PILOTAGE

- Stéphane DOVERT (MAEE)
- Guy FAURE (CNRS-IAO)
- Yves GOUDINEAU (EFEO)
- Christophe JAFFRELOT (CNRS-Ceri)
- Christian LECHERVY (MAEE)
- Rémy MADINIER (CNRS)
- Jean-François SABOURET (CNRS)
- Benoît de TRÉGLODÉ (Irasec)
- Marie-Sybille de VIENNE (Inalco)

COMITÉ SCIENTIFIQUE

- Jean BAFFIE (CNRS-IrAsia)
- Romain BERTRAND (CNRS-Ceri)
- Sophie BOISSEAU du ROCHER
(Asia Centre)
- Bénédicte BRAC de LA PERRIÈRE
(Case-CNRS-EHESS)
- Frédéric DURAND (Toulouse Le
Mirail)
- Nathalie FAU (Paris VII-Irasec)
- Alain FOREST (Paris VII)
- Christopher E. GOSCHA (Université
du Québec à Montréal)
- Jacques IVANOFF (CNRS-Irasec)
- Nathalie LANCRET (CNRS)
- Vatthana PHOLSENA (CNRS-Irasec)
- Hugues TERTRAIS (Paris I)

Sommaire

Introduction	7
---------------------------	----------

Chapitre 1

La dépolitisation de l'islam à Banten	13
--	-----------

- | | |
|--|----|
| 1 - L'essor du <i>jawara Haji</i> Chasan Sochib | 14 |
| 2 - Les volontés d'autonomie régionale après l'indépendance de l'Indonésie | 17 |
| 3 - La cooptation des leaders religieux par l'organisation Satkar Ulama..... | 20 |
| 4 - Le contrôle des organisations islamiques | 22 |
| 5 - Le soutien politique des leaders religieux après la <i>Reformasi</i> | 23 |

Chapitre 2

Les réseaux paramilitaires et de sécurité de la Pendekar Banten	27
--	-----------

- | | |
|---|----|
| 1 - La fondation de la Pendekar Banten | 27 |
| 2 - La pratique des arts martiaux et d'invulnérabilité des réseaux de sécurité..... | 32 |
| 3 - Les collaborations entre milices civiles et avec l'armée | 34 |
| 4 - La <i>Reformasi</i> : les nouvelles frontières de la Pendekar Banten..... | 36 |

Chapitre 3

Les <i>pendekar</i> : défenseurs de la société bantenoise, des « arts culturels » et d'un islam vertueux.....	39
--	-----------

- | | |
|---|----|
| 1 - Du <i>jawara</i> au <i>pendekar</i> | 40 |
| 2 - Banten comme « le jardin culturel de l'islam » | 45 |
| 3 - La mission sociale et éducative de la Pendekar Banten | 47 |
| 4 - Le contrôle des médias..... | 50 |
| 5 - Un ordre supérieur aux racines de l'élitisme bantenois..... | 52 |

Chapitre 4

La mainmise du Groupe du Rau sur le développement économique régional	57
1 - L'entrepreneuriat, une affaire de <i>pendekar</i>	58
2 - Les activités du Groupe du Rau dans le secteur industriel	60
3 - Les mécanismes de gestion familiale des projets de construction	62
4 - Les affaires comme un combat	65

Chapitre 5

Le pouvoir d'une dynastie	69
1 - La création de la province de Banten en 2000	69
2 - Les élections législatives de 2001 et les provinciales de 2002	71
3 - Les élections législatives de 2004 et les provinciales de 2006	74
4 - La famille de <i>Haji</i> Chasan Sochib et les forces d'opposition	79
5 - Le phénomène de « clanisme politique » à Banten	84

Conclusion	89
1 - Autorité traditionnelle et centralisation du pouvoir politique	89
2 - Décentralisation et institutionnalisation des groupes de sécurité	91
3 - L'hypercentralisation vectrice d'opposition	93

Bibliographie	95
----------------------------	-----------

Glossaire	103
------------------------	------------

Carte de Java Ouest	108
----------------------------------	------------

Introduction

En Indonésie, les milices civiles ont dans une large mesure participé aux différents soulèvements et mouvements politiques qui ont tracé le chemin de l'indépendance du pays en 1945¹. À Sumatra, Java, Madura, Bali, ces milices avaient pour socle des écoles d'arts martiaux, que le gouvernement entreprit de maîtriser par le biais d'organisations de type paramilitaire. Je propose ici d'étudier l'une d'entre elles, la Persatuan Pendekar² Persilatan dan Seni Budaya Banten Indonesia (PPPSBBI), qui opère localement sous le nom de Pendekar Banten³, les « hommes forts de Banten ».

La Pendekar Banten est très profondément implantée à l'ouest de Java, notamment dans les régions de Banten et Jakarta, ainsi qu'au sud

¹ Cf. par exemple David Bouchier et John Legge (dir.), *Democracy in Indonesia: 1950s and 1990*, Clayton, Victoria, Monash University, Center for Southeast Asian Studies, 1994, p. 193 ; Freek Colombijn et Thomas Lindblad (dir.), *Roots of violence in Indonesia: contemporary violence in historical perspective*, Leiden, KITLV Press, 2002 ; Robert Cribb (dir.), *Gangsters and revolutionaries: The Jakarta People's Militia and the Indonesian Revolution, 1945-1949*, Sydney, Allen et Unwin, 1991 ; Romain Bertrand, « Les ingénieurs de la démocratie. Changement politique et assistance électorale en Indonésie », *A contrario*, 2, 2004, p. 6-28.

² Le terme *pendekar* viendrait des termes javanais *pandega* (chef), *pandika* (expert) ou *pandita* (prêtre ou mystique) selon Notosoejitno (*Khazanah pencak silat* [Les trésors du *pencak silat*], Jakarta, Sagung Jeto, 1997, p. 103). Pour une étude détaillée du terme *pendekar*, voir Ian Wilson, *The politics of inner power: the practice of pencak silat in West Java*, thèse d'Anthropologie, Murdoch, School of Asian studies, 2002, p. 241-243 ; Lee Wilson, *Unity or diversity? The constitution of a national martial art in Indonesia*, thèse de Sciences politiques, University of Cambridge, 2006, p. 26.

³ La Pendekar Banten se présente comme une organisation destinée à promouvoir les arts et la culture de Banten, notamment les arts martiaux. Les activités de l'organisation se sont fortement diversifiées à travers le temps.

de Sumatra, de Lampung jusqu'à Palembang. Historiquement, sa formation a fait partie intégrante d'un processus, amorcé depuis l'occupation japonaise, de structuration des réseaux de *jawara*⁴, des « hommes forts », aguerris aux techniques de combat de l'initiation rituelle *penca*⁵. Les *jawara* étaient souvent les représentants de l'autorité au niveau local, et comme à Banten l'autorité religieuse et le pouvoir politique étaient étroitement imbriqués, la figure du *jawara* et la fonction de maître religieux indépendant (*kiai*) s'inscrivaient dans le même ordre hiérarchique statutaire⁶.

La maîtrise des réseaux de *jawara* et des forces religieuses fut une priorité dès les balbutiements du nouvel État indonésien. Pour ce faire, les gouvernements successifs cherchèrent à diviser les groupes de *jawara*

⁴ Il est difficile de retracer précisément l'apparition du terme *jawara*. La définition de Pierre Labrousse (*Dictionnaire général indonésien-français*, Paris, Association Archipel, 1984) du terme *jawara* comme un dérivé de *juara* (champion) nous renseigne peu sur la réalité bantenise. H. Embai Mulya Syarif, un leader religieux très réputé à Banten et qui fut pendant longtemps l'un des *jawara* les plus influents régionalement, avance que le terme provient de l'arabe *jauharo*, qui signifie « diamant » ou encore de *waro'i*, une « personne pure ». La difficulté sémantique est aussi liée à l'évolution du sens rattaché au terme *jawara*, comme je le décris tout au long de ce texte.

⁵ Les *jawara* sont souvent des pratiquants ou maîtres de *penca*, une initiation rituelle à la fois aux techniques de combat et de protection. Le *penca* (à Banten et Java Ouest) se retrouve sous des formes diverses à travers tout l'Archipel (appelé *pencak* à Java Centre, *silek* à Sumatra, etc.). Le *pencak silat* est un terme générique utilisé nationalement pour désigner une forme standardisée d'arts martiaux, qui procède d'influences régionales diverses. Au sujet de cette forme nationale des arts martiaux, voir O'ong Maryono, *Pencak silat merentang waktu* [Le *pencak silat* à travers le temps], Jakarta, Pustaka Pelajar, 1998. Sur l'initiation rituelle à Java Centre (appelée *pencak*), voir Jean Marc de Grave, *Initiation rituelle et arts martiaux - Trois écoles de kanuragan javanais*, Paris, Archipel/L'Harmattan, 2001. Sur le *penca* à Banten, voir Gabriel Facal, « La dimension éducative des arts martiaux sundanais (Indonésie) », in Jean-François Loudcher (dir.), *Éducation, sports de combat et arts martiaux*, Grenoble, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2010.

⁶ Sur l'histoire de Banten, voir Claude Guillot, *The Sultanate of Banten*, Jakarta, Gramedia Book Publishing Division, 1990 ; et sur la relation entre *kiai* et *jawara* à travers l'histoire, voir Ota Atsushi, « Banten rebellion of 1750-1752 : factors behind mass mobilization », *Modern Asian Studies*, vol. 37, 3, 2003, p. 613-652 ; Michael C. Williams, *Communism, Religion and Revolt in Banten*, Southeast Asia Series, n° 86, Athènes-Ohio, Ohio Center for International Studies, 1990 ; Sartono Kartodirdjo, « Le leadership dans la révolte des paysans de Banten, 1888 », *Archipel*, vol. 50, 1995, p. 123-130 ; Hosein Djadjadiningrat, *Tinjauan kritis sejarah Banten* [Observation critique de l'histoire de Banten], Jakarta, Djambatan, 1983.

et les mouvements religieux. Dans les années 1950, d'importants groupes de *jawara* furent utilisés par le président Sukarno afin de défaire les milices islamiques indépendantistes du Darul Islam⁷ et pour coordonner les efforts gouvernementaux de structuration administrative à Banten⁸. Pendant la période dite de l'Ordre Nouveau, entre 1965 et 1998, le processus de contrôle des réseaux religieux s'intensifia. Dans les années 1970, sous la houlette de la VI^e division militaire Siliwangi⁹ la fondation de l'organisation d'influence Pendekar Banten représenta la pierre angulaire de cette entreprise. L'organisation avait pour tâche de chapeauter les instances religieuses locales et de contrôler les activités politiques et économiques majeures de la région. Elle s'appuya notamment sur l'organisation d'arts martiaux dénommée Tjimande Tarikolot Kebun Djeruk Hilir (TTKKDH)¹⁰, qui militait localement pour assurer la victoire du parti Golkar¹¹ aux élections locales et nationales.

Après la chute du président Suharto en 1998, la décentralisation et l'accession de Banten au statut de province ont permis à l'organisation Pendekar Banten d'acquérir une plus grande autonomie dans la gestion des affaires politiques locales. Cette période, dite de la *Reformasi* (« Réforme ») a aussi laissé le champ libre à la Pendekar Banten pour se développer dans la capitale Jakarta et dans plusieurs provinces du pays. Ce phénomène de développement d'organisations censées garantir la sécurité est particulièrement important à Banten, mais la province est loin d'être un cas unique dans l'Archipel, où elles ordonnent en profondeur les rapports politiques régionaux sous des formes très variables¹².

⁷ Sur le Darul Islam, voir Cees van Dijk, *Rebellion under the banner of Islam. The Darul Islam of Indonesia*, La Haye, Nijhoff, 1981.

⁸ Parmi ces organisations, on peut notamment citer l'Union de *pencak silat* d'Indonésie (Persatuan Pencak Silat Indonesia, PPSI), créée en 1957 par des membres de la division militaire Siliwangi.

⁹ Elle-même subordonnée à la IV^e division basée à Bandung, le centre administratif de Java Ouest, dont Banten faisait partie à l'époque.

¹⁰ « Le Tjimande (un courant de *penca*) de la région Tarikolot Kebun Djeruk Hilir ».

¹¹ Acronyme de Golongan Karya, « Groupes fonctionnels ». Le Golkar est un organe créé par l'armée en 1964 à l'époque de Sukarno afin de contrer l'influence des partis politiques et de garantir la victoire des candidats du régime aux différentes élections.

¹² Marcus Mietzner parle même d'une « militarisation culturelle » (*cultural militarization*) de la société indonésienne (Mietzner, *Military politics, Islam, and the state in Indonesia: from*

Certains spécialistes considèrent qu'avec sa politique de décentralisation, l'Indonésie forme à présent un système démocratique dans lequel la citoyenneté joue un rôle accru¹³. Les organisations internationales promotrices d'idéaux néolibéraux prétendent que la décentralisation stimule tout autant l'économie que la démocratie, l'essor de la société civile, l'efficacité et la transparence des gouvernements au niveau local¹⁴. Tandis que des chercheurs tempèrent ces observations en soulignant que les dynamiques politiques, économiques et socio-culturelles de l'Indonésie contemporaine résultent essentiellement du jeu de forces opposées¹⁵. Ainsi, la force centrifuge créée par le processus de décentralisation serait bridée par une force d'inertie, qui concernerait les volontés de maintien des prérogatives d'un État unitaire par les anciennes élites politiques et l'armée¹⁶. De nombreux spécialistes soulignent en effet que les nouvelles régions autonomes sont constituées comme de véritables petits potentats, qui conservent une forte autonomie par rapport à l'État. De même, pour une large partie des

turbulent transition to democratic consolidation, Singapour, ISEAS, 2009, p. 380). Vedi R. Hadiz souligne aussi que ce qu'il nomme « les gangsters politiques » (*political gangsters*) et les « groupes de sécurité » (*vigilantes*) ont été les majeurs bénéficiaires des réformes de décentralisation (Hadiz, « Local power: Decentralisation and political reorganisation in Indonesia », communication présentée à la conférence *Globalisation, conflict and political regimes in East and Southeast Asia*, Western Australia, Asia Research Centre, Murdoch University, 15-16 août 2003).

¹³ Cf. Henk Schulte Nordholt et Gerry van Klinken (dir.), *Renegotiating boundaries: local politics in Post-Suharto Indonesia*, Leiden, KITLV, 2007 ; Edward Aspinall et Greg Fealy (dir.), *Local power and politics in Indonesia: decentralisation and democratisation*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 2003.

¹⁴ Henk Schulte Nordholt, « A genealogy of violence », in Freek Colombijn et J. Thomas Lindblad (dir.), *Roots of violence in Indonesia: Contemporary violence in historical perspective*, Leiden, KITLV Press, 2002, p. 36.

¹⁵ Voir par exemple Jun Honna, « Local civil-military relations during the first phase of democratic transition, 1999-2004: a comparison of west, central, and east Java », *Indonesia* 82, octobre 2006 ; Henk Schulte Nordholt et Gerry van Klinken (dir.), *Renegotiating boundaries: local politics in Post-Suharto Indonesia*, Leiden, KITLV, 2007.

¹⁶ *Ibid.*, p. 29 ; Okamoto Masaaki et Abdur Rozaki (dir.), *Kelompok kekerasan dan bos lokal di era Reformasi* [Groupes violents et chefs locaux dans l'ère de la *Reformasi*], Yogyakarta, Institute for Research and Empowerment, 2006 ; Marcus Mietzner, « The politics of military reform in post-Suharto Indonesia: elite conflict, nationalism, and institutional resistance », *Policy Studies*, 23, East-West Center Washington, 2006.

citoyens, l'autonomie régionale est synonyme du renforcement des pratiques de corruption, de collusion et de violence politique¹⁷.

L'analyse de ces tensions à l'aube d'une perspective historique montre que la décentralisation s'effectuerait en lien avec les dynamiques précoloniales, coloniales et contemporaines, et qu'elle présenterait ainsi des continuités aux contours changeants¹⁸. Celles-ci s'inscriraient dans le prolongement d'une idéologie postcoloniale, au sein de laquelle les frontières entre l'État, la société et le marché ne seraient pas clairement définies. Cette idéologie est notamment le fruit de la redéfinition et de l'exploitation de valeurs locales, qui permettent aux élites dirigeantes régionales de légitimer leur position statutaire et leurs fonctions politiques¹⁹. Malgré ces constatations, la recherche sur les rapports informels de pouvoir et sur l'origine des réseaux d'influence qui dominent le champ politique régional est embryonnaire. Une étude des cas régionaux pourrait pourtant permettre d'indiquer quelles sont les conditions d'interaction au niveau local entre la société, l'État et le marché, ainsi que le rôle joué par les différents réseaux d'influence²⁰.

La présente étude a pour objectif de montrer comment les réseaux de l'autorité traditionnelle – formés essentiellement par les groupes de *jawara* et les forces religieuses – ont infléchi jusqu'à aujourd'hui les relations entre la citoyenneté et la classe dirigeante. Il s'agira aussi de souligner le caractère dynamique de ces réseaux et la façon dont ils ont su se remodeler au fil des évolutions socio-politiques. Cette mise en contexte des jeux de pouvoir est nécessaire pour aborder l'échiquier politique bantenois. En effet, celui-ci peut de prime abord surprendre par son étonnante combinaison, car il procède d'un dynamisme intense des réseaux en même temps que de l'autorité patriarcale quasi immuable

¹⁷ H. Schulte Nordholt, *op. cit.*, 2002, p. 40. Les médias indonésiens utilisent pour désigner ce type de pratique l'expression *Korupsi, Kolusi dan Nepotism* (KKN) : « Corruption, collusion et népotisme ».

¹⁸ H. Schulte Nordholt, « Decentralisation in Indonesia: less state, more democracy? », in John Harriss, Kristian Stokke et Olle Törnquist (dir.), *Politicising democracy: the new local politics and democratization*, New York, Palgrave Macmillan, 2004, p. 30. L'auteur emploie à ce titre l'expression « continuités changeantes » (*changing continuities*).

¹⁹ H. Schulte Nordholt, *op. cit.*, 2004, p. 30-31.

²⁰ *Ibid.*, p. 33. Voir aussi Gerry van Klinken, « Indonesia's new ethnic elites », in Henk Schulte Nordholt et Irwan Abdullah (dir.), *Indonesia. In search of transition*, Yogyakarta, Pustaka Pelajar, 2002, p. 67-106 ; Hadiz, *op. cit.*, 2003.

de son dirigeant, *Haji* (H.) Chasan Sochib. Dans ce contexte, l'étude des relations politiques ne peut faire l'économie de celle qui concerne le rapport local au principe d'autorité²¹. Elle doit notamment prendre en considération la dimension rituelle et initiatique de ce rapport, ainsi que les conditions de maintien des référents locaux²².

²¹ Sur le principe d'autorité à Sunda voir Hans Antlöv, *Exemplary centre, administrative periphery : rural leadership and the New Order in Java*, Richmond, Curzon, 1995 ; Robert Wessing, *Cosmology and social behaviour in a West Javanese settlement*, Papers in International Studies, Southeast Asia Series, n° 47, Ohio University, 1978 ; Ward Keeler, *Javanese shadow plays, Javanese selves*, New Jersey, Princeton University Press, 1987 ; à Java, voir Benedict Anderson, « The idea of power in Javanese culture », in Claire Holt (dir.), *Culture and politics in Indonesia*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1972, p. 1-69.

²² Par exemple, le fait que malgré la forte domination de l'islam, la région où vit la société non islamique Baduy, au sud, reste pour la majorité des Bantenois le centre cosmologique régional.

Chapitre 1

La dépolitisation de l'islam à Banten

Le sultanat de Banten a été fondé dès le début du XVI^e siècle sur les vestiges d'un royaume hindo-bouddhiste, présent depuis au moins le X^e siècle²³. Au XIX^e siècle, à la faveur de l'occupation hollandaise, les réseaux d'autorité qui s'étaient constitués lors de l'islamisation de la région furent profondément modifiés, laissant émerger au sein d'un même territoire de nombreux petits potentats locaux placés sous la houlette du gouvernement colonial. Un autre bouleversement majeur concerna le prélèvement de l'aumône religieux, qui ne s'effectua plus par les agents du sultan, mais devint l'apanage des « hommes forts », opérant sous la tutelle des leaders religieux²⁴. Dans le même temps, les réseaux des confréries soufies – notamment celle de la Qadiriyyah wa Nasqbandiyyah – et des écoles coraniques se développèrent très rapidement et, avec eux, certains rituels et initiations, comme ceux liés au combat et à la recherche d'une invulnérabilité (*debus*).

Conjointement au renforcement de la présence hollandaise dans la région, les prises de position islamistes se radicalisèrent, entraînant plusieurs révoltes, dont celle, paysanne, de 1888. Les mêmes réseaux furent utilisés plus tard lors de la révolte communiste de 1926 et au moment de la révolution sociale de 1945. Après l'indépendance, la

²³ Claude Guillot, *Banten avant l'Islam : étude archéologique de Banten Girang (Java Indonésie) 932 (?)–1526*, Paris, École Française d'Extrême-Orient, 1994. Sur l'histoire postérieure de Banten, voir Romain Bertrand, *L'Histoire à parts égales. Récits d'une rencontre Orient-Occident (XVI^e–XVII^e siècles)*, Paris, Le Seuil, 2011.

²⁴ Martin Van Bruinessen, « Shari'a court, tarekat and pesantren: religious institutions in the sultanate of Banten », *Archipel*, vol. 50, 1995, p. 165.

restauration du sultanat fut envisagée par les leaders musulmans, ce qui entraîna le limogeage de tous les fonctionnaires bantenais – des leaders religieux pour majorité – et leur remplacement par des fonctionnaires originaires d'autres provinces. Peu à peu, le démantèlement des structures traditionnelles de l'opposition ainsi que les volontés de contrôle de la région par les différents gouvernements centraux successifs servirent les intérêts de certains *jawara*. Ils jouaient le rôle de médiateur entre l'administration et les récipiendaires de l'autorité traditionnelle au niveau local, renforçant progressivement leur assise dans la structure gouvernementale de Banten.

1 - L'essor du *jawara Haji Chasan Sochib*

H. Chasan Sochib est né en 1930 dans le village de Kadu Berem, à Pabuaran, dans le département de Serang. Son père faisait partie des plus grands commerçants de produits agricoles de Ciomas : le riz, le coprah, l'huile de kananga et le caoutchouc que les paysans récoltaient dans le canton étaient apportés chez lui et vendus sur les marchés de la ville de Serang par ses protégés. En tant que fils aîné, Chasan Sochib occupait une position particulière au sein de sa fratrie et on attendait de lui qu'il reprenne plus tard le commerce familial. Ses parents l'inscrivirent à l'école populaire, où il étudia entre 1938 et 1943, et il fut ensuite placé en internat dans l'école coranique (*pesantren*) de Pani'is. Au moment de l'Indépendance nationale en 1945 et jusqu'en 1947, il fut envoyé dans un autre *pesantren*, celui de Cadasari dirigé par Kiai Icot, illustre pour sa maîtrise de diverses pratiques ésotériques, comme l'astrologie.

Le grand-père de Chasan Sochib était le fils de *Haji Tubagus* (H. Tb.) Ruji et Ibu H. Alijaya. Ses petits-enfants racontent qu'il était descendant de sultan et qu'il est mort à 150 ans, alors que « ses oreilles pouvaient encore entendre distinctement et ses yeux percevoir clairement »²⁵. Il était natif de la région de Ciomas – région réputée à Banten

²⁵ Témoignage de H. Tb. Syatibi Sohīb, dans Khatib Mansur, *Profil Haji Tubagus Chasan Sochib, beserta komentar 100 tokoh masyarakat seputar Pendekar Banten* [Profil de Haji Tubagus

comme constituant le « réservoir des *jawara* » – et, en tant que rebelle charismatique, avait participé à la lutte anticoloniale. Engagé dans l'armée sous l'occupation japonaise, il avait été envoyé dans l'Archipel nippon. À son retour à Banten et au moment de prendre le maquis il faisait ainsi partie du petit nombre de soldats qui étaient aguerris aux stratégies militaires japonaises²⁶, avec pour compagnons d'armes des « hommes forts » réputés, aussi bien dans le nord que dans le sud de Banten. Ces accointances faisaient qu'il était fort connu par des personnages aussi importants que *Kiai* Achmad Khatib ou le Colonel *Kiai* Sjam'un, qui dirigeaient alors de grands bataillons militaires et allaient bientôt jouer des rôles de premier plan dans les luttes pour l'Indépendance. Il devint rapidement le coordinateur de ces réseaux dissidents, ses quartiers à Ciomas occupant une position géographique centrale dans la région et sa base servant de point de rassemblement à plusieurs chefs d'unités.

Le jeune Chasan Sochib fut certainement influencé par ce modèle, présenté comme héroïque. Il raconta que depuis son enfance, lui-même avait pour vœu d'intégrer la *Laskar Rakyat* ou « milice du peuple ». Il prétendit que malgré son jeune âge, lui aussi prit part à la guérilla dans les régions de Ciomas et Gunung Sari, puis qu'à partir de 1945 il s'impliqua dans la « révolution physique » contre les Hollandais. Il participa notamment aux raids anti-Hollandais menés par le clan du *jawara* Karim à Cipete²⁷. Cependant, les activités politiques et militaires de Chasan Sochib ne l'éloignèrent pas de sa formation islamique, et en 1955-1957 il intégra l'école coranique de Sempur à Bogor. En conciliant acte de résistance à l'envahisseur et piété religieuse, il s'inscrivait dans l'entreprise de guerre sainte (*jihād*), tant valorisée par les Bantenois et

Chasan Sochib, Commentaires de 100 personnalités populaires autour de la Pendekar Banten], Cilegon, Pustaka Antara Utama, 2000, p. 186.

²⁶ Sur la période japonaise, voir Robert Cribb et Colin Brown (dir.), *Modern Indonesia: a history since 1945*, Harlow, Essex, Longman Group, 1995 ; Merle C. Ricklefs, *A history of modern Indonesia since c. 1300*, Londres, Mac Millan, 1991, 2^e éd. ; Anderson, *op. cit.*, 1972 ; Romain Bertrand, *op. cit.*, 2004, p. 6-28 ; Jean-Marc de Grave, « Genèse du *pencak silat* moderne. Note de recherche sur la standardisation des arts martiaux indonésiens sous l'occupation japonaise et à l'époque de l'indépendance (1942-1965) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 4, n° 179, Paris, Le Seuil, 2009, p. 112-117.

²⁷ Il rapporte par exemple un raid lors duquel le groupe assiégea avec des machettes une douzaine de véhicules des troupes hollandaises.

incarnée de façon modèle par l'ami de son grand-père, le très charismatique *Kiai Sjam'un*, alors promu Brigadier général²⁸.

À son retour dans le village familial, Chasan Sochib aida son père à développer un négoce de riz décortiqué entre Banten et la région de Lampung, à Sumatra. Chasan Sochib travaillait surtout avec son frère cadet à la façon des *jawara*, c'est-à-dire à la force de la machette. En utilisant des techniques de taxation et d'intimidation envers les petits commerçants, ses affaires prospérèrent, se développèrent, et ses activités commerciales se diversifièrent. Les relations qu'il avait su entretenir depuis ses années de guérilla, et les réseaux de *jawara* dont Ciomas était l'épicentre lui permirent d'appuyer ses stratégies de développement commercial et d'influence. Les associés les plus proches de Chasan Sochib émergèrent à cette période, comme *H. Lufti*, qu'il considère encore comme son oncle, ou encore *H. Tb. Kemed*²⁹, un *jawara* basé dans la région de Menes et dont l'influence s'étend aujourd'hui jusqu'à Lampung.

Enfin, Chasan Sochib était le protégé et disciple de *Kiai Machmud*, un leader religieux originaire de Ciomas, ancien compagnon d'armes d'Achmad Khatib, qui jouissait d'un grand prestige et était membre de l'Assemblée parlementaire à Jakarta. Après l'indépendance nationale, *Kiai Machmud* avait reçu une décoration par le Président Sukarno, puis il avait milité en faveur de l'autonomie régionale³⁰. Il était très influent à Banten et avait des disciples dans des *pesantren* de Ciomas et au sud de Banten, ainsi qu'à Gentur à Cianjur³¹. Il était aussi membre d'une confrérie et était réputé pour sa maîtrise des arts martiaux et sa pratique des rites d'invulnérabilités (*debus*)³². Grâce à cette relation privilégiée avec *Kiai Machmud*, Chasan Sochib fut chargé en 1967 de servir de coordinateur logistique régional à la VI^e division militaire Siliwangi,

²⁸ Celui-ci n'était autre que l'un des descendants de *Kiai Haji* (K. H.) Wasyid, le *kiai* qui avait dirigé la révolte « Geger Cilegon » de 1888. *Kiai Sjam'un* fut aussi l'un des héros de la guerre d'indépendance en 1945.

²⁹ Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000, p. 176.

³⁰ Yoyo Mulyana, *Meretas kemandirian – Perjuangan panjang rakyat Banten menuju provinsi* [Ouvrir l'autonomie – La longue lutte du peuple de Banten pour obtenir le statut de province], Serang, Dinas kebudayaan dan pariwisata provinsi Banten, 2009, p. 26.

³¹ Témoignage de *H. Eki Syachrudin*, cité par Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000, p. 178.

³² Témoignage de Ali Yahya, cité par Khatib Mansur, *ibid.*, p. 156.

dont *Kiai* Machmud était un vétéran et avec laquelle il collaborait. Cette division avait pour but de maintenir le contrôle du pouvoir central à Banten, région considérée par le gouvernement comme potentiellement dissidente et sous influence communiste³³.

Puis en 1969, Chasan Sochib devint entrepreneur pour la firme Sinar Ciomas, alors tenue par *H. Hamil*, et pour laquelle il vendit des broyeurs de riz. Il était aussi proche des réseaux de *jawara* de Lampung, et de 1969 à 1970 il négocia l'achat et la vente de clous de girofle cultivés dans cette région. Grâce à ces réseaux et à sa relation privilégiée avec *Kiai* Machmud, Chasan Sochib devint progressivement l'un des *jawara* les plus prospères, les plus respectés et les plus influents de Banten.

2 - Les volontés d'autonomie régionale après l'indépendance de l'Indonésie

À l'issue de la révolution sociale de 1945³⁴, le Conseil du peuple (*Dewan Rakyat*) devint le principal corps exécutif de l'appareil gouvernemental bantenois. Il dissout presque entièrement le gouvernement régional et la police, les remplaçant par ses membres, essentiellement des *oulémas* et des *jawara* issus des rangs du Parti communiste indonésien (*Partai Komunis Indonesia*, PKI) et du Parti nationaliste (*Partai Republik Indonesia*, PARI). C'est à cette époque que s'accrurent les tensions entre les dirigeants de Banten et le gouvernement de Sukarno et Hatta. Les membres du Conseil du peuple reprochaient au gouvernement d'avoir accordé des octrois aux Japonais, d'avoir abusé de

³³ Agus Sutisna et Tihami, *Banten paska provinsi: mengawal transisi, membangun demokrasi* [Banten après l'autonomie provinciale : initier la transition, construire la démocratie], Programme de développement des Nations unies et Département stratégique pour le développement de Banten (LSPB), Jakarta, 2001. De plus, l'année 1967 fut marquée par d'intenses pourparlers entre les militants pour l'autonomie régionale (la Génération 66) et le gouvernement central (Yoyo Mulyana, *op. cit.*, 2009). Chasan Sochib apparaissait comme un médiateur entre le gouvernement et certains activistes, comme par exemple *Tb. Kaking*, qui fut d'ailleurs emprisonné pendant un certain temps comme communiste présumé.

³⁴ Suharto, « Banten masa revolusi 1945-1949: proses integrasi dalam negara kesatuan republik Indonesia » [Banten pendant la période révolutionnaire de 1945-1949 : processus d'intégration dans la République d'Indonésie], thèse d'Histoire, Depok, Universitas Indonesia, 2001.

compromis lors des négociations avec les Hollandais et d'avoir formellement éliminé toutes les unités de l'armée républicaine. Bientôt, la presse se fit le relais de rumeurs qui accusaient le Conseil du peuple de vouloir renverser le président Sukarno et de restaurer le sultanat.

En décembre 1945, la visite à Rangkasbitung – dans le centre de Banten – du président Sukarno et de son ministre Hatta pour entamer des pourparlers fut marquée par l'enlèvement et l'assassinat du préfet (*bupati*)³⁵ de Lebak. L'événement fit perdre au Conseil du peuple une partie importante de ses sympathisants parmi les oulémas et la paysannerie. Il entraîna aussi de violents conflits avec l'armée indonésienne³⁶, qui se soldèrent par la capitulation du Conseil du peuple, pauvrement armé et mal entraîné. Cependant, Achmad Chatib conserva son poste et les oulémas et les ex-leaders du PKI continuèrent d'occuper des positions importantes au sein de l'administration. En même temps, le régionalisme et le banditisme qui avaient miné la politique régionale dans les années 1930 se renforcèrent.

Dès le 8 septembre 1946, Chatib créa une « Commission pour le Développement de Banten » (*Panitia Pembangunan Banten*) et il lança un programme de revalorisation des sites importants de l'ère du sultanat, qui avaient été détruits en 1832 par les Hollandais. Chatib proclamait être le descendant direct du dernier sultan et son héritier légitime. Il entreprit le financement d'un chantier qui mobilisa près de 500 ouvriers, afin de faire revivre la vieille ville de Banten et son port³⁷. La radio officielle qui émettait depuis Bandung fit annoncer que le sultanat de Banten était en passe d'être restauré sous la direction de Chatib. Dès octobre 1946, Hatta prit des mesures politiques et militaires, en mobilisant à Serang le gouverneur de Java Ouest et en nommant comme assistant du chef de région (*residen*) Semaun Bakri, le secrétaire de guerre de Sukarno. Il entama un processus de militarisation de l'administration, afin de remplacer les oulémas aux postes de chefs de

³⁵ Le *bupati* est le chef d'un *kabupaten*, entité administrative équivalente à celle d'un département français.

³⁶ L'armée portait alors le nom de l'« Armée de sécurité du peuple » (*Tentara Keamanan Rakyat*, TKR).

³⁷ *Antara*, 30 septembre 1946 et *Berita Indonesia*, 30 décembre 1946 (cité par Williams, *op. cit.*, 1990).

cantons et il octroya de nombreux postes administratifs à des fonctionnaires qui venaient de l'extérieur de Banten³⁸.

Les années suivantes, le processus de collaboration entre l'armée et les organisations civiles, qui avait été entamé sous l'occupation japonaise, se renforça. En 1957, le Général Nasution créa des coopérations entre l'armée et des groupes comme l'Ansor³⁹, les jeunesses du PKI, le PNI et le Masyumi⁴⁰. À Banten, les *jawara* furent enrôlés et mandatés par l'armée pour former des milices populaires afin de lutter contre le mouvement islamique indépendantiste Terre d'islam (Darul Islam), lui-même composé en partie d'importants groupes de *jawara*. La formation des milices civiles à la façon de groupes paramilitaires concernait donc tout autant les mouvements de dissidence que les efforts de contrôle de l'État. C'est pourquoi ces groupes de *jawara*, intermédiaires et plus ou moins formels, allaient susciter par la suite le plus grand intérêt du gouvernement de l'Ordre Nouveau, le régime qui dirigea l'Indonésie à partir de 1965 et jusqu'en 1998.



Photo 1 : Le site de Banten Lama, centre religieux régional.

³⁸ Williams, *op. cit.*, 1990, p. 304.

³⁹ Se traduit littéralement par « aide », « secours ». L'Ansor est l'organe de jeunesse de Nahdlatul Ulama (Renaissance des oulémas), organisation religieuse majoritaire indonésienne.

⁴⁰ Acronyme de Majelis Syuro Muslimin Indonesia : « Conseil des associations musulmanes d'Indonésie ».

3 - La cooptation des leaders religieux par l'organisation Satkar Ulama

Du point de vue du régime de l'Ordre Nouveau, la notoriété des leaders religieux dans l'appareil gouvernemental de Banten était perçue comme une menace de déstabilisation politique au niveau régional. Aussi le régime s'efforça-t-il très tôt de se rapprocher de ces réseaux, avec comme objectif premier la paralysie, puis le démantèlement du parti communiste PKI ainsi que des organisations qui le soutenaient.

Pour ce faire, le gouvernement de Suharto envoya dès 1967 des émissaires du corps militaire à maintes reprises afin de coopter les leaders religieux au sein des réseaux du parti Golkar. Mais malgré ces différentes rencontres, aucun accord ne fut entendu pour décider de leur affiliation. En 1970, à l'approche des élections présidentielles et pour faire face à la lenteur des pourparlers entre le gouvernement et les leaders religieux bantenais, le Général Suharto annonça qu'il irait personnellement à leur rencontre. Pour ce faire, le gouvernement mandata le Lieutenant Général Solichin Gautama Purwanegara – plus couramment appelé Solichin G. P. – alors gouverneur de Java Ouest⁴¹, ainsi que A. T. Witono le Général du Commandement militaire régional Siliwangi, afin qu'ils rencontrent personnellement le leader régional de l'islam politique, *Kiai* Machmud. Peu de temps après, celui-ci et plusieurs oulémas de Banten furent invités à rencontrer le Lieutenant Général Soerono.

Dans le même temps, Solichin G. P. interféra auprès de Chasan Sochib, le seul leader capable de rassembler les forces vives du « jawarisme » et d'infléchir sur les pourparlers des oulémas. La même année, en 1970, Chasan Sochib devint membre du Golkar de Bandung. Enfin, lors de la visite de Suharto à Batukuwung, les leaders religieux, sous la tutelle de *Kiai* Machmud, déclarèrent soutenir le Golkar. C'est à ce moment-là que Chasan Sochib fut désigné pour fonder l'organisation Satkar Ulama Indonesia (« Union de travail des oulémas »), centrée à Banten. Celle-ci, inaugurée le 3 mai 1970 sous la présidence de *Kiai*

⁴¹ Il le resta jusqu'en 1974.

Machmud⁴², fut placée sous la tutelle de la Hasta Karya⁴³, une aile du Golkar.

En 1971, lorsqu'eurent lieu les premières élections générales sous le nouveau régime, la Satkar Ulama fut chargée de réunir les principaux soutiens du Golkar au niveau local et de contrer la montée de l'union des partis islamiques : le Parti pour l'unité et le développement (Partai Persatuan Pembangunan, PPP)⁴⁴. Chasan Sochib initia alors une politique de mobilisation à grande échelle des forces vives du jawarisme. En même temps que le gouvernement faisait campagne jusque dans les villages, les oulémas de la Satkar Ulama soutenaient le Golkar en prêchant dans les écoles coraniques et en organisant des offices religieux dans les mosquées. Au niveau national, les résultats des élections furent sans équivoque. Le Golkar obtint une franche victoire contre les partis islamiques. Par contre, dans le département de Serang, cœur décisionnaire de Banten, les scores furent beaucoup moins décisifs et le poids de ces rivaux restait conséquent et continuait de constituer une importante menace pour la majorité électorale du Golkar dans la région.

Les années suivantes, une répression systématique de l'opposition fut menée par les autorités militaires. Elle entama progressivement la détermination des oulémas les plus fervents, qui évitèrent alors les affaires politiques ou s'exilèrent à l'étranger pour y fonder d'autres écoles coraniques ou pour approfondir leur formation religieuse⁴⁵.

⁴² Il resta à ce poste jusqu'à sa mort en 1983.

⁴³ La Hasta Karya est elle-même constituée d'organisations fondatrices du Golkar et d'institutions formées ultérieurement par le Golkar : parmi les premières on compte la Kesatuan Organisasi Serba Guna Gotong Royong (Kosgoro), la Musyawarah Kekeluargaan Gotong Royong (MKGR), et la Sentral Organisasi Karyawan Swadiri Indonesia (Soksi). Parmi les secondes, on trouve la Angkatan Muda Pembaharuan Indonesia (AMPI), la Satkar Ulama, la Al-Hidayah, la Himpunan Wanita Karya et le Majelis Dakwah Islamiyah (MDI). La plupart de ces organisations sont dirigées par des membres de la Pendekar Banten.

⁴⁴ L'organisation regroupe alors les mouvements de la NU, le Parmusi, le PSII et le Perti.

⁴⁵ Comme ce fut par exemple le cas de *Kiai* Damanhuri de Cihideung (Pandeglang), célèbre maître religieux bantenais qui choisit de s'exiler à la Mecque.

1. Les scores des élections en 1977, 1982 et 1987 dans le *kabupaten* de Serang (en pourcentage)

Partis politiques	1977	1982	1987
PPP	54,97 %	47,98 %	29,19 %
Golkar	42,52 %	48,57 %	60,35 %
PDI	2,52 %	3,45 %	10,45 %

Source : Sudiarti Artati, *Perubahan peran ulama di Serang* [Les modifications du statut des oulémas à Serang], mémoire de Sciences politiques et sociales, Depok, Universitas Indonesia, 1988.

4 - Le contrôle des organisations islamiques

Le recrutement des oulémas influents de Banten au sein de la Satkar Ulama permit au parti Golkar de s'assurer une forte majorité de voix lors des élections. Ce recrutement fut en partie facilité par les vastes réseaux d'écoles coraniques que contrôlait le Golkar. Les réseaux les plus importants, comme le Mathla'ul Anwar et l'Al Khaeriya, avaient émergé à Banten de façon consécutive aux réformes éducatives indonésiennes du début du XX^e siècle. Ils réunirent rapidement des centaines d'écoles coraniques dans toute la région et au-delà, au détriment des écoles religieuses traditionnelles, qui continuèrent de disparaître progressivement.

L'exemple de ces écoles coraniques ne constituait que le cas régional d'une politique de niveau national d'immixtion du gouvernement dans le domaine de l'éducation, ce qui modifia profondément le fonctionnement des écoles coraniques indonésiennes, avec des effets visibles dès les années 1980. Les frais de scolarité devinrent très onéreux et, pour y faire face, les *pesantren* durent se tourner vers les seules sources de subventions disponibles immédiatement, à savoir celles du gouvernement ou des forces politiques locales, ce qui eut pour conséquence leur perte d'indépendance vis-à-vis du pouvoir politique. La Satkar Ulama bénéficia largement de ces affaiblissements structurels, qui lui permirent de récupérer à son profit ces réseaux éducatifs. Ceux-ci constituaient des vecteurs idéologiques puissants et des bases politico-économiques importantes.

Le régime utilisa aussi le Conseil national des oulémas (Majelis Ulama Indonesia, MUI), instance d'échelle nationale fondée en 1975, et qui lui permit de « constituer un relais informel à sa politique religieuse et de tenter de concilier les positions parfois contradictoires des grandes organisations musulmanes »⁴⁶. Si le MUI obtint des subventions de l'État et qu'il eut souvent pour fonction de légitimer les décisions du pouvoir⁴⁷, chaque branche régionale jouissait d'une relative indépendance vis-à-vis du bureau central⁴⁸. À Banten, cette position autonome était particulièrement prononcée et la tendance s'est accentuée depuis la période de la *Reformasi*.

5 - Le soutien politique des leaders religieux après la *Reformasi*

Après la chute du régime du Général Suharto, si certains chefs religieux restèrent fidèles au Golkar, comme *Kiai* Wahab Afif (le président du MUI et membre du réseau d'écoles coraniques Al Khaeriyah), *Kiai* Salman Al Faris (le leader de la Satkar Ulama) et *Kiai* Irsjad Djuwaeli (le dirigeant du réseau d'écoles coraniques Matha'ul Anwar), beaucoup de maîtres religieux indépendants qui avaient fui le monde politique en 1984 réapparurent sur la scène électorale. De surcroît, de nouveaux leaders religieux émergèrent, notamment ceux qui rejoignirent les rangs du Parti du réveil national (Partai Kebangkitan Bangsa, PKB), le parti créé par Gus Dur, qui peu après fut élu président de la République. Ce réinvestissement du champ politique par le religieux fut aussi conjoint à la formation de groupes radicaux⁴⁹, tel que

⁴⁶ Andrée Feillard et Rémy Madinier, *La fin de l'innocence ? L'islam indonésien face à la tentation radicale de 1967 à nos jours*, Paris-Bangkok, Les Indes savantes-Irasec, 2006, p. 206-208.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 14.

⁴⁸ Témoignage de *Kiai* Wahab Afif, dirigeant provincial de la MUI (Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000, p. 298).

⁴⁹ Par ailleurs, le PKB lui-même ne fut pas toujours un parti modéré, comme l'illustre le fait que son dirigeant *Kiai* Aminuddin Ibrahim mena un assaut contre les bureaux du journal local *Harian Banten* en sanction à la publication de la photo d'une banderole de manifestation où apparaissait la caricature de Gus Dur.

le Front Hizbullah, créé en 1999 par Cecep Bustomi de Pandeglang qui serait assassiné plus tard, à l'issue d'un conflit avec des membres du Commandement des troupes spéciales (Komando Pasukan Khusus ou Kopassus)⁵⁰.

Le renouveau de l'islam politique au cours des premières années de la *Reformasi* fut notamment la conséquence d'un double phénomène : la sollicitation du soutien des leaders religieux par les partis politiques, et l'élaboration par ces leaders de stratégies d'affiliation visant à maximiser les retombées économiques et matérielles pour eux-mêmes et leur école coranique. Ce furent essentiellement les groupes de prédication (*majelis ta'lim*) qui suscitèrent l'intérêt des partis politiques. En effet, les *kiai* des *majelis ta'lim* dirigeaient des groupes de fidèles dont les candidats pouvaient aisément évaluer le nombre et la nature. Les *majelis ta'lim* étaient donc utilisés par les partis politiques afin d'obtenir des voix au moment des élections, puis ils étaient laissés pour compte après les échéances électorales⁵¹.

Par contraste, les responsables des écoles coraniques, qui avaient peu de disciples en âge de voter et dont un bon nombre venaient de l'extérieur de Banten, ne suscitèrent pas le même intérêt des partis⁵². Pendant un temps, les écoles coraniques refusèrent les aides institutionnelles et subsistèrent grâce aux dons des fidèles⁵³ – ce qui leur permit de rester indépendant financièrement et idéologiquement – mais la diminution progressive du nombre de fidèles les poussa dans leurs retranchements. Ce fut notamment le cas pour les écoles coraniques traditionnelles, concurrencées par l'enseignement public, qui procurait plus de débouchés professionnels que l'enseignement religieux. Cette diminution des fidèles et de leurs dons obligea les responsables religieux à chercher des solutions pragmatiques pour la survie des écoles

⁵⁰ Au sujet de cette affaire, cf. *Kompas*, 26 juillet 2000.

⁵¹ Voir par exemple le cas du Forum Silaturahmi Pesantren (FSPP), dans Abdul Hamid, *Pergeseran peran kiai dalam politik lokal Banten: era Orde Baru dan era Reformasi* [Les mutations du statut des *kiai* dans la politique locale de Banten : ère de l'Ordre Nouveau et ère de la *Reformasi*], mémoire de licence en Sciences politiques, Semarang, Universitas Diponegoro, 2009, p. 51.

⁵² *Ibid.*, p. 71.

⁵³ Hiroko Horikoshi, *Kiyai dan perubahan sosial* [Les *kiai* et le changement social], Jakarta, P3M, 1987, p. 105.

coraniques. La période de *Reformasi* vit ainsi l'accroissement d'un phénomène débuté sous l'Ordre Nouveau : la négociation par les maîtres religieux indépendants (*kiai*) de leur déclaration d'intention de vote auprès des partis politiques, avec parfois un cumul d'affiliations⁵⁴.

Les chefs religieux, qui avaient exercé durant toute la période coloniale une influence si forte sur l'histoire de Banten se virent donc reléguer à partir de l'Ordre Nouveau à une position subalterne, cédant les arcanes du pouvoir à des organisations de *jawara* qui tirèrent parti de leur statut de relais entre l'administration bantenoise et le gouvernement central. Ainsi, l'accroissement des difficultés économiques et l'affaiblissement de la position politique des leaders religieux furent inversement proportionnels à l'essor des *jawara*⁵⁵.

⁵⁴ Ce fut par exemple le cas lors des élections de 2004, lorsque *Kiai KA*, membre de la NU du *kabupaten* de Pandeglang demanda à l'un des candidats du Conseil régional de direction de réunir 40 *kiai* à Pandeglang afin qu'ils le soutiennent sous la forme d'une prière collective. Celui-ci accepta mais dès qu'il fut payé il soutint finalement d'autres candidats.

⁵⁵ Hiroko Horikoshi, *op. cit.*, p. 165.

Chapitre 2

Les réseaux paramilitaires et de sécurité de la Pendekar Banten

1 - La fondation de la Pendekar Banten

Peu après la fondation de l'organisation Satkar Ulama en 1973, Chasan Sochib invita les *jawara* les plus influents de la région à se rassembler dans sa maison de Pabuaran à Ciomas. Ils y planifièrent la cérémonie d'inauguration d'un autre organe de tutelle, l'Unité de travail des *jawara* (Satuan Karya Jawara, Satkar Jawara). La cérémonie eut lieu à Batukuwung, à Serang, sous le patronage du Général Soerono. S'y rendirent le Colonel d'infanterie Anwar Padmawijaya⁵⁶, le commandant en chef de la quatrième division Siliwangi, le commandant et Gouverneur de Java Ouest Solichin G. P.⁵⁷ ainsi que plusieurs membres du gouvernement national. H. Tb. Siwandi fut nommé dirigeant, H. Syukri trésorier et H. Djunaedi Asad secrétaire général. Le vice-président n'était autre que colonel Syamlawi Muslich – le dirigeant de l'organisation d'arts martiaux TTKKDH – et Chasan Sochib fut nommé président.

La Satkar Jawara avait pour fonction de chapeauter la Satkar Ulama au sein de la Hasta Karya, un regroupement d'organisations sociopolitiques et religieuses qui soutient le parti Golkar. Peu après, à la fin de l'année 1973, Chasan Sochib décida de rebaptiser l'organisation

⁵⁶ Qui dirigeait alors le commandement militaire 064/Maulana Yusuf Banten.

⁵⁷ Il fut nommé membre du conseil de direction.

« Unité de travail des Pendekar » (Satuan Karya Pendekar, Satkar Pendekar). Selon lui, le terme *pendekar* convenait mieux que celui de *jawara*, car les *jawara* avaient été assimilés à des bandits par les colons hollandais du temps de l'occupation, tandis que le terme *pendekar* renvoyait populairement à un personnage qui défendait des idéaux chevaleresques⁵⁸. Ceci était en adéquation avec la mission de l'organisation, que Chasan Sochib prétendait noble et sotériologique.

En 1977, année des élections présidentielles, un congrès de la Satkar Pendekar fut organisé sous la présidence du Général Ali Murtopo. Il réunit les représentants de plusieurs organisations pour la jeunesse, comme la Jeune génération du renouveau d'Indonésie (Angkatan Muda Pembaruan Indonesia, AMPI), le Comité national des jeunes d'Indonésie (Komite Nasional Pemuda Indonesia, KNPI⁵⁹), la Jeune génération des troupes Siliwangi (Angkatan Muda Siliwangi, AMS)⁶⁰ et la Jeune génération du parti Golkar (Angkatan Muda Partai Golkar, AMPG). Le Congrès officialisa l'affiliation de la Satkar Jawara au Golkar. Il fut rendu public que la Satkar Jawara regroupait « les *jawara* du développement » (*jawara pembangunan*), c'est-à-dire que les *jawara* obtenaient officiellement une part de responsabilité dans la gestion des affaires économiques de Banten. À cette occasion, l'organisation fut rebaptisée « Grande direction de l'union des Pendekar de *silat*⁶¹ et des arts culturels de Banten en Indonésie » (Pengurus Besar Persatuan Pendekar Persilatan dan Seni Budaya Banten Indonesia, PB-PPPSBBI), plus connue aujourd'hui sous le nom de Pendekar Banten.

⁵⁸ Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000, p. 87.

⁵⁹ Le KNPI est une organisation ombrelle qui regroupe entre autres le Mouvement des étudiants islamiques d'Indonésie (Pergerakan Mahasiswa Islam Indonesia, PMII) allié au Nadhlatul Ulama, le Rassemblement des étudiants islamiques (Himpunan Mahasiswa Islam, HMI) allié à la Muhammadiyah, le Rassemblement de l'harmonie des paysans d'Indonésie (Himpunan Kerukunan Tani Indonesia, HKTI) présidé par le Général Prabowo, ainsi que les organisations pour la jeunesse de différents partis politiques.

⁶⁰ Bouchier, *op. cit.*, 1994, p. 193.

⁶¹ Le *silat* est le terme communément employé au niveau national pour désigner les arts martiaux. Cf. aussi *pencak silat* dans le glossaire.

2. La structure hiérarchique du Pendekar Banten

Le fondateur travaille en coordination avec le Conseil central de direction, composé par :	
- un Conseil des fondateurs (10 membres) - un Conseil administratif (11 membres) - un Conseil des maîtres (8 membres)	
Neuf départements :	Coordinateur régional de niveau 1 (province)
- Arts culturels traditionnels - <i>Silat</i> traditionnel - Recherche et développement - Agriculture, élevage et pêche - Coopération - Relations publiques - Médias - Traduction, relations internationales, affaires juridiques - Mental et spirituel	Coordinateur régional de niveau 2 (département et ville)
	Coordinateur de district
	Coordinateur de village
	Protégé (<i>anak buah jawara</i>)

Source : PPPSBBI, *Buku panduan sarasehan persatuan pendekar persilatan dan seni budaya banten indonesia* [Registre de la Pendekar Banten], 15 octobre 1990.

Il est difficile d'évaluer le nombre des membres de la Pendekar Banten, car ses dirigeants ont avancé toutes sortes de chiffres au fil des années, de façon souvent extravagante. En 1983, l'organisation disait avoir enregistré 90 000 membres depuis sa fondation⁶². Au milieu des années 1990, le secrétaire général affirmait recenser 170 000 pratiquants⁶³. Une étude rapportait en 2004 que l'organisation revendiquait 24 branches provinciales, 800 000 membres à Banten et 3 millions dans toute l'Indonésie⁶⁴. En 2010, on affirmait que la Pendekar Banten avait édité depuis sa fondation 480 000 cartes de membres, que l'organisation

⁶² Voir *Persatuan Pendekar Persilatan Seni Budaya Banten Indonesia*, « Anggaran dasar dan anggaran rumah tangga » [Règlement de base et règlement intérieur], Serang, 1983, p. 4.

⁶³ *Gatra*, « Laskar jalanan mencemaskan » [L'inquiétante route des Laskar], 21 août 1999.

⁶⁴ Hamid, Abdul, *Peran jawara dalam kemenangan pasangan Djoko-Atut dalam pemilihan Gubernur-Wakil Gubernur Banten 2001-2006* [L'implication des *jawara* dans la victoire du binôme Djoko-Atut lors des élections de gouverneur et vice-gouverneur de Banten en 2001-2006], mémoire de licence en Sciences politiques, Depok, Universitas Indonesia, 2004.

était présente dans 17 provinces, regroupant 89 écoles de *penca* (121 écoles lors de sa fondation), et que l'organisation continuait de se développer, puisqu'en 2007 elle avait ouvert des branches à Bandung et Jogjakarta⁶⁵.

La Pendekar Banten est représentée à Lampung, où elle conserve des relations avec les organisations d'arts martiaux (*pencak silat*) Kesti TTKDH, Yayasan TTKDH⁶⁶ et Paku Banten⁶⁷. De nombreux parlementaires et membres de l'administration de Lampung sont issus des rangs de ces organisations. Le gouverneur de Lampung lui-même est un proche de Chasan Sochib et la Pendekar Banten revendique 120 000 membres et 26 associations⁶⁸ dans cette région, depuis le port de Bakauhuni au sud jusqu'à Palembang au nord de Lampung. L'organisation possède des structures représentatives officielles en Malaisie, en Australie et en Europe. En réalité, à l'heure actuelle il faut certainement évaluer le nombre de membres actifs à quelques dizaines de milliers, et l'on peut affirmer que c'est pendant l'Ordre Nouveau que les affiliations ont été les plus massives.

Le centre de la Pendekar Banten se situe dans le quartier du Pasar Rau de Serang, derrière le grand marché que Chasan Sochib a fondé dans les années 1960, où est édifiée la maison de sa première épouse. Il y a fait construire les bureaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie, dont il est le président, ainsi que le siège social de nombreuses entreprises affiliées à la Pendekar Banten. Pour gérer les affaires relatives aux écoles de *penca*, des bureaux administratifs annexes sont situés dans le centre-ville de Serang, dans le bâtiment du poste de commandement.

⁶⁵ Entretien avec un cadre important de la Pendekar Banten.

⁶⁶ À ne pas confondre avec l'organisation TTKKDH de Banten, bien que les deux organisations aient des racines communes.

⁶⁷ Par ailleurs, le 21 août 1999 fut fondée l'Union de fraternité entre les gens de Lampung, de Banten et les Bugis (Ikatan Persaudaraan Lampung Sai, Banten dan Bugis). Chasan Sochib en fut nommé conseiller d'honneur (*penasehat*).

⁶⁸ Déclaration de Jazuli Isa, président du Conseil de direction du Golkar à Bandar Lampung (*Gatra*, 6 novembre 2002).



Photo 2 : Le logo de la Pendekar Banten.

Une dizaine d'agents de sécurité se relaient en permanence pour effectuer des piquets de surveillance au poste de commandement. Les agents sont des *jawara* qui ont déjà atteint un haut rang dans la hiérarchie de la Pendekar Banten, le chef d'équipe ayant un siège dans le conseil de direction. L'organisation se ramifie par quartiers à travers les écoles de *penca*. La structure de ces écoles est constituée de « grands maîtres » (*guru besar*), « maîtres intermédiaires » (*guru dewan*), « entraîneurs » (*pelatih*) et au niveau élémentaire de la hiérarchie, les élèves (*murid*), considérés comme les « protégés » (*anak buah*) des maîtres. Pour atténuer la dimension politique des recrutements de pratiquants, la Pendekar Banten utilise des organisations ombrelles qui représentent de grands courants d'arts martiaux de *penca*. Grâce à cette représentation, elles apparaissent comme légitimes pour regrouper en leur sein diverses écoles de *penca*. Elles mettent en avant des caractéristiques culturelles et historiques présentées comme étant typiquement bantenoises. C'est par exemple le cas des organisations Paku Banten ou Kebudayaan Seni Silat dan Tari Indonesia Tjimande Tari Kolot Kebon Djeruk Hilir (TTKKDH ou Kesti TTKKDH), cette dernière étant la plus populaire à Banten.

2 - La pratique des arts martiaux et d'invulnérabilité des réseaux de sécurité

La TTKKDH regroupe la matière première des contingents recrutés par la Pendekar Banten et par l'Organe de direction du potentiel de la famille de Banten (Badan Pembinaan Potensi Keluarga Banten ou BPPKB), une importante milice civile centrée à Banten, qui a profité des nouvelles lois sur la sécurité privée pour créer des ramifications à l'extérieur de la région. Cette héritière de l'organisation Wanra⁶⁹ du Général Wiranto revendique plus d'un million de membres actifs. En appuyant ses activités sur des contrats événementiels et en recrutant ses membres en fonction des projets, elle a rapidement attiré l'attention de nombreux commanditaires, à commencer par les différents gouvernements nationaux successifs. Ainsi, l'organe BPPKB s'immisce là où l'autorité centrale ne peut s'ingérer, avec ou envers elle. Il est en compétition sur un marché d'envergure nationale, qui fleurit depuis la *Reformasi* et voit prospérer les groupes paramilitaires et les milices civiles comme ceux du FBR⁷⁰ ou du Pemuda Pancasila⁷¹.

Déclarations télévisées des responsables de l'organisation TTKKDH lors de son 59^e anniversaire

Le secrétaire général de la TTKKDH

« La TTKKDH a trait aux arts martiaux bantenois. Jusqu'à ce jour, le développement de la TTKKDH a toujours été extrêmement intense, elle compte des centaines de milliers de membres, présents dans tous les départements et villes de Banten. [...] Nous protégeons la prospérité du peuple : Banten doit continuer d'avancer et la TTKKDH doit maintenir les traditions et éviter qu'elles ne disparaissent face aux influences extérieures ».

⁶⁹ Acronyme de *Perlawanan Rakyat* (la « résistance du peuple »).

⁷⁰ Forum Betawi Rempug (« forum de fraternité Betawi ») qui est notamment développé à Jakarta.

⁷¹ « Les Jeunesses du Pancasila », une organisation qui opère notamment au Timor et à Aceh (Lorenz Rytter, « Pemuda Pancasila : the last loyalist free men of Suharto's order? », *Indonesia*, n° 66, octobre 1998, p. 45-73).

Le président de la TTKKDH

« Concernant le soutien à la gouverneure Ibu Atut, nous avons transmis des directives à toutes nos branches, jusqu'aux niveaux des districts et des communes. Nous apportons notre soutien à Ibu Atut parce qu'elle est issue d'une famille qui a œuvré en faveur des arts culturels et des écoles d'arts martiaux à Banten. Nous connaissons bien son père ainsi que les orientations de sa famille et pensons que celles-ci joueront en faveur des arts culturels bantenais. En même temps que nous célébrons notre anniversaire nous souhaitons renforcer notre autonomie, la solidité de notre organisation et actualiser l'aspect positif de notre position au sein du peuple ».

(Déclarations sur une chaîne de télévision locale, mai 2011)

De façon conjointe aux arts martiaux, les pratiques d'invulnérabilité *debus* ont joué un rôle majeur pour que la Pendekar Banten assoie sa notoriété dans la région⁷². Les *debus* sont originellement partie prenante des initiations rituelles de la confrérie Qadiriyyah, qui incluent des pratiques d'ascèse, de jeûne, des récitation de versets du Coran ou de formules magiques, parfois accompagnées par des postures spécifiques et des techniques de respiration. Au sein de la Pendekar Banten, ce fut notamment un célèbre *kiai* bantenais, H. Mochammad Idris Bin Sarpani de Walantaka qui eut pour tâche de promouvoir les *debus*. Il fut l'un des fondateurs de la Pendekar Banten avec *Kiai* Machmud et Chasan Sochib, et il collabora avec des personnes qui furent très influentes dans la politique locale, comme Solichin G. P. (Gouverneur de Java Ouest), le Général Eddy Nalapraya (président de l'Association de *pencak silat* d'Indonésie, IPSI) ou encore Adam Malik (vice-président de la République).

En 1950, H. Idris eut pour mission de créer et diriger une section de l'armée à Walantaka. La même année, il fonda le Centre des arts culturels des *debus* Surosowan, afin de préserver les *debus*, qu'il considérait comme « l'un des piliers de la culture indonésienne »⁷³. De

⁷² Les *debus* sont présentés comme faisant partie de la culture bantenaise. Les dirigeants du MUI de Banten prétendent que les *debus* ont initialement été développés à Banten par le Sultan Ageng Tirtayasa au XVII^e siècle afin d'islamiser la région.

⁷³ *Mengenang 40 hari wafatnya Bapak H. Moch. Idris Bin Sarpani* [Hommage aux 40 jours du décès de H. Moch. Idris Bin Sarpani], Serang, 2002, p. x.

1977 à 1987, il fut commissaire du Golkar, et tout au long de son mandat il assura la victoire du parti aux élections de son canton⁷⁴. Aujourd'hui, son école continue d'être l'un des fers de lance de la Pendekar Banten et ses fils jouissent de positions importantes dans l'organisation, dans les sphères politique et militaire.

Pendant l'Ordre Nouveau, la Pendekar Banten utilisait les *debus* notamment à titre démonstratif. Des exhibitions réunissant des centaines de pratiquants avaient lieu sur la place centrale de Banten à l'occasion d'événements politiques importants, lors du défilé pour célébrer l'indépendance nationale et lorsque des milices de la Pendekar Banten affrontaient des manifestants à Banten et à Jakarta. L'organisation jouissait ainsi d'une image redoutable et elle parvenait, dit-on, à intimider les forces de l'opposition aussi bien à Banten qu'ailleurs dans l'Archipel. Sa renommée suscita l'intérêt de plusieurs milices civiles et de l'armée, et elle fut sollicitée pour participer à diverses collaborations.

3 - Les collaborations entre milices civiles et avec l'armée

L'organisation des « Jeunes chevaliers d'Indonésie » (Satria Muda Indonesia, SMI) regroupe des milliers d'écoles d'arts martiaux⁷⁵. Elle opère sous la tutelle des Forces spéciales Kopassus, mais elle a aussi collaboré avec de nombreuses autres organisations, comme le Comité d'Indonésie pour la solidarité avec le Monde islamique (Komite Indonesia untuk solidaritas Dunia Islam, KISDI), le Front des défenseurs de l'islam (Front Pembela Islam, FPI) et les Jeunes des cinq voies (Pemuda Panca Marga, PPM – dirigé par le secrétaire général de la Pendekar Banten, Suminta Idris). Elle a pour objectif de « former activement les cadres de la Nation dans l'esprit du *Pancasila* de la Constitution de 1945, et de les préparer à se sacrifier pour la Nation ».

⁷⁴ *Idem*.

⁷⁵ Le curriculum technique est fortement influencé par l'école Baringin Sakti, dans laquelle fut initié Prabowo. Par la suite, la SMI opéra la fusion de nombreux courants de *pencak silat*, intégrant localement les différentes spécificités martiales régionales.

L'organisation, créée en 1987 grandit rapidement pour atteindre 46 000 membres, présents dans 22 provinces⁷⁶.

Les 15 et 16 juillet 1987, lors du meeting inaugural de la SMI qui eut lieu à Cilotot à Puncak, et qui fut présidé par les généraux Prabowo et Suharto, les principaux cadres de la Pendekar Banten, Chasan Sochib et H. Kasmiri furent invités en tant que représentants des écoles de *pencak* de Banten. Ils furent nommés membres du Conseil des maîtres de la SMI et ils adoptèrent pour la Pendekar Banten le slogan de la SMI : « Se défendre, défendre la patrie, défendre la nation » (*Bela diri, bela bangsa, bela negara*). Si depuis sa création, l'armée utilisait déjà les techniques de l'art martial national *pencak silat* pour former ses soldats, avec le Général Prabowo la formation entre les pratiquants d'arts martiaux et les militaires devint réciproque. Dès 1995, fut lancé le programme de « Doctrine du système de défense et de sécurité civile » (*Sistem pertahanan keamanan rakyat semesta, Sishakanmrata*), qui avait pour but que le peuple devienne spontanément un auxiliaire de l'armée, si jamais il devait y avoir une « menace contre l'indépendance et la souveraineté de la Nation »⁷⁷. Ainsi, les pratiquants de la SMI comme ceux de la Pendekar Banten furent entraînés aux techniques militaires – maniement des armes, contrôle des foules et techniques antiterroristes – par les forces spéciales, et ce prétendument afin d'« accroître le professionnalisme des *pendekar* »⁷⁸.

Après la chute du Général Suharto en 1998, la SMI dirigée par le Général Prabowo fut accusée d'avoir alimenté de nombreuses violences ethniques et religieuses à l'ouest et l'est de Java, à Jakarta, à l'ouest de Kalimantan, au Timor et à Ketapang⁷⁹, et d'avoir tenté de fomenter un coup d'État⁸⁰. Prabowo fut plus tard disculpé, tandis que la SMI ne subit aucune poursuite. Pendant son exil en Jordanie, Prabowo resta en

⁷⁶ *Gema Pencak Silat*, n° 5, « Profil perguruan pencak silat Satria Muda Indonesia » [Profil de l'école de *pencak silat* (appelée) Les jeunes chevaliers d'Indonésie], août 1997, p. 10-12.

⁷⁷ « Pengantar Sishakanmrata » [Commentaires sur le Sishakanmrata], Markas Besar ABRI, Bandung, Sekolah Staf dan Komando ABRI, 1993.

⁷⁸ Interview de Kasmiri Assabdu (30 juillet 1999), cité par Ian Wilson, *op. cit.*, 2002.

⁷⁹ Par ailleurs, les troupes de la SMI et les milices civiles que cette organisation chapeautait, furent accusées d'être impliquées dans les massacres qui eurent lieu au Timor oriental, à Aceh et dans la partie occidentale de l'Irian Jaya (Wilson, *op. cit.*, p. 276).

⁸⁰ Ryter, *op. cit.*, 1998, p. 66.

constante communication avec les branches de la SMI. Il commença à se distancier du Golkar en 2004, lorsque le parti désigna Wiranto comme candidat aux élections présidentielles et il se présenta à son tour aux présidentielles de 2009 avec le Parti pour le mouvement de la Grande Indonésie (Partai Gerakan Indonesia Raya, Gerindra).

Depuis que Prabowo a repris la direction de la fédération nationale d'arts martiaux – l'Association de *pencak silat* d'Indonésie (IPSI) – en 2003⁸¹, cette fédération tente de renforcer ses structures dans la région. Cependant, elle est concurrencée à Banten par les sollicitations du Général Wiranto et par les nombreuses milices civiles qui ont émergé depuis la période de *Reformasi* et les lois de 2002 sur la sécurité. Ainsi, les branches régionales de l'IPSI conservent une certaine autonomie vis-à-vis du centre et elles restent sous la tutelle de la Pendekar Banten. Ceci est illustré par l'exemple de Jayeng Rana, le nouveau président de la branche provinciale de l'IPSI, qui a fait alliance avec les candidats soutenus par la Pendekar Banten lors des dernières élections provinciales en 2011.

4 - La *Reformasi* : les nouvelles frontières de la Pendekar Banten

Si la Pendekar Banten parvient à tenir tête à des forces de pression aussi puissantes que celles de l'IPSI, c'est en grande partie grâce aux multiples affiliations qu'elle a mises en place et qui lui permettent de mobiliser rapidement d'importantes forces vives. La Pendekar Banten a par ailleurs mené de nombreuses collaborations avec les organisations TTKDH et Paku Banten de Lampung, ou avec l'AMS de Bandung. D'une façon générale, elle a toujours privilégié les partenariats et l'absorption des forces concurrentes, à l'image de l'intégration en son sein des écoles d'arts martiaux chinois (wushu) et coréen (taekwondo). Elle a aussi mis en œuvre cette démarche en collaborant avec la SMI, avec l'organisation

⁸¹ Il avait d'ailleurs pour adjoint Muchdi PR, successeur de Prabowo à la tête des Kopassus en 1998 et membre du parti Gerindra. Muchdi PR fut cité en tant que membre du Tim Mawar – une équipe des Kopassus – dans l'affaire de l'assassinat de Munir, un défenseur des droits de l'Homme.

Kamra du Général Wiranto, puis avec différents partis politiques qui ont émergé après la chute du régime de l'Ordre Nouveau. Cependant, l'organisation a toujours œuvré pour conserver son indépendance, comme l'affirma Kasmiri, secrétaire général de la Pendekar Banten à l'époque : « nous travaillerons toujours avec les forces de sécurité si on nous le demande, mais nous agissons indépendamment si nous jugeons que cela est nécessaire ».

Les rapports entre la Pendekar Banten et certains membres de l'armée ne se sont pas toujours effectuées dans les meilleurs termes⁸², comme l'illustrèrent les relations houleuses entre Chasan Sochib et le Général H. Mohamad Sampurna (préfet de Serang entre 1988 et 1993)⁸³. Cependant, l'organisation bénéficiait de contrepoids dans ses relations avec l'armée, puisqu'elle conservait de nombreux liens avec des dirigeants de premier ordre. Outre les collaborations avec les gouverneurs successifs de Java Ouest⁸⁴, elle a aussi compté parmi ses membres des politiciens importants de la province de Sumatra Ouest⁸⁵ et de la Région spéciale de Jakarta⁸⁶. De même, si la période de *Reformasi* a entraîné de nombreux conflits entre la Pendekar Banten et des organisations concurrentes et parfois alliées, comme ce fut le cas avec la TTKKDH lors des élections de 2005⁸⁷, puis avec l'organe BPPKB lors des

⁸² Le politicien et directeur de la commission anti-corruption Taufiequrrachman Ruki regrette par exemple que la devise de la division Siliwangi soit « Siliwangi c'est Java Ouest, Java Ouest c'est Siliwangi » (« *Siliwangi adalah Jawa Barat, Jawa Barat adalah Siliwangi* »), car selon lui la référence à Banten s'y trouve exclue (Yoyo Mulyana, *op. cit.*, 2009, p. 50).

⁸³ Comme Wisnoyo Arismunandar, membre de son conseil de direction (PPPSBBI, *op. cit.*, 1990). Celui-ci dirigea les Kopassus entre 1983 et 1985, il fut chef des armées entre 1990 et 1993, puis dirigea l'armée de terre les deux années suivantes.

⁸⁴ D'abord Solichin G. P., puis Aang Kunaefi, qui brigua deux mandats jusqu'en 1985.

⁸⁵ Par exemple Azwar Anas, qui fut gouverneur entre 1977 et 1997, avant de diriger successivement différents ministères.

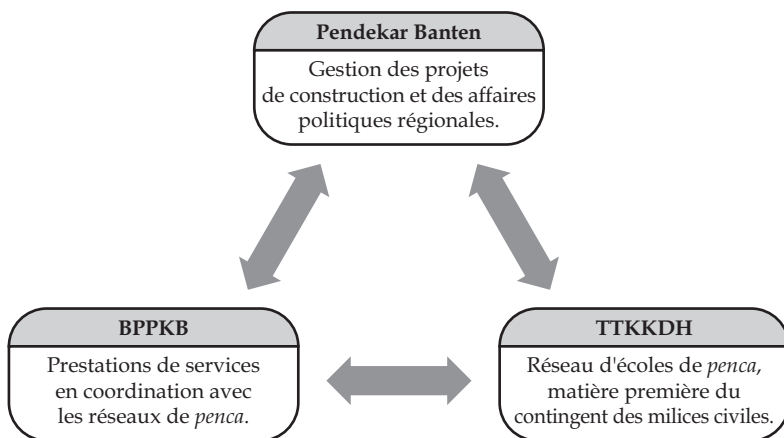
⁸⁶ Notamment Suryadi Sudirja, qui fut gouverneur entre 1992 et 1997, ainsi qu'un membre d'honneur de l'Untirta, avant de devenir ministre de l'Intérieur, puis de la Sécurité. Sudirja fut un allié de Chasan Sochib lors du processus d'autonomie de Banten. Par ailleurs, il dirige l'Association de la famille de Banten (Paguyuban Warga Banten, Puwnten), qui a soutenu la candidature de Mardini aux élections de préfet de Lebak en 2009.

⁸⁷ Andi Rahman Alamsyah, *Islam, jawara dan demokrasi* [Islam, jawara et démocratie], Jakarta, Dian Rakyat, 2010, p. 101.

élections de Tangerang en 2008⁸⁸, la Pendekar Banten parvint chaque fois à coopter les leaders de l'opposition.

Ainsi, si les rapports avec le pouvoir central et la concurrence étaient placés sous le sceau des compromis, Chasan Sohib veilla toujours à maintenir des garde-fous qui lui permirent de conserver une position hégémonique dans le secteur de la sécurité à l'intérieur des frontières régionales. Dans cette optique, les réseaux d'arts martiaux ainsi que l'idéologie religieuse et régionaliste qu'ils véhiculaient jouaient un rôle fondamental.

3. Les principales organisations de sécurité à Banten



⁸⁸ Entretien avec un dirigeant régional du BPPKB, qui explique qu'une partie du BPPKB militait pour la Pendekar Banten tandis que l'autre partie défendait l'opposition.

Les *pendekar* : défenseurs de la société bantenoise, des « arts culturels » et d'un islam vertueux

Le régime militaire de Suharto qui dirigea l'Indonésie pendant 32 ans fut créé à l'issue du massacre des militants et sympathisants présumés du parti communiste PKI en 1965-1967⁸⁹. S'ensuivit un gigantesque effort de propagande mené par le gouvernement, qui justifiait la prise du pouvoir par la violence et l'exercice autoritaire de celui-ci⁹⁰. Cet effort s'inscrivait dans la continuité du processus de collaboration opérée entre l'armée et la pègre, initiée dès les maquis républicains entre 1945 et 1949. Corollairement, la dérive criminelle de certaines unités de l'armée dans les années 1950 se trouvait en quelque sorte justifiée, car elle répondait à la nécessité du maintien de la sécurité dans un contexte politique complexe, dont seules les élites dirigeantes possédaient la clé et auxquelles on accordait pleine légitimité dans leurs statuts et décisions politiques.

La Pendekar Banten prolongea cette démarche idéologique. Dès sa fondation, elle entama un vaste chantier de revalorisation du jawarisme afin de justifier l'entrée en politique de maîtres locaux de l'autorité

⁸⁹ Robert Cribb, « Genocide in Indonesia, 1965-1966 », *Journal of Genocide Research*, 3, 2 juin 2001, p. 219-239.

⁹⁰ Romain Bertrand, « Les virtuoses de la violence. Remarques sur la privatisation du maintien de l'ordre en Indonésie contemporaine », *Revue Tiers-Monde*, vol. 44, n° 174, 2003, p. 323-344.

traditionnelle et de petits criminels (*preman*)⁹¹, qui exerçaient sous la tutelle de politiciens et d'entrepreneurs pro-Golkar. Les *jawara* se revendiquèrent comme les promoteurs des idéaux nationaux de patriotisme et d'un islam apolitique. La direction centrale de la Pendekar Banten affirmait aussi que le développement régional devait s'effectuer conjointement à celui des valeurs culturelles bantenoises, notamment marquées par une pratique islamique façonnée localement dans le long cours et dont les *jawara* avaient de tout temps été les défenseurs⁹².

1 - Du *jawara* au *pendekar*

Officiellement, la Pendekar Banten devait permettre de regrouper ce qu'elle nommait les « arts » – les pratiques de combat, les musiques, les danses, les costumes, l'artisanat – et les « pratiques culturelles ». L'entreprise politique de la Pendekar Banten avait ainsi pour légitimation la préservation d'un héritage qu'elle estimait ancestral. Elle opéra pour ce faire une traditionalisation de l'image de la société bantenoise, en identifiant des caractères culturels communs, notamment les arts martiaux *penca* et les rituels d'invulnérabilités *debus*. Chasan Sochib incarnait pour la Pendekar Banten la maîtrise de ces pratiques ésotériques, lui attribuant une clairvoyance et une aura exceptionnelles. Ses proches le surnommaient le « *jawara* des *jawara* », parce qu'ils affirmaient que son nom était craint et respecté tant par ses amis que ses ennemis⁹³.

Ces facultés étaient incarnées par le prestige, la réussite et le pouvoir dont il jouissait. Elles témoignaient corollairement de sa capacité hors norme à attirer les faveurs divines et elles étaient considérées comme transmises par voie patrilinéaire, puisque Chasan Sochib disait avoir hérité de son père le titre de *Tubagus*, un titre nobiliaire réservé aux descendants de sultan. En effet, l'ascendance, en tant qu'elle confère de façon privilégiée une capacité à maîtriser des sciences occultes, reste pour de nombreux Bantenois un facteur de légitimation pour

⁹¹ Sur le terme *preman*, voir Rémy Madinier, *op. cit.*, 2006, p. 147, note 349.

⁹² Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000, p. 92.

⁹³ *Ibid.*, p. 93.

l'incarnation de l'autorité. Elle est d'ailleurs mise en avant par les grandes figures de Banten, qui continuent de la mobiliser pour légitimer leur position statutaire et pour justifier leurs pratiques népotiques. Ces dernières sont présentées comme nécessaires et résultant d'un ordre supérieur, qui dépasse le simple cadre politique et mondain.

Les facultés héréditaires des dirigeants du BPPKB

Dans le sillage de la Pendekar Banten, l'organe BPPKB a utilisé l'argumentaire de l'ascendance nobiliaire et la dimension héréditaire des facultés d'ordre ésotérique pour s'imposer dans le secteur de la sécurité. Ses responsables affirment que le BPPKB a pour but la promotion des « arts culturels traditionnels et modernes, les actions sociales et l'artisanat local », cependant ses activités principales s'articulent essentiellement autour de la sécurité privée, l'extorsion de fonds et le prélèvement de taxes dans certaines entreprises, sur les parkings et les réseaux de transport public. Obligé de se cacher au moment de la vague des « assassinats mystérieux » (Pembunuhan Misterius, Petrus)⁹⁴, Sugriwa, son fondateur, connu comme le « *Lurah* (maire) Sugriwa », a vraisemblablement pu reprendre la direction de ses affaires grâce au soutien de Chasan Sochib. Les membres du BPPKB disent que le *Lurah* Sugriwa est mort à 132 ans, laissant la succession de l'organisation à ses nombreux enfants. Aujourd'hui, les dirigeants de l'organisation affirment qu'elle est la plus grosse organisation d'Asie-Pacifique et qu'elle compte entre un à deux millions de membres.

La famille Sugriwa assoit sa notoriété à travers sa généalogie et le rapport à des esprits protecteurs locaux. Les frères Sugriwa maîtriseraient les rites d'invulnérabilités *debus* et auraient hérité d'un courant de *penca* familial mystique, le Gerak (« mouvement physique »). Leurs maisons sont étagées d'amont en aval par rang d'aînesse sur les flancs du mont Karang, réputé localement pour son atmosphère mystérieuse et pour les sorciers qui y vivent. Le frère aîné, Nдох Sugriwa, a la charge des prières qui se rapportent aux ancêtres et d'une généalogie dans laquelle lui et ses frères se situent en 17^e génération. Elle comprend les prophètes, depuis Adam jusqu'à Mahomet, inclut plusieurs divinités hindouistes, comme Brahma, et des héros de l'épopée du Mahâbhârata, tel Arjuna. Nдох affirme que sa famille est liée d'un côté à Gajah Mada et de l'autre à Prabu Siliwangi. Grâce à cette ascendance prestigieuse, les fils Sugriwa prétendent avoir hérité d'un caractère commun, qui s'illustre par leur devise

⁹⁴ Une vague d'assassinats perpétrés dans les années 1980 et notamment dirigés contre les caïds locaux (*preman*).

« quand on veut on peut » (*seucep nyata*). Ils seraient aussi récipiendaires de connaissances ancestrales et de dons « qui ne s'acquièrent pas à l'école » et grâce auxquels « le gouvernement et le peuple croient en eux ».

Les liens généalogiques constituent aussi un facteur d'affiliation et de collaboration entre les différentes organisations. Par exemple, les partenariats entre le BPPKB et la TTKKDH sont facilités par le fait que leurs dirigeants respectifs ont un ancêtre commun, ce qui favorise des alliances matrimoniales entre les deux familles. Dans cette perspective, la faculté à assumer le leadership est conçue comme étant héréditaire. La représentante régionale d'une branche du BPPKB affirme que :

« Le destin fait que les descendants d'un ancêtre noble possèdent eux aussi du charisme ; c'est le cas pour la plupart des grands personnages de Banten, y compris pour *Haji Chasan* ».

(Entretiens avec les frères Sugriwa et différents responsables du BPPKB, octobre 2009, Pandeglang)

La réécriture de l'histoire bantenoise sert à la Pendekar Banten pour inscrire la prise de pouvoir des *jawara* dans la perspective d'un passé glorieux, présenté comme étant marqué par des sultans-héros aux codes d'honneur chevaleresques. La Pendekar Banten suivait sur ce point la mouvance nationale et, dans la continuité du discours de la fédération IPSI, elle promut activement la figure du *pendekar*⁹⁵, un titre fourre-tout qui servit de dénominateur commun aux cadres de l'organisation. Le terme *pendekar* devait souligner la dimension chevaleresque de l'organisation et remplacer le terme *jawara*, qui au fil des évolutions politiques régionales s'était progressivement chargé d'une connotation négative. Dans l'imaginaire mobilisé par la Pendekar Banten, le *pendekar* ne conservait que les attributs positifs de son parangon, le *jawara* : observance inconditionnelle d'un code d'honneur, pratique de pérégrinations pour la quête de connaissances ésotériques et de sagesse, dévotion religieuse et patriotique. Mais le *pendekar* restait ambigu, il inspirait le respect en même temps que la crainte. Il évoquait les pratiques initiatiques liées aux arts martiaux et aux rites d'invulnérabilités, les différentes connaissances ésotériques acquises auprès des

⁹⁵ Sur l'étymologie du terme *pendekar*, cf. Ian Douglas Wilson, *op. cit.*, 2002.

chefs religieux musulmans et parfois même, les connaissances occultes obtenues grâce à des personnalités marginales qualifiées de « sorciers »⁹⁶.

La promotion des *pendekar* fit l'objet d'une entreprise de communication sans précédent. On mobilisa les mythes, les chroniques populaires au travers des discours politiques, des bandes dessinées⁹⁷, de la télévision et des VCD⁹⁸ que l'on trouvait partout dans les échoppes des villes de Serang et Cilegon ainsi que dans les marchés de tous les chefs-lieux ruraux. On organisa des cérémonies, des festivités où les plus grands *jawara* de la Pendekar Banten démontraient leur maîtrise des arts martiaux et des rites d'invulnérabilités. L'organisation promut les invulnérabilités *debus* comme étant un trait culturel spécifiquement bantenois. Le mur d'enceinte de la place centrale de Serang fut sculpté de piques de *debus*, qui devinrent l'emblème régional. C'est sur cette place que l'on effectua régulièrement de nombreuses démonstrations d'arts martiaux et où les élèves des écoles primaires s'entraînèrent hebdomadairement au *penca*. On érigea une statue à la gloire des *debus* sur le stade et au milieu du carrefour principal de Serang à l'entrée de la ville, désormais appelé le « Carrefour de la statue ».

Aujourd'hui encore, le discours de la Pendekar Banten est largement relayé par le service du tourisme et de la culture de Banten et par le Bureau des relations publiques, qui subventionnent et préfacent des ouvrages ethnographiques ou historiques⁹⁹. Ceux-ci alimentent les mythes concernant les *jawara*, dont les régions de Ciomas, Walantaka ou Pamarayan sont présentées comme les bastions et comme des réservoirs

⁹⁶ Sur les frontières ténues entre sciences ésotériques et sciences occultes à Banten, on peut se reporter à *Tb. Nitibaskara*, qui fut par ailleurs sollicité par le gouvernement provincial au début de l'autonomie afin de participer à un vaste projet d'« écriture de l'histoire bantenoise » (*Tubagus Ronny Nitibaskara, Teori, konsep dan kasus sihir tenung di Indonesia* [Théories, concepts et affaires de sorcellerie en Indonésie], Jakarta, Peradaban, 2001).

⁹⁷ Marcel Bonneff, *Les bandes dessinées indonésiennes*, Paris, Puyraimond, 1976.

⁹⁸ Denys Lombard, « De la signification du film *silat* », Paris, *Archipel*, vol. 5, 1973, p. 213-230.

⁹⁹ Cf. par exemple la préface dans Abdul Malik, *Jejak ulama Banten, dari Syekh Yusuf hingga Abuya Dimiyati* [Sur les traces des oulémas de Banten, de Syekh Yusuf à Abuya Dimiyati], Serang, Bureau des relations du secrétariat régional de Banten, juin 2008 ; et l'introduction dans Ruby A. Baedhawaty, *Profil pesantren salafi Banten* [Profil des pesantren salaf de Banten], Serang, Bureau des relations du secrétariat régional de Banten, juin 2008.

de connaissances ésotériques ancestrales¹⁰⁰. Ils œuvrent ainsi pour revivifier, voire créer une « banténéité » (*kabantenan*), c'est-à-dire un consensus autour de particularités culturelles locales et une distinction par rapport à celles des régions voisines¹⁰¹. Les approximations historiques concourent à y promouvoir le folklore culturel batenois, dont sont mis en exergue des aspects culturels superficiels. Ce type de parti pris normatif permet aussi d'ôter aux mouvements politiques contestataires qui ont jalonné l'histoire de Banten leur dimension dissidente, complexe et multiple.



Photo 3 : Le stade municipal de Serang.

¹⁰⁰ Mohammad Udaheri, *Tasbih dan Golok* [Le chapelet et la machette], Serang, Bureau des relations du secrétariat régional de Banten, 2007, édition révisée. L'ouvrage préfacé par Tihami, le recteur de l'université IAIN de Serang, est d'abord paru en 2005 sous la signature de Tihami, la seconde édition rectifie que l'auteur est Udaheri, enseignant à l'IAIN.

¹⁰¹ Cf. notamment Yoyo Mulyana, *op. cit.*, 2009, p. 140-141.



Photo 4 : Statue représentant deux pratiquants de *debus*.

2 - Banten comme « le jardin culturel de l'islam »

Les *pendekar* mettent en avant leurs initiations auprès d'experts de pratiques ésotériques afin d'acquérir bénédictions, invulnérabilités et capacités de soin. Ces connaissances leur confèrent légitimité pour occuper une position de pouvoir ou une fonction politique. En outre, nombre des candidats aux différentes élections affirment pratiquer des rituels et utiliser des formules propitiatoires¹⁰², et la plupart des politiciens issus des rangs des *jawara* se font les défenseurs d'un islam d'initiation.

Cette instrumentalisation de l'islam est illustrée par le cas de *Th. Ismetullah Al-Abbas*¹⁰³, qui se réclame comme étant le descendant légitime du sultan de Banten et qui pour cette même raison gère la Grande mosquée de Banten Lama, site de pèlerinage considéré par les Bantenois comme le centre religieux régional et vers lequel ils se

¹⁰² Sur le phénomène plus global en Indonésie, voir Romain Bertrand, *Indonésie, la démocratie invisible : violence, magie et politique à Java*, Paris, Karthala éditions, 2002.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 282.

rassemblent chaque semaine par milliers. Selon Ismetullah Al-Abbas, l'organisation poursuit la mission de protection de l'islam menée auparavant par les générations de sultans qui l'ont précédée et « même si de nouvelles lois séparent l'armée et la police, la Pendekar Banten doit rester le pare-chocs de la police et le bouclier des oulémas »¹⁰⁴.



Photo 5 : Arts martiaux et *jawara* : les publications sur la culture de Banten.

¹⁰⁴ Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000, p. 285.

Selon les cadres de la Pendekar Banten, Chasan Sochib s'inscrit dans la continuité de cette collaboration intime entre les oulémas et les *jawara*. Ils disent qu'il reçoit les oulémas qui le sollicitent afin de lui demander des subventions pour leurs écoles coraniques, le paiement des transports pour les pèlerinages et la construction des mosquées. Selon la Pendekar Banten, si la relation entre les *jawara* et les oulémas doit être maintenue pérenne c'est parce que les *jawara* jouent un rôle de protection de l'islam¹⁰⁵. Cet argument demeure d'ailleurs le prétexte principal utilisé par la Pendekar Banten pour légitimer son ascendant sur les forces religieuses, notamment par le biais de la Satkar Ulama. C'est aussi avec cette perspective argumentaire que le régime de Suharto a légitimé l'instrumentalisation des *jawara* pour lutter contre le parti communiste PKI et plus tard contre les mouvements religieux qui représentaient une menace pour l'islam « légal », tel celui soutenu par la Satkar Ulama.

3 - La mission sociale et éducative de la Pendekar Banten

Abah¹⁰⁶, comme aime qu'on l'appelle Chasan Sochib, affirme que la Pendekar Banten aide le « petit peuple » et que son bureau agit comme un véritable « département social », en finançant les soins, l'éducation, des séminaires et les actions sociales¹⁰⁷. Chasan Sochib mènerait donc

¹⁰⁵ La pratique des arts martiaux dans les *pesantren* est répandue ailleurs dans l'Archipel. À Java Est et Ouest, les *pesantren* sont des pépinières de maîtres de *kanuragan* et de *pencak silat*. J.-M. de Grave évoque par exemple la *pesantren* Lirboyo à Kediri (de Grave, *Initiation rituelle et arts martiaux – Trois écoles de kanuragan javanais*, Paris, Archipel/L'Harmattan, 2001, p. 163) ; D. Lombard décrit la *pesantren* de Tebu Ireng (Lombard, *Le carrefour javanais*, Paris, Éditions de l'EHESS, vol. 2, 1990, p. 127).

¹⁰⁶ Le terme *Abah* signifie « père » et est fréquemment utilisé pour marquer à la fois l'affection et le respect dû aux anciens. Les médias et les proches de Chasan Sochib l'appellent ainsi car selon eux il est le représentant de l'autorité dans la province et il maintient le lien de Banten avec les générations qui ont façonné l'histoire de la région.

¹⁰⁷ Déclaration d'Aeng Chaerudin, l'assistant de Chasan Sochib, mentionnée dans Yoyo Mulyana, *Elite, masyarakat sipil dan politik lokal: studi tentang gerakan sosial pembentukan propinsi Banten* [L'élite, le peuple et la politique locale : étude sur le mouvement social pour créer la province de Banten], mémoire en Sciences politiques, Yogyakarta, Universitas Gajah Mada, 2001.

une mission sociale et éducative, ce qu'attesterait d'ailleurs son statut de président de différentes organisations à caractère social et caritatif. Selon les membres de la Pendekar Banten, H. Sochib est un *pendekar* au sens noble du terme, c'est-à-dire qu'il fait preuve de modestie et de dévotion envers ses pairs. Il rencontre régulièrement les autres *pendekar* en charge des différentes écoles de la fédération, et il accueille dans son bureau du quartier Rau « les riches comme les nécessiteux »¹⁰⁸. Chaque jour, il reçoit des imams, des ouvriers, des paysans, des intellectuels, qui viennent solliciter son aide et ses conseils. Ses « protégés » affirment que quiconque est reçu par Chasan Sochib repart avec un soutien financier et moral.

Même s'il n'a jamais été à l'université, Chasan Sochib aimerait fonder sa propre université¹⁰⁹ et il possède les titres de docteur et de professeur. Certains considèrent que ces titres sont légitimes, car ils affirment que H. Chasan a souvent fait la preuve de ses aspirations éducatives. Par exemple, en faisant un don de mainmorte afin de construire l'Universitas Tirtayasa de Serang¹¹⁰, fondée en 1981, qui est devenue une université publique depuis l'autonomie régionale en 2000. Aujourd'hui encore, il est membre de son comité d'honneur et il influe indirectement sur l'attribution des postes à responsabilité¹¹¹. Les structures d'enseignement islamique sont aussi dépendantes d'une certaine façon de la ligne politique de la Pendekar Banten, comme je l'ai évoqué au travers des exemples des réseaux d'écoles coraniques Mathla'ul Anwar et Al Khaeriyah. Par ailleurs, Chasan Sochib finance l'Institut indonésien de religion de Banten (Institut Agama Indonesia Banten, IAIB), dont le recteur n'est autre que le professeur *Kiai* Wahab Afif, l'un des fondateurs de la Satkar Ulama et le président du Conseil des oulémas d'Indonésie MUI de Serang¹¹².

¹⁰⁸ Entretien avec un membre anonyme de la famille de Chasan Sochib.

¹⁰⁹ Déclaration de Chasan Sochib, dans Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000, p. 103.

¹¹⁰ De nombreuses affaires de corruption sont liées à la construction de l'université. Par le biais de la Chambre de commerce et d'industrie, Chasan Sochib a construit cette université à Pakupatan (Serang), où il a acquis cinq hectares de terre.

¹¹¹ Entretiens avec les enseignants de diverses universités de Banten.

¹¹² *Ibid.*, p. 298.

Au cours des années, cette promiscuité du corps enseignant et de l'administration du secteur éducatif avec les réseaux politiques de la Pendekar Banten a entraîné de nombreuses contestations, émanant aussi bien des associations étudiantes que de certains professeurs opposants. Cependant, la portée des mobilisations est restreinte, parce que les milieux politisés lycéens et universitaires sont eux-mêmes dirigés par des sympathisants de la Pendekar Banten. Les associations étudiantes qui soutiennent les *jawara* le font notamment par le biais des grandes organisations pour la jeunesse, qui sont coordonnées par les membres de la Pendekar Banten. C'est par exemple le cas des Jeunes troupes du parti Golkar (AMPG) de Banten présidé par le fils de Chasan Sochib (Chaeri Wardana), celui du Comité national des jeunes d'Indonésie (KNPI) de Banten, dirigé par le maire de Cilegon (Iman Ariyadi) ou celui du Forum de communication des retraités et membres de l'armée et de la police d'Indonésie (Forum Komunikasi Purnawirawan dan putra putri TNI POLRI Indonesia, FKPPPI), dirigé par un nostalgique de Suharto et grand partisan du Général Prabowo. C'est aussi le cas du KNPI de Serang ainsi que de l'organisation pour la jeunesse du Golkar (GP ANSOR), dont le fils aîné de Atut Chosiyah (Andika Hazrumi) est respectivement président et vice-président.

Poussé par sa famille à investir le champ politique, Hazrumi a utilisé sa position dans les organisations pour la jeunesse afin de financer ses campagnes électorales. Ainsi, l'utilisation des fonds de l'organisation humanitaire Karang Taruna (dont il est trésorier) et du Taruna Siaga Bencana (dont il est président) pour sa campagne au parlement et pour soutenir la campagne de sa mère lors des élections provinciales¹¹³. Andika Hazrumy ne fait que s'inscrire dans une pratique généralisée d'instrumentalisation des fonctions et des fonds organisationnels, qui servent quasi automatiquement au financement d'intérêts privés et politiques. En témoignent par exemple les grandes manifestations

¹¹³ *The Jakarta Post*, « Banten disburses Rp 340.5b in grants as Atut eyes reelection », 18 août 2011. Cf. aussi « Aliran dana hibah ke lembaga yang dipimpin keluarga Gubernur » [La distribution des donations aux services dirigés par la famille de la gouverneure], *Kantor Berita WMC*, 18 août 2011. L'article indique que pour soutenir la gouverneure lors de sa campagne le Tagana Banten a reçu environ 145 834 euros (1,75 milliard de rupiah) et qu'au PW GP Anzor (dont le trésorier est Hazrumy) ont été attribué 45 834 euros (550 millions de rupiah).

humanitaires qui n'ont d'autre objet que de promouvoir l'image de leurs responsables en vue d'échéances électorales¹¹⁴.

4 - Le contrôle des médias

Si les revendications d'une classe moyenne éduquée sont encore peu affirmées, elles peinent d'autant plus à être entendues qu'elles sont très faiblement relayées par les médias. La Pendekar Banten jouit d'amitiés dans la presse, dont certains journalistes sont liés aux réseaux de l'armée et de la police. Certaines chaînes de télévision (comme Baraya TV et Radar TV) et la presse sont financées ou coordonnées par des membres de la Pendekar Banten, comme c'est le cas pour le consortium Radar Banten, une filiale du groupe national Indo Pos. Les 21 journaux bantenois sont sous la coordination de l'organisation de tutelle Union des journalistes d'Indonésie (Persatuan Wartawan Indonesia, PWI), elle-même présidée par le directeur des journaux *Koran Banten* et *Teras*, qui sont ouvertement pro-Pendekar Banten. Le précédent président du PWI de Serang, Tommy Didih, un journaliste pour le journal *Pos Kota* de Serang était aussi un sympathisant de la Pendekar Banten¹¹⁵. Par ailleurs, certains membres de l'organisation ont créé leurs propres médias, à l'image de Chaeri Wardana, le fils aîné de Chasan Sochib, qui a fondé Radio Polaris et a signé un contrat lui assurant l'exclusivité de la diffusion des publicités émises par le gouvernement provincial.

La dépendance financière des médias influence le contenu des informations qu'ils traitent. Ils se font par exemple le relais

¹¹⁴ On peut notamment citer la Croix-Rouge de Banten, qui a reçu un blâme de la direction centrale. Pour se défendre, la dirigeante régionale (la fille cadette de Chasan Sochib) a expliqué : « nous avons manqué de coordination » (31 octobre 2007, <http://www.bantenlink.com>, consulté le 2 janvier 2008).

¹¹⁵ « *Haji* Chasan est le personnage de Banten qui est le plus compréhensif envers les journalistes. Il ne s'est jamais mis en colère contre eux, bien qu'il ait été plusieurs fois critiqué [...]. Bien entendu les critiques des journalistes étaient orientées contre certains *pendekar* isolés et non pas contre l'institution de la Pendekar Banten. Mais malgré cela, il ne s'est jamais fâché et a continué à se positionner comme un père bienveillant » (déclaration de Tommy Didih, dans Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000, p. 271).

d'événements organisés par le spécialiste de la communication de la Pendekar Banten, un ancien collecteur de dettes qui a obtenu la direction de Radio PBS et s'est reconverti en « organisateur d'événements » pour le journal *Radar Banten* et le groupe médiatique Promosindo. Il programme tout type de manifestation destinée à promouvoir la ligne politique des candidats soutenus par la Pendekar Banten, à commencer par la gouverneure Atut Chosiyah. Ainsi, en amont des élections, des concerts, des événements sportifs, des journées d'actions humanitaires et en faveur des femmes se tiennent chaque semaine un peu partout à Banten et l'on y distribue des tracts, des calendriers à l'effigie de la gouverneure, ainsi que des voiles et des tee-shirts aux couleurs du parti Golkar.



Photo 6 : Festival organisé à l'occasion de l'anniversaire de la Croix-Rouge, Serang, mai 2011.

Les journalistes ont longtemps été particulièrement touchés par la politique de répression de la Pendekar Banten, et les intimidations menées contre la presse n'étaient alors jamais rapportées par les médias. Face à cette politique répressive, les journalistes les plus critiques s'expriment sous le sceau de l'anonymat, par le biais de sites Internet ou en sollicitant les médias nationaux.

Pour positionner des cadres de la Pendekar Banten dans les milieux intellectuels, Chasan Sochib a eu un temps le projet de créer le lobby Academy Pendekar Persilatan Banten¹¹⁶. Cette ambition de coopter les médias et les canaux de promotion politique a aussi été portée avec la création en 2005 de l'Assemblée de Banten Uni (Lembaga Banten Bersatu, LBB), un organe qui a pour fonction de soutenir les candidats de l'organisation et qui est composé de personnes influentes dans le monde de l'information et de la publicité¹¹⁷. Le contrôle des réseaux éducatifs et des médias permet donc à la Pendekar Banten de contrer l'opposition et surtout de la prévenir, en maîtrisant les conditions de production et de diffusion de l'information.

5 - Un ordre supérieur aux racines de l'élitisme bantenois

La Pendekar Banten a officiellement été créée afin de sécuriser la région de Banten, H. Uci Sanusi, coordinateur régional pour le département de Serang, met en avant cette mission de pacification : « avant la Pendekar Banten, les Bantenois se battaient souvent et sortaient leurs machettes à tout-va. Mais avec la Pendekar Banten, les conflits se sont calmés et tout le monde est uni »¹¹⁸. L'organisation promeut une démarche de rassemblement, comme l'affirment Wawan Gunawan le président de l'Association de *pencak silat* d'Indonésie (IPSI) et de la Chambre de commerce et d'industrie pour le département de Pandeglang, et H. Juhanda le coordinateur pour Pandeglang :

¹¹⁶ Information donnée par Uu Mangkusasma (Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000, p. 295).

¹¹⁷ Cf. *infra* : « Les élections législatives de 2004 et les provinciales de 2006 ».

¹¹⁸ Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000, p. 289.

« *Haji Chasan* maintient l'unité et évite les séparations ». Un état d'esprit rassembleur donc, quitte à incorporer les milices civiles et les factions islamiques les plus radicales. Ainsi que le rappelle *H. Djunaedi Asad*¹¹⁹, membre du parlement de Serang en 2000 : « Aujourd'hui, Dieu soit loué, la Pendekar Banten intègre toutes les composantes et les forces de Banten, y compris le Front Hizbullah, dirigé par *H. Cecep Bustomi* de Pandeglang. [...] Il est interdit de faire bande à part, nous devons avancer tous ensemble. Voici l'état d'esprit de la Pendekar Banten »¹²⁰.



Photo 7 : *Haji Chasan Sochib* et *Cecep Bustomi* en 2000 ¹²¹.

¹¹⁹ Aujourd'hui dirigeant de la branche du Golkar de Serang.

¹²⁰ Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000, p. 176.

¹²¹ Source de la photographie : Khatib Mansur, *Profil Haji Tubagus Chasan Sochib, beserta komentar 100 tokoh masyarakat seputar Pendekar Banten* [Profil de *Haji Tubagus Chasan Sochib*, Commentaires de 100 personnalités populaires autour de la Pendekar Banten], Cilegon, Pustaka Antara Utama, 2000, p. 109.

L'organisation s'attribue des rôles de protection et à assurer les consensus qui légitiment sa politique paternaliste. Elle a pour but d'encourager les citoyens à confier aux dirigeants les affaires politiques et la gestion de leur province, tout en affirmant se porter garante de l'équité sociale. C'est ce que revendique Mulyadi Jayabaya, le préfet de Lebak : « La Pendekar Banten contrôle la sécurité et la discipline du peuple et il aide les plus faibles »¹²².

L'idéologie paternaliste de la Pendekar Banten et la légitimation du pouvoir par la violence s'inscrivent dans un mouvement plus vaste, d'envergure nationale et dont la forme bantenoise n'est qu'une variante accentuée. Plusieurs aspects idéologiques de la période coloniale hollandaise ont infléchi la formation des structures sociales et politiques de l'Indonésie de l'Ordre Nouveau¹²³. Ce sont les Hollandais qui introduisirent, simultanément à leur régime et souvent contre leur volonté, les notions de nation, de démocratie, d'autodétermination, qui furent par la suite à la base de la révolte contre le colonialisme. Ils léguèrent au mouvement nationaliste indonésien l'idée de la force comme moyen d'obtention du pouvoir, le mode de centralisation du pouvoir, et la distance entre l'élite dirigeante et le peuple.

Après la révolution, les modalités du modèle colonial furent revisitées pour les accommoder à l'idéologie paternaliste de la « Démocratie dirigée » du Président Sukarno puis à celle de l'« Ordre Nouveau » du Général Suharto. À travers un nationalisme de type territorial, on comparait la constitution de l'État, dont on instaura la primauté, à celle des grands royaumes de Majapahit et Gajah Mada¹²⁴. L'historiographie nationale opéra l'héroïsation et la mythification des *jawara*¹²⁵, diffusée par exemple à travers le cinéma¹²⁶, les bandes dessinées¹²⁷ ou la création du centre national de *pencak silat*, le Padepokan Taman Mini inauguré par Ibu Tien, l'épouse du Général Suharto. Le concept d'invulnérabilité mobilisé par les *jawara* impliquait

¹²² *Ibid.*, p. 161.

¹²³ Comme le souligne Henk Schulte Nordholt, *op. cit.*, 2002.

¹²⁴ Jérôme Tadié, *Les Territoires de la violence à Jakarta*, Paris, Belin, 2006, p. 31.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 175.

¹²⁶ Denys Lombard, *op. cit.*, 1973, p. 213-230.

¹²⁷ Marcel Bonneff, *op. cit.*, 1976.

qu'ils pouvaient agir au dessus des lois constitutionnelles, subordonnées à un ordre d'origine divine.

La politique de la Pendekar Banten s'inscrit dans ces dynamiques nationales. Sous l'Ordre Nouveau, la mission de l'organisation était d'aider à ce que le « développement national » s'effectue dans les meilleures conditions. Depuis la *Reformasi*, le discours de promotion de l'idéologie nationaliste a cédé la place à un renforcement du discours identitaire régional, au sein duquel les *jawara* s'octroient la responsabilité des affaires politico-économiques, religieuses et sociales en se présentant comme les leaders traditionnels de l'autorité, seuls susceptibles de représenter les intérêts des Bantenois face à une concurrence accrue interrégionale.

En introduisant les catégories du culturel et de l'artistique, la Pendekar Banten reprend les classifications formulées par la politique d'intégration nationale de l'État, en lui donnant une nuance folklorique locale, tandis qu'elle oblitère les aspects plus fondamentaux de la culture, comme les rapports d'autorité, la langue, le système de parenté, l'organisation sociale, les pratiques d'échange, juridiques et religieuses. La mise hors contexte du rituel par rapport à la reformulation de l'ordre hiérarchique et des réseaux d'échanges participe à court-circuiter la formation des réseaux d'autorité qu'entretenaient localement les villageois et les maîtres de *penca*, et extra-localement les villages entre eux. En redéfinissant le cadre territorial qui prévalait, la circonscription administrative de la société bantenoise à l'intérieur de la province œuvre également dans le même sens. Elle permet à l'élite de conserver ses prérogatives et de légitimer le caractère discrétionnaire de la gestion des affaires politiques et économiques.

Chapitre 4

La mainmise du Groupe du Rau sur le développement économique régional

Chasan Sochib s'initia au commerce en reprenant le négoce de denrées alimentaires de son père, puis il se forma progressivement aux techniques de gestion commerciale, tout d'abord en développant les marchés avec Lampung et Jakarta, puis en diversifiant ses activités, à grand renfort d'intimidations et de représailles. Dès 1967, il dirigea l'entreprise de construction Andalas, puis en 1969 celle de la Sinar Ciomas, grâce à laquelle il fit fortune et qui reste aujourd'hui la plus importante dans le secteur de la construction¹²⁸. En 1977, lorsque la Satkar Jawara prit le nom de PPPSBBI, l'organisation avait pour but « le développement des *jawara* », c'est-à-dire qu'elle s'octroyait une part de responsabilité dans la gestion des affaires économiques de Banten.

À partir de cette période, la PPPSBBI eut pour tâche de relayer le parti Golkar dans son soutien au gouvernement de Suharto et elle eut aussi pour fonction d'aider les décideurs de Jakarta à mener leurs affaires commerciales au mieux dans la région, notamment en sécurisant l'aire d'implantation de l'immense site sidérurgique Krakatau Steel,

¹²⁸ Sur ce sujet, cf. par exemple *Van Zorge report on Indonesia*, « Feet of clay: curbing corruption in public procurement remains challenging despite legal improvements », vol. 12, n° 1, 21 janvier 2010, p. 10-19.

cœur de l'un des centres industriels les plus importants de l'Asean. Cette position permit aussi à Chasan Sochib d'obtenir une certaine autonomie dans la gestion des projets de construction, en collaboration avec d'importants décideurs de Java Ouest¹²⁹, région dont Banten faisait encore partie à cette époque.

1 - L'entrepreneuriat, une affaire de *pendekar*

Pendant l'Ordre Nouveau, les membres de la PPPSBBi dont Chasan Sochib jugeait qu'ils dirigeaient bien leur école de *penca* – c'est-à-dire qu'ils relayaient la politique du Golkar et assuraient de bons résultats lors des scrutins – se voyaient offrir la possibilité de créer leur entreprise, sous la tutelle de l'organisation. Le poste de président de l'école de *penca* était donc dissocié du statut de maître, il était purement représentatif et le président se consacrait essentiellement à l'activité d'entrepreneur. Aujourd'hui encore, les entreprises affiliées à la Pendekar Banten sont placées en haut des listes pour l'attribution des projets de développement et de construction. En échange, les entrepreneurs affiliés doivent verser à l'organisation 25 % des recettes de chaque projet¹³⁰.

Les entrepreneurs affiliés à la Pendekar Banten forment ce que les Bantenois appellent le « Groupe du Rau » (*Kelompok Rau*), qui tient ses quartiers autour de la Chambre de Commerce et d'Industrie, dirigée par Chasan Sochib et située derrière le marché du quartier Rau qu'il a fait construire. Le groupe comporte une multitude d'associations régionales qui ont une place quasiment hégémonique dans le monde de l'entreprise à Banten. Ainsi, en 2004, Chasan Sochib déclarait que sous son aile

¹²⁹ Notamment Solichin G. P., le gouverneur de Java Ouest entre 1970 et 1974, qui conserva ensuite des fonctions importantes dans la région, maintenant sa collaboration dans le domaine économique avec Chasan Sochib. Le gouverneur suivant, Aang Kunaefi apparaît aussi dans les registres de la Pendekar Banten comme membre du conseil de direction (*Persatuan Pendekar Persilatan Seni Budaya Banten Indonesia*, « Buku panduan sarasehan » [Livre récapitulatif de colloque], 15 octobre 1990). Il faut souligner que jusqu'à la *Reformasi*, la famille de Chasan Sochib était basée à Bandung, où elle avait développé de puissants réseaux, encore actifs aujourd'hui.

¹³⁰ *Persatuan Pendekar Persilatan Seni Budaya Banten Indonesia*, « Anggaran dasar dan anggaran rumah tangga » [Règlement de base et règlement intérieur], Serang, 1983.

3 000 *jawara* bénéficiaient du statut de prestataires de services et d'entrepreneurs¹³¹, et qu'ils lui permettaient de coordonner ses propres entreprises dans les domaines touristique, industriel, immobilier, routier et de l'irrigation.

La coordination des affaires entrepreneuriales s'effectue par le biais des nombreuses instances dont Chasan Sochib a la présidence, comme l'Association indonésienne des distributeurs (Asosiasi Distributor Indonesia, ARDIN) ou le Forum de l'association des entrepreneurs indonésiens de l'eau (Asosisasi Kontraktor Air Indonesia, AKIDO). Le groupe étend son influence sur l'Assemblée des jeunes entrepreneurs indonésiens (Himpunan Pengusaha Muda Indonesia, HIPMI) que préside Muchtar Imi, l'un de ses membres, et qui est vice-présidée par Khaerul Zaman, le fils cadet de Chasan Sochib. Il dirige aussi le Rassemblement des entrepreneurs nationaux indonésiens (Himpunan Pengusaha Pribumi Indonesia, HIPPI), vice-présidé par H. Embai Mulya Syarif qui fut pendant longtemps l'associé le plus proche de H. Chasan. Ce dernier possède de nombreuses parts dans le tourisme grâce à l'entreprise PT. Bahtera Banten Jaya, ce qui lui permet d'exploiter des plages et différentes îles dans le Détroit de la Sonde, ainsi que les sources d'eau chaude de Batukuwung à Serang.

Mais c'est surtout l'Union des entrepreneurs en construction d'Indonésie (Gabungan Pengusaha Konstruksi Indonesia, Gapensi) de Banten et la Chambre de commerce et d'industrie Kadin de Banten, que Chasan Sochib créa en 1977¹³², qui lui permirent d'« unifier la plupart des entrepreneurs de Banten »¹³³. La Chambre de commerce et d'industrie fait figure d'affaire familiale, puisque les trois postes les plus importants sont occupés par H. Chasan et ses enfants¹³⁴. Cette mainmise

¹³¹ Okamoto Masaaki, « Local politics in decentralized Indonesia: the Governor General of Banten province », *IIAS Newsletter*, n° 34, 2004.

¹³² Témoignage de son collaborateur H. Lulu Kaking (Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000, p. 210), président de la branche bantenoise de l'organisation milicienne Pemuda Pancasila.

¹³³ Comme le rappelle H. Embai Mulya Syarif, ancien trésorier de la Chambre de commerce et d'industrie (Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000, p. 182).

¹³⁴ Lui-même en est le président, son fils H. Tb. Chaeri Wardana en est le vice-président, sa fille Ratu Tatu Chasanah est présidente du Comité de coordination entre le législatif et l'exécutif, et l'époux de cette dernière, H. Hikmat Tomet, est vice-président du département des investissements bancaires, du tourisme et de la communication.

a notamment permis à Chasan Sochib de s'immiscer dans les projets du Krakatau Steel (KS), le principal pôle d'activité industriel de la région.

2 - Les activités du Groupe du Rau dans le secteur industriel

Le Krakatau Steel, géré par l'État, constitue le premier projet d'industrialisation à Banten¹³⁵. Il fut initialement impulsé en 1962 par Sukarno, avec le projet sidérurgique Trikora. Il fut effectué en partenariat avec des entreprises soviétiques, qui financèrent les équipements et supervisèrent les travaux. Le site de Cilegon fut choisi parce qu'il conjugua proximité avec les gisements de minerai de fer de Lampung (dont la qualité s'avéra par la suite largement surestimée, ce qui provoqua de graves problèmes d'endettement) et avec la capitale de Jakarta. Après la chute en 1965 du régime du Président Sukarno, appelé « Démocratie guidée », le projet fut suspendu, avant de reprendre en 1970 sous la houlette du gouvernement de l'Ordre Nouveau et de la compagnie pétrolière nationale Pertamina, qui formèrent une filiale commune sous le nom de P.T. Krakatau Steel (KS).

Le projet visait à l'autosuffisance en acier de l'Indonésie, qui souhaitait devenir le premier producteur d'Asie du Sud-Est. Mais malheureusement, il s'avéra rapidement que la sidérurgie de Cilegon était « gourmande en capital mais peu productrice d'emploi [...], elle form[ait] un îlot technologique avec une incidence mineure sur le développement de l'arrière pays »¹³⁶. De plus, la plupart des compagnies développaient la pétrochimie, l'acier, le charbon, le textile, les industries du plastique, en émettant de fortes pollutions dans l'air et dans l'eau et rejetant de dangereux déchets chimiques. Enfin, avec la crise du groupe Pertamina, le KS se révéla fortement endetté. Il fallut attendre sa reprise en main par le gouvernement pour qu'il redevienne progressivement

¹³⁵ Sur le Krakatau Steel, cf. Daromir Rudnycky, *Spiritual economies - Islam, globalization and the afterlife of development*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 2010 ; Jérôme Samuel, « Vulcain chez Kebayan : l'Industrie d'État en Indonésie », *Archipel*, vol. 48, Paris, 1994.

¹³⁶ *Idem*.

La ville de Cilegon, centre du développement industriel

À en croire les chiffres avancés par Muhammad Husni, le directeur de l'Organisme de coordination des investissements régionaux (Badan Koordinasi dan Penanaman Modal Daerah, BKPMMD) de la province de Banten, si la plupart des projets, qu'ils soient financés par des capitaux étrangers ou nationaux sont investis dans le département de Tangerang, c'est la ville de Cilegon qui retient la majeure partie des capitaux¹³⁷. Ainsi, en quelques dizaines d'années, Cilegon s'est transformée d'une ancienne région agraire et peu développée en l'un des plus gros sites industriels de l'Asean, se hissant au rang de zone de développement Jabotabek et des régions pétrolières de Sumatra et Kalimantan.

La ville, baptisée dans les années 1990 « *the dollar city* », représente un enjeu majeur pour la Pendekar Banten. Selon l'organisation, environ 40 000 *jawara* de la Pendekar Banten sont présents à Cilegon et parmi eux 10 000 sont de garde vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour maintenir la sécurité « afin de protéger la prospérité sociale »¹³⁸. L'organisation Satkar Ulama participe aussi de cette entreprise de contrôle, comme l'affirme son président Kiai Syahrir Abror, qui se réclame de la première garde du maire de Cilegon¹³⁹. D'ailleurs, cette fonction était exercée depuis la création de la ville en 2005 par Aat Syafaat, le coordinateur de la Pendekar Banten à Cilegon. Il a ensuite cédé sa place de maire à son fils, Iman Ariadi, qui fut l'ancien président de l'organisation pour la jeunesse KNPI et le secrétaire du parti Golkar, puis qui fit coalition avec le parti PKS pour remporter les élections de 2010.

profitable à partir de 1986, mais ce n'est qu'en 1989 qu'il dégagait enfin un bénéfice de 110 millions de dollars, devenant ainsi le plus prospère projet d'aciérie de l'Asean¹⁴⁰.

Dès son mandat à la tête de la Satkar Jawara, Chasan Sochib put profiter de l'aubaine industrielle qui touchait Banten. Au KS, les entreprises du Groupe du Rau eurent notamment pour tâche de maintenir la sécurité du site et des transports et elles cooptèrent les différentes entreprises de fourniture. Aujourd'hui encore, le KS et le

¹³⁷ Entre janvier et août 2009, la plupart des projets étaient liés à des investisseurs étrangers, mais ils drainaient proportionnellement moins d'argent que les projets nationaux.

¹³⁸ Déclaration de H. Al-Ghozali Suhaemi, entrepreneur de Cilegon et membre du parlement de la ville de Cilegon pour le Golkar (Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000, p. 151).

¹³⁹ Hamid, *op. cit.*, 1999, p. 65.

¹⁴⁰ H. W. Arndt, « P.T. Krakatau Steel », *Bulletin of Indonesian economic studies* (BIES), vol. 11, n° 2, 1975, p. 120-126.

Groupe du Rau ont des intérêts partagés, comme en témoigne la récente rencontre entre Chasan Sochib, l'ingénieur Iwan Dono, directeur général du P.T. Krakatau Industrial Estate Cilegon (KIEC) et Taufiqurachman Ruki, le président-commissaire du Krakatau Steel, qui fut aussi président de la Commission anti-corruption¹⁴¹.

3 - Les mécanismes de gestion familiale des projets de construction

Avant même que Banten n'acquière le statut de province, Chasan Sochib menait déjà de nombreux projets de développement en collaboration avec Solichin G. P., d'abord gouverneur de Java Ouest, puis Secrétaire du contrôle et de l'opérationnalité des constructions (Sekretaris Pengendalian dan Operasional Pembangunan, Sesdalopbang) depuis 1984¹⁴². En 1995, il créa la Coopération des pendekar (Koperasi Warga Pendekar, Kowapen), qui avait pour but de promouvoir les activités économiques des membres de la Pendekar Banten¹⁴³. Mais ce fut surtout avec la période de *Reformasi* que les activités de Chasan Sochib dans le domaine de la construction s'épanouirent. Il profita de postes de direction dans de nombreux organismes, comme l'Union des entrepreneurs en construction d'Indonésie (Gabungan Pengusaha Konstruksi Indonesia, Gapensi), l'Union nationale des entrepreneurs en construction (Gabungan Pengusaha Konstruksi Nasional, Gapeknas), le Comité de développement du marché de la construction (Lembaga Pengembangan Jasa Konstruksi, LPJK), l'Association nationale de l'asphalte (Asosiasi Aspal Beton Indonesia, AABI), qui lui permirent de mener de très gros projets de développement.

Il ne s'intéressait qu'aux projets de construction et de développement physique, comme la construction et la maintenance des routes,

¹⁴¹ Cf. <http://www.banten.kadinprovinsi.or.id/node/180>, 25 novembre 2008 (consulté le 10 avril 2011).

¹⁴² Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000, p. 248. Solichin G. P. était aussi actif dans le monde de la sécurité civile, et fut l'un des dirigeants de l'école de *pencak* Merpatih Putih (basée à Jogjakarta), et l'un des cadres de l'organisation de sécurité Angkatan Muda Siliwangi (basée à Bandung).

¹⁴³ Wilson, *op. cit.*, 2002, p. 266.

autoroutes, logements et immeubles, le développement urbain, les services de l'irrigation, les services de la santé et les bureaux des services généraux. En 2003, ces projets représentaient plus de 51 % du budget pour le développement de la province. Son entreprise, PT. Mustika Empat Lima construit aussi des échoppes, des marchés et des magasins. En outre, Chasan Sochib possédait plusieurs compagnies à travers des prête-noms et son groupe réunissait de nombreuses compagnies extérieures à Banten.

Aujourd'hui encore, l'entreprise de construction la plus active de Chasan Sochib est la P.T. Sinar Ciomas Raya Contractor (qu'on appelle Sinar Ciomas, SC). Elle a mené les chantiers les plus importants dans la province et elle a travaillé pour la construction de routes avec des entreprises de Corée du Sud et du Japon¹⁴⁴. Elle est pourtant peu appréciée des investisseurs. Elle fut pendant longtemps dirigée par H. Embai Mulya Syarif, qui obtenait des projets par la menace, et l'entreprise est critiquée par ses concurrents à cause de ses fréquents dépassements de délais et l'avortement de plusieurs chantiers. Elle a néanmoins construit les bâtiments de la police régionale et ceux de la Zone centrale du gouvernement de la province de Banten (Kawasan Pusat Pemerintah Provinsi Banten, KP3B), financés par le budget régional et national¹⁴⁵. Le projet de la KP3B est le premier du genre en Indonésie. C'est un immense complexe immobilier en banlieue de Serang, qui regroupe tous les bureaux administratifs de la province, réunis autour d'une gigantesque mosquée, elle-même joutée par les bureaux du Conseil national des oulémas MUI.

Le contrat de construction de la KP3B a été arrêté en 2004 par Djoko Munandar, le gouverneur de l'époque. Il reprochait à la Sinar Ciomas de ne pas respecter les délais et il condamna l'entreprise à verser une amende de 5 % du coût total du projet, qui s'élevait alors à environ 5,2 millions d'euros (62,5 milliards de rupiah)¹⁴⁶. Djoko Munandar fut démis de ses fonctions peu de temps après pour une affaire de corruption, pour laquelle le Groupe du Rau avait vraisemblablement

¹⁴⁴ Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000, p. 168.

¹⁴⁵ Respectivement Anggaran Pendapatan Belanja Daerah (APBD) et Anggaran Pendapatan Belanja Negara (APBN).

¹⁴⁶ *Tempo*, « Pembangunan gedung DPRD Banten dihentikan Gubernur » [La construction des bâtiments du parlement régional arrêtée par la gouverneure], 5 novembre 2004.

aidé à réunir les pièces à charge. Avant de recevoir le décret lui enjoignant de quitter ses fonctions, Munandar décéda. C'est Atut Chosiyah, la fille aînée de Chasan Sochib, qui prit le poste de gouverneur.

Avec l'assise politique qu'il a obtenue depuis la *Reformasi*, le Groupe du Rau contrôle les mécanismes de financement des projets de construction, qui sont financés par le budget régional et par l'État. Son hégémonie dans ce secteur est avant tout liée à sa mainmise sur les budgets alloués au développement, ce qui lui permet d'orienter la nature des projets soumis au parlement et d'influencer les processus d'attribution. L'autonomie régionale lui a aussi permis de renforcer sa position dans ces structures parlementaires et donc d'accroître son influence sur le vote des projets de développement. Ainsi, si en 2000, le produit régional brut de Banten était composé pour près de 50 % par la manufacture, entre 2000 et 2004 le programme budgétaire concernait majoritairement les projets de construction¹⁴⁷.

Le budget du Comité de Développement du Marché de la Construction (Lembaga Pengembangan Jasa Konstruksi, LPJK) est soumis par décret du gouverneur de Banten et promulgué à travers le Document de l'unité de travail budgétaire (Dokumen Anggaran Satuan Kerja, DASK). En bénéficiant de positions clés dans le gouvernement local, le Rau oriente, d'une part, le projet budgétaire annuel de développement de la région – le sixième plus élevé en Indonésie – en faveur de ses intérêts privés et, d'autre part, il monopolise pratiquement tous les projets locaux de développement. La plupart de ces projets sont soumis à des appels d'offre et Chasan Sochib s'en saisit en distribuant des pots-de-vin, en procédant à des intimidations physiques, en utilisant son influence auprès du Comité des appels d'offres et par le biais de son autorité sur les plus hauts fonctionnaires du gouvernement régional. Les

¹⁴⁷ En 2001, il représentait environ 9,86 millions d'euros (116 milliards de rupiah) du budget régional. En 2002, il augmenta à 11,05 millions (130 milliards), 12,75 millions (150 milliards) en 2003 et explosa à 18,36 millions (216 milliards) en 2004, soit 49 % du budget régional de cette année là. 55 % de ce budget sont attribués par la région et les 45 % restant proviennent du budget national ou de capitaux internationaux (entretien avec un cadre dirigeant du Bureau des relations publiques du gouvernement provincial de Banten, Serang, octobre 2010).

concurrents de Chasan Sochib et ceux qui ne font pas partie de son groupe sont taxés de 10 à 11 % sur la valeur des projets.

La démesure des budgets consacrés à la construction et l'hégémonie des entreprises de Chasan Sochib sur le marché ont évidemment suscité de nombreuses critiques de la part des entrepreneurs concurrents, qui dénoncent des pratiques abusives d'économie informelle et d'accord tacites avec les officiers locaux du gouvernement¹⁴⁸. Cependant, pour H. Chasan et la Pendekar Banten, la coercition et la répression s'inscrivent dans un ordre naturel du marché. Ils considèrent que celui-ci obéit à des règles de concurrence qui favorisent l'ambition, la ruse et la force, ainsi que leurs pendants : la discipline et la cohésion de groupe. Ces valeurs sont exemplairement incarnées par les *pendekar*.

4 - Les affaires comme un combat

Du point de vue de l'État, l'industrialisation et l'urbanisation de Banten ont permis l'intégration économique et politique d'une région à tendance autonomiste dans le système national. La Pendekar Banten a constitué la pierre d'angle de ce processus d'intégration en favorisant une politique coercitive et grâce à une idéologie économiste selon laquelle le développement des activités commerciales et financières était basé sur une « gestion à la Banten ». D'après Chasan Sochib, celui-ci s'inscrit dans la continuité d'un « management à la Gajah Mada » (sic)¹⁴⁹, fondé sur l'esprit besogneux qu'auraient les Bantenois. Si, comme il le souhaite, Banten veut devenir un modèle comme Brunei Darussalam, la réussite doit être fondée sur l'effort des petites gens.

La Pendekar Banten met en avant que les *jawara* sont les mieux placés pour diriger cette entreprise de développement. Interrogé sur les caractéristiques des *pendekar*, Solichin G. P. vante les mérites de ce qu'il conçoit comme des qualités morales particulières : ils sont « courageux et

¹⁴⁸ Syarif Hidayat, « Shadow State? Business and politics in the province of Banten », in Henk Schulte Nordholt et Gerry van Klinken (dir.), *Renegotiating boundaries: local politics in Post-Suharto Indonesia*, Leiden, KITLV, 2007, p. 207.

¹⁴⁹ Khatib Mansur (*op. cit.*, 2000). La tradition javanaise rapporte que Gajah Mada occupa au XIV^e siècle les fonctions de chef militaire et premier ministre (*mahapatih*) du royaume de Majapahit, dans l'est de Java.

fidèles »¹⁵⁰ (*teumeung jeung ludeung*) et ils ont l'audace nécessaire à la compétitivité affairiste : « l'arme principale de la Pendekar Banten est la machette et le centre de la machette est à Ciomas. Je m'en suis fait faire une sur mesure là bas et j'ai appris à m'en servir, à savoir comment atteindre directement la cible, la gorge ». Pour Solichin G. P., comme pour les *jawara* de la Pendekar Banten, le sens de l'efficacité et la bravoure sont des qualités indispensables pour mener des affaires.

Avec la période de *Reformasi* et les lois favorisant le libéralisme et la privatisation, le sens de la compétition et la position dans les réseaux d'influence sont devenus encore plus prépondérants pour les entrepreneurs. Les lois sur l'autonomie régionale ont permis l'entrée en politique de nombreux membres du Groupe du Rau et de la famille de Chasan Sohib. Par ce biais, ils ont accru de façon exponentielle les budgets régionaux alloués au développement et à la construction, et désormais ils manipulent entièrement les mécanismes d'attribution de ces projets. Leurs intérêts privés sont donc financés par les budgets régionaux et centraux et ils peuvent aisément privatiser les biens publics.

Les stratégies du Groupe du Rau correspondent à un phénomène national de développement capitaliste par les « hommes forts » locaux¹⁵¹. De plus, à l'image de Banten, la plupart des régions subsidiées par le centre apparaissent comme de simples machines à dépenser. Selon un rapport de la Banque mondiale, rendu public en 2003, les budgets de la construction et du développement sont caractérisés par une surévaluation de 50 à 100 % des dépenses, dont la différence est partagée entre des alliances d'administrateurs et d'hommes d'affaires¹⁵². Pour acquérir des fonds additionnels, il est aussi fréquent que les administrations locales chargent leurs régions avec des taxes supplémentaires¹⁵³. Enfin, l'exemple du pont du Détroit de la Sonde montre qu'à cause d'un

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 250.

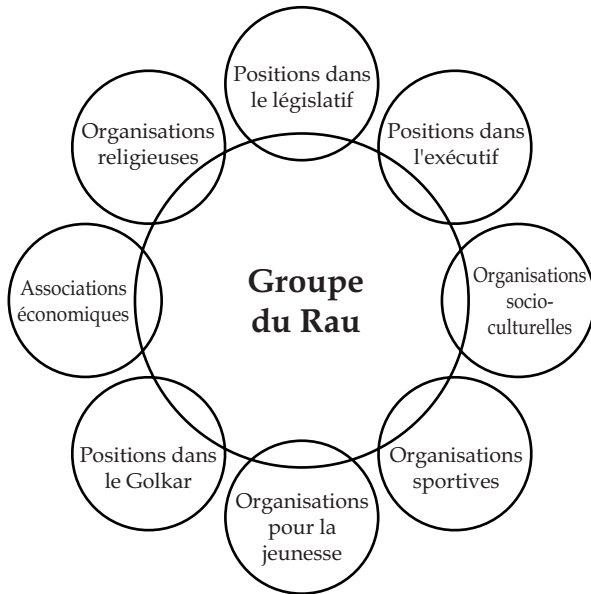
¹⁵¹ John T. Sidel, « Bossism and democracy in the Philippines, Thailand and Indonesia: towards an alternative framework for the study of 'local strongmen' », in John Harriss, Kristian Stokke et Olle Törnquist (dir.), *Politicising democracy: the new local politics and democratization*, New York, Palgrave Macmillan, 2004, p. 72.

¹⁵² Banque mondiale, « Decentralizing Indonesia: a regional public expenditure review overview », Jakarta, World Bank East Asia Poverty Reduction and Economic Management Unit, 2003.

¹⁵³ Henk Schulte Nordholt, *op. cit.*, 2004, p. 40.

manque de coordination au niveau suprarégional, la décentralisation encourage la compétition et les conflits interrégionaux, tout en permettant aux administrations régionales de créer des collaborations informelles¹⁵⁴.

4. Les activités du Groupe du Rau



¹⁵⁴ *Idem.*

Chapitre 5

Le pouvoir d'une dynastie

1 - La création de la province de Banten en 2000

Au début des années 1950, après l'indépendance nationale, Banten était l'une des zones administratives (*karesidenan*) de la province de Java Ouest. Elle avait le plus bas niveau d'éducation et de bien-être public de la région¹⁵⁵. Les forces politiques locales, sous la houlette d'Ahmad Chatib, militaient en faveur de la création d'une province autonome et en 1953 fut créée la Commission pour la province de Banten (Panitia Propinsi Banten). Comme on l'a vu¹⁵⁶, les groupes d'autonomisation furent étouffés sous Sukarno puis Suharto et ils ne purent s'exprimer qu'au terme de l'Ordre Nouveau. Les volontés d'autonomie régionale ressurgirent dès 1998, lorsque émergèrent différents mouvements militants pour la création de la province : des organisations professionnelles, des Organisations communautaires (Ormas), des ONG et des organisations étudiantes, créées pour la plupart dans le département de Serang¹⁵⁷.

Menacés de perdre leurs prérogatives face aux mouvements d'autonomisation du sud bantenais, plusieurs politiciens de Serang sollicitèrent le soutien de Chasan Sohib. Engagé dans des coopérations

¹⁵⁵ Syarif Hidayat, *op. cit.*, 2007.

¹⁵⁶ Cf. *supra*, « Les volontés d'autonomie régionale après l'indépendance de l'Indonésie ».

¹⁵⁷ Se créa d'ailleurs une centralisation politique autour de Serang (*Serang centrism*), à laquelle s'opposaient des mouvements de coalition issus du sud de la province, à Pandeglang et Lebak (Yoyo Mulyana, *op. cit.*, 2009).

avec Java Ouest, il s'opposa dans un premier temps à l'autonomie de Banten. Mais certains groupes semblaient s'accorder les faveurs du gouvernement central, leur projet avançait vite et se construisait sur les bases de soutiens solides et influents. La position de Chasan Sochib fut donc affaiblie mais il se rendit vite compte des gains qu'il pouvait espérer en s'emparant d'un projet déjà avancé à 80 %. Pour ce faire, il conquist la présidence des deux commissions fondatrices du mouvement : la Pokja PPB et la Bakor, où le Golkar joua le rôle de parti moteur¹⁵⁸. Grâce à ses ressources économiques et par le biais de son ami Eki Syahrudin, qui était membre de l'Assemblée nationale pour la fraction du Golkar, Chasan Sochib put aisément s'imposer financièrement et moralement.

Il bénéficia aussi du soutien d'Akbar Tanjung – président du Golkar de 1998 à 2004 – et du gouvernement régional de Java Ouest. En effet, contrairement à d'autres candidats, son soutien au projet d'autonomie régionale ne constituait pas une menace pour les partenariats entre Banten et Java Ouest. Bien au contraire, il assurait aux cadres politiques majeurs de cette province que leurs affaires dans la région seraient plus aisément privatisées et moins dépendantes du contrôle des gouvernements national et régional. De plus, pendant la transition de la *Reformasi* le Groupe du Rau maintint adroitement ses relations avec les dirigeants au niveau national. La Pendekar Banten aida à former le contingent des groupes de type paramilitaire Pamswakarsa, qui permirent au Président Habibie de contrôler le Parlement national en 1998. Il recruta aussi les *jawara* qui formèrent une partie importante des rangs de l'organisation milicienne Kamra du Général Wiranto¹⁵⁹.

Forts de ces soutiens, les cadres du Groupe du Rau acquirent la confiance du gouvernement central et après de nombreux remaniements et rebondissements, le 17 octobre 2000, le Président Abdurrahman Wahid signa le décret qui accordait à Banten le statut de province. Banten devint ainsi la première des cinq provinces établie depuis le passage des lois 22 et 25 de 1999 sur la partition régionale. Hakamudin Djamal fut nommé gouverneur par le gouvernement central pour la période de 2000 à 2002. Pendant le processus électoral, les principaux

¹⁵⁸ Yoyo Mulyana, *op. cit.*, 2001.

¹⁵⁹ Syarif Hidayat, *op. cit.* 2007, p. 205.

initiateurs du projet d'autonomie disparurent du champ politique et cédèrent la place à Chasan Sochib qui, après avoir récupéré le projet d'autonomie, émergea comme force dominante et s'attribua les mérites de son succès¹⁶⁰.

De nombreux leaders religieux, qui avaient été les premiers à soutenir le projet furent eux aussi évincés. Pour ce faire, la Pendekar Banten reprit la direction de la Satkar Ulama, en faisant élire Chasan Sochib. La position de la Pendekar Banten au sein de la Satkar Ulama étant assurée, H. Chasan céda la place de président à *Kiai* Subroni Mansyur, puis en 2002 à *Kiai* Syahrir Abror, tous deux membres de la Pendekar Banten. La consolidation des positions politiques de la Pendekar Banten passait donc par le contrôle des forces religieuses via la Satkar Ulama, et à partir de cette assise les cadres de l'organisation purent convoiter des postes dans les différents parlements.

2 - Les élections législatives de 2001 et les provinciales de 2002

Début mars 2001, le Comité de sélection des membres du Parlement (PPK, Panitia Pengisian Keanggotaan), connu comme « l'équipe des cinq » fut formé par le ministère de l'Intérieur de Jakarta et placé sous la tutelle de Hasan Alaydrus, un fervent activiste pour l'établissement de la province de Banten¹⁶¹. L'équipe avait pour objectif de déterminer le nombre de sièges qu'occuperait chaque parti au sein du parlement et d'établir la liste de ses membres. En accord avec les résultats des élections de 1999, elle accorda la majorité des 75 sièges du parlement et la présidence au parti Parti de la lutte démocratique d'Indonésie (Partai Demokrasi Indonesia Perjuangan, PDI-P)¹⁶². Le PKK faisait

¹⁶⁰ Plus tard, après l'élection de Munandar en 2002, ce fut au tour d'Ayip Muchfi d'être évincé des affaires politiques. Il fut le premier secrétaire de district de la province de Banten à être élu, mais en conflit avec Chasan Sochib il fut démis de ses fonctions sans que la procédure légale ne soit appliquée (Hidayat, *op. cit.*, 2007, p. 210).

¹⁶¹ « Dialog antara masyarakat dengan anggota DPR-RI » [Dialogue entre le peuple et les membres du parlement national], Jakarta, LP3ES, 2001, p. 6-7. Hasan Alaydrus est aujourd'hui président de la Muhammadiyah de Banten.

¹⁶² Le parti élu comme président Dharmono K. Lawi.

polémique, notamment sa composition qui était considérée par beaucoup comme une union de soutien au gouverneur¹⁶³. De plus, le processus préalable d'élection des membres parlementaires avait été teinté de corruption et d'intimidations¹⁶⁴.

C'est dans ce climat que se préparèrent les élections provinciales de 2002. Quatre fractions principales émergeaient. Le Golkar, toujours dirigé par des membres de la Pendekar Banten, désignait Ali Yahya comme candidat à la gouvernance en coalition avec Atut Chosiyah, la fille aînée de Chasan Sochib. Depuis longtemps, des rumeurs soupçonnaient ce dernier de vouloir prendre la place de gouverneur, mais ses désirs de pouvoir se confirmèrent d'une autre façon avant les premiers ballottages, lorsqu'il déclara que qui que soit le gouverneur élu il devrait s'allier avec Atut Chosiyah comme vice-gouverneur¹⁶⁵. Dans ce but, il passa un arrangement avec le Golkar afin de voir l'éviction d'Ali Yahya au second tour et de présenter Atut Chosiyah (qui n'était pas un cadre important du Golkar, contrairement à Ali Yahya) en coalition avec Djoko Munandar, le candidat du PPP. Des vices de procédure causèrent de vives réprobations parmi l'opposition, mais en jouant de ses relations personnelles avec le ministre de l'intérieur Hari Sabarno, Chasan Sochib parvint à faire valider la candidature de sa fille. De plus, face aux critiques des rivaux politiques et de différentes ONG, Atut Chosiyah bénéficia du soutien des réseaux d'arts martiaux¹⁶⁶, dont les *jawara* se rendirent massivement au parlement le jour du scrutin final¹⁶⁷. Les 37 des 69 parlementaires présents élurent tout de même le binôme Djoko Munandar-Atut Chosiyah.

¹⁶³ Boyke Pribadi, « Daerah baru dan persepsi otonomi daerah » [Nouvelle région et perception de l'autonomie régionale], in Iwan Kusuma Hamdan et al. (dir.), *Stake Holders dan kebijakan publik dalam dinamika politik dan pembangunan daerah provinsi Banten* [Entrepreneurs et politiques publiques dans les dynamiques politiques et le développement local de la province de Banten], Jakarta, Département stratégique pour le développement de Banten (LSPB), 2003, p. 335.

¹⁶⁴ Hamid, *op. cit.*, 2004.

¹⁶⁵ Dewi Kurniawati Hastuti, « Kepemimpinan kyai dan jawara di Banten: pengaruhnya terhadap good governance » [Direction des *kyai* et des *jawara* à Banten : leur influence sur la bonne gouvernance], in Iwan Kusuma Hamdan et al. (dir.), *op. cit.*, 2003, p. 232.

¹⁶⁶ Syarif Hidayat, *op. cit.*, 2007. Après son élection, Atut Chosiyah se présenta même comme une *jawari*. Ce fut par exemple le cas lors d'un tournoi de *penca* qui eut lieu au gymnase de Serang (témoignage d'une pratiquante de *penca* du courant Panglipur, Bandung, 19 juillet 2010).

¹⁶⁷ Dès 6 h. du matin, les *jawara* vêtus de noir s'étaient déployés sur 4 km à la ronde autour du parlement et plusieurs d'entre eux étaient à l'intérieur du bâtiment vêtus en civils (Iwan

Le parti du Golkar dirigé par les membres de la Pendekar Banten, le parti PDIP décrédibilisé par des pratiques népotiques, le parti PPP qui n'était plus représentatif des forces religieuses ; des élus dont les idéologies qu'ils promouvaient n'incarnaient plus les aspirations politiques des Bantenois. Les véritables récipiendaires du pouvoir étaient les membres d'une petite élite bantenoise, qui menaient le bal des coalitions de partis en mobilisant les réseaux informels de l'autorité. Si Atut Chosiyah fut élue gouverneure de Banten c'est grâce à la position de son père, qui s'autoproclamait être le « Gouverneur général »¹⁶⁸.

Haji Chasan Sochib et l'autonomie régionale

Déclaration de H. Chasan Sochib lors du processus d'autonomie régionale en 1999

« Aujourd'hui Banten est suffisamment développée. Chaque année nos exportations de papier, d'acier et de produits chimiques augmentent. Mais les profits bénéficient aux gouvernements de Java Ouest et du centre tandis que ceux de Banten ne sont que minimes. C'est pourquoi nous voulons que Banten devienne une province, pour pouvoir utiliser nos revenus plus facilement afin de développer efficacement la région ».

(Cité par Yoyo Mulyana, *Meretas kemandirian – Perjuangan panjang rakyat Banten menuju provinsi* [Initier l'autonomie - La longue lutte du peuple de Banten pour obtenir le statut de province], Serang, Département de la culture et du tourisme de Banten, 2009, p. 122).

Déclaration de H. Chasan Sochib à l'aube de l'autonomie régionale en 2000

« En cette nouvelle ère d'autonomie, ce sont les *pendekar* qui doivent émerger des rangs de la population. Car ces *pendekar* sont les *pendekar* du développement, de l'entrepreneuriat, de l'  conomie. Cette   me de *pendekar* nous devons la léguer ».

(Cité par Khatib Mansur, *Profil Haji Tubagus Chasan Sochib, beserta komentar 100 tokoh masyarakat seputar Pendekar Banten* [Profil de Haji Tubagus Chasan Sochib, Commentaires de 100 personnalités populaires autour de la Pendekar Banten], Cilegon, Pustaka Antara Utama, 2000, p. 91).

Kusuma Hamdan *et al.* (dir.), *op. cit.*, 2003, p. 126). Cependant, et bien que le parlement eut donné pleine autorité à la police et aux militaires pour sécuriser ses bâtiments, de nombreux groupes d'opposition manifestèrent ce jour-là.

¹⁶⁸ Ou *Gubernur Jenderal (Gubjen)*, le titre donné aux chefs de région nommés par le gouvernement hollandais durant la colonisation.

3 - Les élections législatives de 2004 et les provinciales de 2006

La position du Groupe du Rau dans l'arène politique se renforça encore lors des élections législatives de 2004. Le parti PDIP ne parvint pas à s'imposer comme en 2001, car les électeurs avaient été déçus par les représentants du parti, qui s'étaient rendu coupables d'immobilisme pendant trois ans et n'avaient pas tenu leurs promesses électorales. Le parti PPP aussi vit ses suffrages chuter à cause d'un conflit interne et d'une scission qui fit émerger le Parti de l'étoile de la *Reformasi* (Partai Bintang Reformasi, PBR), qui connut un relatif succès en intégrant une partie des voix du PPP.

Le Golkar tira profit de ces divisions et il récupéra une grande partie des déçus du PDIP, notamment dans les villages. Il gagna aussi bien au niveau de la province que dans les villes et départements. Il se consolida et milita au niveau local grâce à des coordinateurs de région qui distribuèrent des subventions pour améliorer les infrastructures publiques. Le parti était coordonné régionalement en grande partie grâce aux réseaux de l'organisation de *penca* TTKKDH, notamment à Serang, où le président de la TTKKDH fut élu président du Golkar pour la période 2004-2009.

Le 10 octobre 2005, les attentes du Groupe du Rau se précisèrent, lorsque le Président de la République destitua par décret Djoko Munandar. Celui-ci était accusé d'être impliqué dans un cas de détournement¹⁶⁹ des fonds du budget régional de 2003, pour un projet de construction immobilière. Atut Chosiyah, qui avait participé aux réunions relatives au détournement, ne fit l'objet d'aucun examen et le président de la République la nomma pour prendre les fonctions de gouverneure par intérim¹⁷⁰. En décembre 2006, elle fut élue démocratiquement comme gouverneure, en binôme avec Mohammad Masduki, pour la période de 2007-2011. L'élection marquait une nouvelle ère pour les stratégies du Groupe du Rau. En effet, avec la loi n° 32 de 2004 sur le système d'élections directes des chefs de régions, les

¹⁶⁹ À hauteur d'environ 1,17 million d'euros (14 milliards de rupiah).

¹⁷⁰ « Rekaulang berdasarkan waktu kejadian dana perumahan » [Récapitulatif de l'affaire des fonds immobiliers], <http://www.bantenlink.com> (consulté le 25 octobre 2006).

candidats soutenus par le Groupe du Rau se trouvaient en dépendance directe vis-à-vis des votes populaires.

L'image négative dont souffraient les *pendekar* était pénalisante pour mener la campagne électorale, et pour faire face à ce handicap les cadres du Groupe du Rau formèrent le 10 mars 2005 l'Assemblée de Banten Uni (Lembaga Banten Bersatu, LBB). L'organisme était coordonné par le fils de Chasan Sochib, *H. Th. Chaeri Wardhana* (surnommé Wawan). Wawan était le président de l'Organisation pour la jeunesse Angkatan Muda Partai Golkar (AMPG), par le biais de laquelle il percevait des financements de l'organisation ombrelle du Comité national des jeunes indonésiennes (Komite Nasional Pemuda Indonesia, KNPI). Il dirigeait une soixantaine d'employés, pour la plupart de jeunes activistes intellectuels issus d'organisations comme le Rassemblement des étudiants d'Indonésie (Himpunan Mahasiswa Indonesia, HMI), le Mouvement des étudiants musulmans d'Indonésie (Pergerakan Mahasiswa Islam Indonesia, PMII) et divers partis politiques. Il travaillait aussi avec des entreprises de consultance, comme le Cercle de sondage d'Indonésie (Lingkaran Survey Indonesia, LSI).

Puis, en mai 2006 fut formé le groupe des Volontaires de Banten Uni (Relawan Banten Bersatu, RBB)¹⁷¹, une alliance de la Pendekar Banten et de l'organisation milicienne en plein essor depuis la *Reformasi*, la BBPPKB¹⁷². Lui aussi coordonné par *H. Wawan*, le RBB comptait parmi les membres de sa direction des cadres importants de la Pendekar Banten, de la BBPPKB et de la Satkar Ulama¹⁷³. Il opérait sur le terrain à la place de la Pendekar Banten, avec une image plus propre, renouvelée et qui lui permit de s'implanter jusqu'au niveau des cantons et des villages. Les deux organes nouvellement créés, le LBB et le RBB travaillèrent donc en étroite collaboration. Le premier constituait un appareil intellectuel et décisionnaire, qui coordonnait les différentes forces de soutien pour la campagne du binôme *Ratu Atut Chosiyah-Haji Mohammad Masduki*. Quant au RBB, il était son élément technique principal, mobilisant les

¹⁷¹ *Relawan Banten Bersatu*, « Mengantisipasi disintegrasi bangsa » [Anticiper la désintégration nationale], *Teras*, n° 75, juin 2006.

¹⁷² Sur la BBPPKB, cf. supra, « La pratique des arts martiaux et d'invulnérabilité des réseaux de sécurité ».

¹⁷³ Parmi ceux-ci, on peut compter *H. Lulu Kaking*, *Endoh Sugriwa*, *KH. Sahrir Abror*, *Jajat Mujahidin*.

forces de soutien au niveau des districts et des cantons. Officiellement, le RBB fut créé pour les élections de 2006, mais après cette échéance il continua de mener des opérations de propagande et de coordonner le renseignement dans les villages, sans que le cadre de ses actions ne soit officiellement déterminé.

Le RBB marquait une transformation des méthodes employées par le Groupe du Rau pour faire campagne. Celles-ci apparurent comme moins violentes, tandis que se firent plus systématiques l'utilisation de réseaux d'influence et la distribution d'enveloppes d'argent liquide aux relais de soutien¹⁷⁴. Les relations avec les journalistes furent aussi modifiées, la distribution de pots-de-vin remplaçant les intimidations. Enfin, la bureaucratie fut utilisée comme l'un des principaux canaux de soutien politique¹⁷⁵, phénomène qui allait progressivement s'accroître, proportionnellement aux succès politiques du Groupe du Rau. Ainsi, si la démocratie diminua l'aspect violent des campagnes électorales et des luttes politiques, elle engendra dans le même temps une plus grande interpénétration des réseaux de l'autorité et des institutions, créant pour l'opposition la difficulté d'identifier un front d'influence uni.

De plus, les élections de 2006 furent marquées par deux phénomènes majeurs : l'accélération de la perte d'influence des forces religieuses et un opportunisme croissant de coalitions. Elles se doublaient aussi d'un recentrement des alliances au niveau familial.

¹⁷⁴ Sur les pratiques d'« argent politique » (*money politics*) et de corruption, cf. Indonesian Corruption Watch 2009 ; pour une étude plus comparative sur l'Asie du Sud-Est, voir Robert H. Taylor (dir.), *The Politics of elections in Southeast Asia*, New York, Cambridge University Press, 1996.

¹⁷⁵ Cela se manifesta d'abord par le remplacement du secrétaire régional et le retrait de douze fonctionnaires du deuxième échelon du gouvernement de la province. Ces changements à l'approche des élections gouvernementales furent perçus comme une tentative d'éviction des partisans de Djoko Munandar afin de mettre en place un corps bureaucratique qui soutienne Atut Chosiyah (Hamid, *op. cit.*, 2010, p. 10 ; O. Masaaki, « The rise of the "realistic" islamist party: PKS in Indonesia », in Okamoto Masaaki et Ahmad Suaedy, *Islam in Contention: Rethinking Islam and State in Indonesia*, Jakarta, Wahid Institute, Kyoto, CSEAS, et Taipei, CAPAS, 2010, p. 241).



Photo 8 : Affiche de propagande : « Payons nos taxes pour construire Banten », Serang, juin 2011.



Photo 9 : Affiche promouvant l'hygiène et la santé, Serang, juin 2011.



Photo 10 : Affiche promouvant le soin des enfants en bas âge, Serang, juin 2011.

Le matraquage médiatique de l'équipe de soutien à Atut Chosiyah

À l'approche des élections de 2006, le budget du Bureau des relations publiques augmenta considérablement afin de financer des opérations publicitaires, des ONG, des organisations communautaires et des organisations professionnelles susceptibles d'apporter un soutien électoral massif au gouvernement provincial. Ce type de pratique s'est accentué avec les élections provinciales de 2011. L'accrochage de banderoles, les panneaux d'affichage, la publicité dans les médias imprimés et électroniques ne sont plus effectués par les fonctionnaires du gouvernement provincial, mais ils continuent d'afficher l'emblème et le nom de ce dernier. C'est le cas des affiches de bienvenue accrochées à l'entrée des villes de Cilegon et Serang, de celles qui présentent les vœux du gouvernement provincial à la population lors des différents événements festifs et des cérémonies religieuses, et que l'on voit un peu partout en ville au dessus des grands axes routiers. Atut Chosiyah y est représentée comme une femme bienveillante, qui soutient le programme de lutte contre le SIDA, qui milite pour la santé des enfants en bas âge, qui patronne les campagnes d'immunisation et les projets humanitaires. La gouverneure s'y affirme aussi comme une femme religieuse, elle présente ses vœux pour le pèlerinage à la Mecque et les festivités de la fin du jeûne de Ramadhan, de l'Aïd ou de Noël. Elle soutient des événements pour la jeunesse et l'éducation, ainsi que des festivals de musique et des concerts¹⁷⁶.



Photo 11 : Banderole à l'entrée d'un quartier annonçant : « Vous pénétrez dans une zone de soutien à Ratu Atut Chosiyah », Serang, juillet 2011.

¹⁷⁶ Pour une étude comparative du populisme en Indonésie et en Asie, cf. Okamoto Masaaki, « Populism under decentralisation in Post-Suharto Indonesia », in Kosune Mizuno et Pasuk Phongpaichit (dir.), *Populism in Asia*, Singapour, NUS Press - Kyoto University Press, 2009, p. 144-166.



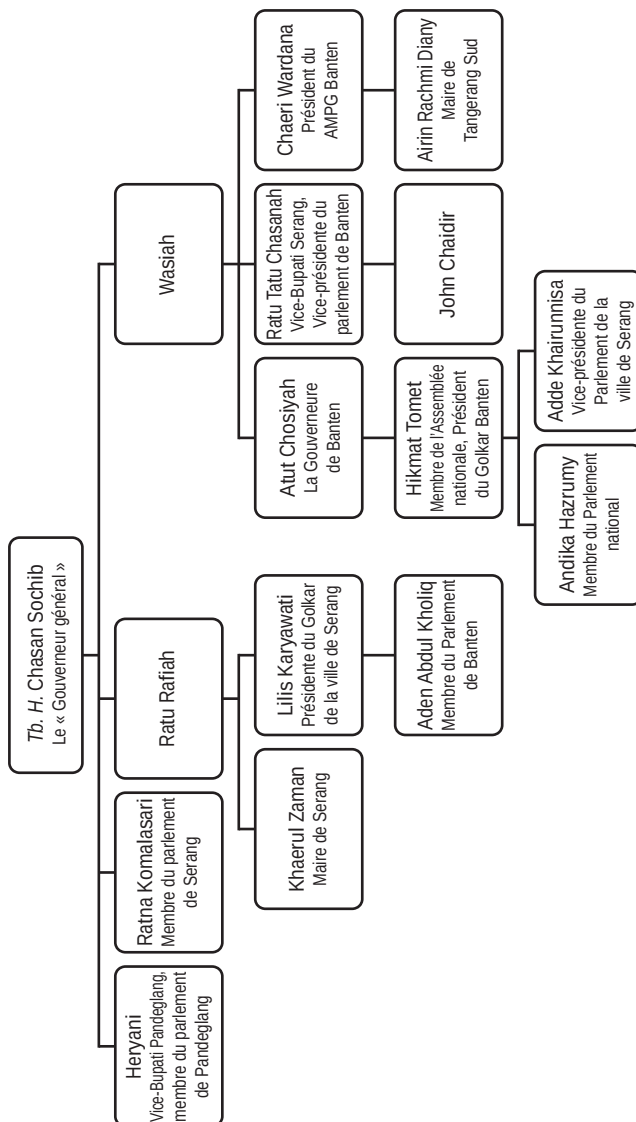
Photo 12 : Paquets de nouilles distribués dans les villages pour les élections provinciales de 2011.

4 - La famille de *Haji Chasan Sochib* et les forces d'opposition

Dès ses débuts dans les affaires, Chasan Sochib s'appuya sur ses proches associés pour constituer des réseaux d'influence compacts. À partir de la période de *Reformasi*, il put s'émanciper de la tutelle du gouvernement central et resserrer son réseau relationnel. Par la suite, la nouvelle génération du « Clan Chasan Sochib », pour reprendre la formule de certains journalistes¹⁷⁷, fut formée par les membres de sa propre famille et par des associés de longue date qui avaient gagné sa confiance comme cadres de la Pendekar Banten. Ils occupèrent rapidement les postes les plus importants des instances gouvernementales et parlementaires à Banten.

¹⁷⁷ Par exemple, les journaux indonésiens en ligne *Detiknews*, *Kompasiana* et *Tempointeraktif*. Par ailleurs, se reporter à la note de clarification diffusée par le gouvernement provincial concernant les allégations du journal *Tiro* (« Klarifikasi Pemprov Banten tentang klan Chasan Sochib kuasai Banten », <http://www.humasprotokol.bantenprov.go.id>, 8 octobre 2011, consulté le 10 octobre 2011).

5. Les principaux postes politiques occupés par les membres de la famille de H. Chasan Sochib



Chasan Sochib s'est marié de nombreuses fois¹⁷⁸, changeant régulièrement ses deux dernières épouses, souvent des danseuses de *jaipongan*, art qu'il admire et qu'il danse parfois lors des grandes cérémonies officielles. Mais les quatre femmes qu'il a gardées comme épouses – nombre maximum qu'autorise la législation indonésienne – sont plutôt issues de milieux bourgeois et aristocratiques¹⁷⁹. Elles lui ont permis de tisser des alliances avantageuses pour son ascension politique, tandis que ses deux épouses les plus jeunes, H. Ratna Komalasari et H. Yeni Heryani, sont elles-mêmes membres de parlements régionaux. De plus, Chasan Sochib reconnaît officiellement vingt-quatre enfants¹⁸⁰ auxquels il a attribué des postes politiques et administratifs de premier ordre. Les enfants de Chasan Sochib sont issus de la bourgeoisie du nord bantenois, ils ont été formés dès leur jeunesse en politique et en affaires à Bandung, et depuis 2001, ils ne cessent d'étendre leur influence sur la politique bantenoise. En outre, la famille de Chasan Sochib investit les parlements de façon massive, notamment à partir de 2009.

Presque tous les chefs de région sont des anciens membres de la Pendekar Banten qui ensuite ont parfois pris leur essor plus indépendamment. C'est le cas d'Aat Syafaat, le représentant de la Pendekar Banten pour Cilegon, qui a été remplacé par son fils au poste de maire de cette ville. Mulyadi Jayabaya, le préfet de Lebak, devint quant à lui président du Gapensi de Lebak sous la tutelle de la Pendekar Banten¹⁸¹. Dimyati Natakusumah, l'ex-préfet de Pandeglang, a commencé dans sa région comme représentant de l'organisation. Cependant, de nombreuses tensions existent entre la province et les chefs de région. Ainsi, plusieurs projets gouvernementaux font l'objet de conflits entre les élus locaux et le gouvernement provincial, et nombre de ces projets n'ont pas été réalisés ou sont ajournés.

¹⁷⁸ Différentes sources (témoignages anonymes) convergent pour avancer que Chasan Sochib s'est marié dix-neuf fois.

¹⁷⁹ Elles portent d'ailleurs différents titres nobiliaires, comme celui de « reine » (*Nyi* ou *Ratu*).

¹⁸⁰ Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000 et « Abah berpulang » [Abah est parti], *Radar Banten*, 1^{er} juin 2011. On estime cependant qu'il a eu en réalité plusieurs dizaines d'enfants et de petits-enfants.

¹⁸¹ Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000, p. 161.

Les tensions ont provoqué des mobilisations importantes au sein de l'opposition. La plupart des préfets boycottent les événements organisés par le gouvernement provincial, comme l'inauguration du centre administratif KP3B ou la commémoration de l'anniversaire de la province¹⁸². Les divergences sont particulièrement visibles lors des propositions annuelles du budget régional¹⁸³. Ainsi, en septembre 2009, lorsque le gouverneur a projeté de diminuer de 416 000 euros (5 milliards de rupiah) les aides pour les départements et les villes¹⁸⁴, les préfets et les maires, regroupés au sein du Forum de communication des préfets et maires de Banten (Forum Komunikasi Bupati/Wali Kota Se-Banten), ont menacé de boycotter toutes les propositions du gouvernement provincial¹⁸⁵.

En 2002, un grand nombre de notables bantenois ont créé la Commission de délibération populaire de Banten (Majelis Musyawarah Masyarakat Banten, M3B)¹⁸⁶. Parmi eux les figures les plus importantes étaient certainement l'ancien directeur général du complexe sidérurgique Krakatau Steel, ex-colonel des forces spéciales Kopassus et vice-préfet de Serang Ahmad Taufik Nuriman, ainsi que H. Embai Mulya Syarif, un ex-cadre prééminent de la Pendekar Banten et un riche entrepreneur. La M3B se constituait comme un organisme critique, elle avait pour but d'influer sur les gouvernements locaux, de jouer le rôle de médiatrice entre les parlements et la population, et de soutenir des fronts d'opposition populaire au gouvernement. Elle était constituée de membres de l'élite locale, de leaders religieux, de *jawara* rivaux à la Pendekar Banten, d'anciens promoteurs de l'autonomie régionale qui avaient été évincés et de personnages politiques influents, comme Eky Syachrudin, un membre de l'Assemblée nationale et du Conseil national de direction du Golkar.

¹⁸² « Gubernur Atut kecewa banyak kepala daerah tak hadir » [La Gouverneure Atut est déçue que de nombreux chefs de régions ne soient pas présents], *Radar Banten*, 16 janvier 2009.

¹⁸³ Abdul Hamid, *op. cit.*, 2010.

¹⁸⁴ L'aide était déjà passée de 1 664 000 à 1 248 000 euros (20 à 15 milliards de rupiah) entre 2008 et 2009.

¹⁸⁵ « Disharmoni sepanjang masa » [La disharmonie pendant toute la période], *Kompas*, 27 janvier 2010 ; « Atut tak takut diboikot » [Atut ne craint pas d'être boycottée], *Radar Banten*, 9 septembre 2009.

¹⁸⁶ Sur la M3B, voir Iwan Kusuma Hamdan *et al.* (dir.), *op. cit.*, 2003.

La création de la M3B était en grande partie l'aboutissement de tensions politico-économiques qui s'étaient formées entre la Pendekar Banten et les forces spéciales Kopassus dès l'autonomie régionale. Elle catalysait aussi des mécontentements populaires et des rivalités politiques multiples. Après des affrontements directs et violents, un accord fut passé entre la Pendekar Banten et Taufik Nuriman pour que ce dernier occupe le poste de préfet de Serang en binôme avec Tatu Chasanah, la fille cadette de Chasan Sochib. Mais d'autres conflits persistèrent à différents niveaux de la structure politique de Banten, notamment entre le gouvernement provincial et les départements de Tangerang et Lebak. Le premier subit l'autonomisation de sa partie la plus riche, la municipalité de Tangerang Sud, et le second fut mis sous pression par le gouvernement central pour créer le département de Cirangkan. Les deux préfets envisagèrent d'ailleurs une coalition pour les élections provinciales de 2011. Face à ces forces d'opposition, le Groupe du Rau s'est servi à la fois du LBB et du RBB (implanté au niveau local) afin de morceler les différentes unités administratives, s'assurant par contrecoup la recentralisation du pouvoir vers Serang¹⁸⁷.

Des positions divergentes sur la loi islamique et le système démocratique

Dans les années suivant la création de la province de Banten, de nombreux responsables religieux percevaient l'application de la charia comme une façon de recouvrer une certaine autorité politique vis-à-vis des *jawara*. En 2000-2001, une proposition fut examinée en ce sens par le parlement provincial et en 2002 Embai Mulya Syarieff, l'ancien bras droit de Chasan Sochib, créa le Comité préparatoire pour l'application de la loi islamique à Banten (Panitia Penerapan Pelaksanaan Syariat Islam Banten, P3SIB), qui mobilisa massivement les médias locaux pour faire valoir ses actions¹⁸⁸.

¹⁸⁷ Serang subit d'ailleurs en 2007 une fragmentation administrative, le centre acquérant le statut de ville. De même, Tangerang s'est divisé en 2008 lorsque s'est créée la municipalité de Tangerang Sud. Un projet est en cours afin que Lebak soit séparé en deux, avec la création du *kabupaten* de Cirangkan. Ces morcellements permettent au Groupe du Rau de mieux contrôler les régions (Masaaki, *op. cit.*, 2010, p. 242).

¹⁸⁸ « Perda Siap Tampung Syariat Islam » [Le règlement régional prêt à assumer la loi islamique], *Sabili*, 29 juillet 2002.

Cependant, les différentes mobilisations en faveur de la charia s'essouffèrent progressivement, en même temps que les échecs politiques de leurs promoteurs. Comme le regrette *Kiai* Fathuladzim, le fils du héros pour l'indépendance Achmad Chatib et représentant de la lignée des sultans, les fondateurs du P3SIB, comme Embai Mulya Syarief et Wahab Afif, se sont progressivement désolidarisés du mouvement. *Kiai* Fathuladzim accuse aussi les oulémas du Conseil national des oulémas MUI et de l'organisation NU [Nahdlatul Ulama, « Renaissance des oulémas »] de déformer les articles de loi du Coran pour soutenir la gouverneure Atut Chosiyah dans ses fonctions, tandis que selon lui, le livre saint interdit formellement aux femmes d'occuper des fonctions politiques de direction. Enfin, il affirme que l'abandon du projet d'application de la charia constitue une rupture fondamentale avec les luttes historiques bantenaises. Il rapporte qu'à son époque, son père Achmad Chatib s'était rendu à Bogor à la rencontre du Président Sukarno afin de faire valoir les volontés d'autonomie du peuple bantenois : « Il posa deux machettes sur son bureau et récita la sourate Al Fatihah. Il dit à Sukarno : *si tu veux construire ce pays, tu dois suivre les préceptes de la sourate Al Fatihah*. Sukarno attachait alors les deux machettes en signe d'acceptation. S'il n'en avait pris qu'une seule, tous deux se seraient battus à mort ».

Les développements politiques ultérieurs de l'Indonésie ont pourtant eu raison des valeurs défendues par *Kiai* Fathuladzim, notamment du système de délibération (*musyawarah*), qui selon lui est préférable à la démocratie : « À Banten, où les gens ne sont pas éduqués, la démocratie est nuisible. La voix d'un ouléma respecté et celle d'un simple fidèle ne peuvent sensément avoir le même poids ».

(Entretien avec *Kiai* Fathuladzim, Serang, avril 2009)

5 - Le phénomène de « clanisme politique » à Banten

Avec les élections provinciales de 2006, les différentes forces de l'opposition ont commencé à utiliser, à l'image de la dynastie Chasan, les méthodes d'association familiale pour renforcer leurs propres réseaux. Le phénomène a connu son apogée avec les élections législatives de 2009. Ainsi, Dimiyati Natakusumah l'ex-préfet de Pandeglang, et son épouse, Irna Narulita, sont tous deux devenus en 2009 membres de l'Assemblée nationale pour le Parti pour l'unité et le développement (Partai Persatuan Pembangunan, PPP). Diana Jayabaya, la fille du préfet

de Lebak Mulyadi Jayabaya est membre du parlement de Banten, sa sœur Iti Oktavia, est membre de l'Assemblée nationale pour le Parti démocrate. Mulyanah, la sœur cadette de Mulyadi Jayabaya, est membre du parlement de Lebak, tandis que son époux Agus R. Wisas est membre de celui de Banten. *Tb.* Iman Ariyadi, le fils du maire de Cilegon *Tb.* Aat Syafaat, a été élu membre de la fraction du parti Golkar à l'Assemblée nationale, puis en 2010 il a pris le siège de son père comme maire de Cilegon. Ahmed Zaki Iskandar Zulkarnaen, le fils du préfet de Tangerang Ismet Iskandar est membre de l'Assemblée nationale, tandis que sa sœur Intan Nurul Hikmah est vice-présidente du parlement de Tangerang.

L'association politique familiale correspond à une stratégie de conservation du pouvoir par les politiciens locaux. Pour le gouvernement central, ce type de pratiques népotiques facilite la coordination avec les départements et les villes. Partant, il permet un meilleur contrôle de l'attribution des projets gouvernementaux et de la gestion du budget régional. Les relations claniques assurent la discrétion des opérations monétaires et des transactions foncières. Elles sont aussi destinées à créer des forces politiques plus autonomes vis-à-vis des partis, et elles permettent une meilleure implantation au niveau local. Comme le rappelle Salman Al Faris, le dirigeant de l'organisation Satkar Ulama : « la séniorité et l'encadrement ne suffisent pas, c'est la famille qui prévaut pour la direction des partis au niveau local »¹⁸⁹.

Les dernières échéances électorales montrent bien que les partis sont de plus en plus utilisés comme de simples prestataires de services, que les candidats utilisent selon la conjoncture politique. De plus, les coalitions politiques sont subordonnées aux relations sous-jacentes qu'entretiennent les principales figures bantenoises de l'autorité. Pour la plupart, ce sont des personnes¹⁹⁰ qui s'inscrivent dans la continuité de réseaux relationnels qui ont émergé pendant l'Ordre Nouveau et parfois bien avant, comme le montre le pouvoir dont jouissent les successeurs d'Achmad Chatib et de *Kiai* Sjam'un. Les titres de *Tubagus* et de *Ratu* conservent une dimension prestigieuse pour des personnalités qui n'ont

¹⁸⁹ Hamid, *op. cit.*, 2010, p. 15.

¹⁹⁰ Pour une liste de certaines des personnalités les plus influentes dans la région, voir Khatib Mansur, *op. cit.*, 2000, p. 105.

pas forcément de statut politique important mais dont l'influence est souvent supérieure à celle des élus.

C'est éminemment le cas du fils aîné de Chasan Sochib, *Tubagus Chaeri Wardhana*, qui n'a pas de position politique réellement importante, mais qui coordonne en coulisses les décisions de son père et dont l'influence est *in fine* plus importante que celle de sa sœur, la gouverneure elle-même. Ceci est clairement apparu en 2006 lorsqu'il a fait intercession pour rapprocher la gouverneure Atut Chosiyah et le préfet de Serang Taufik Nuriman, lors d'un conflit qui constitua l'une des menaces les plus importantes pour la mainmise de la Pendekar Banten sur les activités politico-économiques régionales. Quant à Chasan Sochib, s'il n'a jamais occupé de poste politique important dans le gouvernement provincial, il apparaît pourtant comme l'ultime décideur des affaires politiques bantenoises.

Le phénomène de « clanisme politique » est souvent présenté par les médias comme nouveau et conjoncturel, mais il constitue en fait une conséquence logique de l'histoire politique bantenoise. Pendant la colonisation, l'administration hollandaise utilisa la décentralisation pour affaiblir les contre-pouvoirs potentiels, utilisant la stratégie du « diviser pour mieux régner »¹⁹¹. Durant la révolution indonésienne, elle tenta aussi de mobiliser les aristocraties locales contre les révolutionnaires nationalistes, puis après l'indépendance ces aristocraties et l'armée maintinrent un fort degré d'autonomie¹⁹². Pendant l'Ordre Nouveau, malgré leur forte dépendance vis-à-vis du centre, les gouvernements régionaux conservèrent des administrations locales puissantes, parce qu'ils contrôlaient les emplois publics et canalisèrent les financements gouvernementaux. Ceci permit la reproduction des modèles patrimoniaux au niveau local et les pratiques informelles de collaboration entre les entrepreneurs et la bureaucratie, conjoncture dont Chasan Sochib jouit particulièrement. À la chute de l'Ordre Nouveau, le gouvernement du Président Habibie¹⁹³ encouragea la liberté de la presse, celle d'établir des partis politiques ainsi que des élections nationales libres. Il promulgua aussi deux lois parlementaires de décentralisation. Celles-ci devaient

¹⁹¹ Henk Schulte Nordholt, *op. cit.*, 2004, p. 34.

¹⁹² *Ibid.*, p. 35.

¹⁹³ Il dirigea l'Indonésie entre mai 1998 et octobre 1999.

permettre d'apaiser les tensions régionales, tout en maintenant un contrôle fiscal du centre, favorisé par une fragmentation administrative.

En fait, la décentralisation a transformé un État centralisé avec des institutions et des procédures uniformes en une constellation de districts avec des cultures politiques très variées¹⁹⁴. Comme dans de nombreuses régions indonésiennes, Banten a vu les oligarchies locales se renforcer, et ce malgré sa proximité avec la capitale. Ainsi, le Groupe du Rau a reproduit à l'échelle régionale la centralisation du pouvoir de l'Ordre Nouveau. La décentralisation n'a donc pas partout suscité un renforcement de la démocratie. Les partis politiques comme les parlements, deux institutions cruciales pour la démocratie, ont été parmi les plus critiquées depuis 1998¹⁹⁵, souvent taxées de corrompues, inefficaces, isolées des préoccupations citoyennes et dominées par des élites oligarchiques¹⁹⁶.

À Banten, ce phénomène est très ostentatoire. La participation de la bureaucratie au soutien électoral de la gouverneure a constitué le principal motif de scandale lors des dernières élections provinciales, suscitant même la saisie de l'affaire en cour de justice¹⁹⁷. Les parlements font aussi l'objet de vives critiques, parce qu'ils sont essentiellement contrôlés par des membres qui défendent les intérêts particuliers de leur parti et donnent priorité à l'augmentation de leur salaire et de leurs frais de voyage au détriment des budgets administratifs. Quant aux maires et aux préfets, on leur reproche d'être surtout actifs en période de campagne. Enfin, le renforcement de la position des femmes dans la sphère politique semble de prime abord contraster avec la situation passée. Pourtant, même si la gouverneure, la vice-préfet de Serang et la maire de Tangerang Sud sont des femmes, elles appartiennent toutes trois à la famille de Chasan Sohib et demeurent sous la tutelle de réseaux d'influence fortement patriarcaux.

¹⁹⁴ Edward Aspinall et Marcus Mietzner (dir.), *Problems of democratisation in Indonesia: elections, institutions and society*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 2010, p. 1.

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 3.

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 9.

¹⁹⁷ Cf. par exemple « Banten disburses Rp 340.5b in grants as Atut eyes reelection », *The Jakarta Post*, 18 août 2011.



Photo 13 : La gouverneure Atut Chosiyah et l'organisation d'arts martiaux TTKKDH affichent leur union pour « continuer le développement de Banten » (Serang, juin 2011).

Conclusion

1 - Autorité traditionnelle et centralisation du pouvoir politique

L'étude de l'organisation Pendekar Banten met en évidence le rôle de pivot joué par les réseaux locaux de l'autorité dans l'organisation politique bantenoise. Ils conditionnent les rapports de la province aux régions voisines et au gouvernement central, ils ont un impact certain sur l'économie de la région et sur son climat financier global, et enfin, ils ordonnent profondément les relations sociales au niveau local.

À travers la biographie de Chasan Sochib et par le biais de la description de la position des *jawara* et des *kiai* dans la société bantenoise, j'ai souligné que conjointement à l'ascension de la Pendekar Banten, les réseaux de l'autorité ont été profondément remodelés¹⁹⁸. Cependant s'est maintenue une dynamique particulière d'ordonnement des statuts. En effet, si les positions hiérarchiques des *kiai* et des *jawara* se sont inversées et que de nouvelles combinaisons politiques se sont créées à la faveur de la *Reformasi*, la transmission du statut en ligne patrilinéaire, le rapport à l'ancestralité et l'idéologie que s'effectue une transmission intergénérationnelle de capacités à incarner aussi bien les fonctions économiques que politiques, conservent à Banten toute leur force et leur

¹⁹⁸ À ce titre, je prends ici mes distances par rapport à certaines analyses qui avancent que la *Reformasi* a rendu aux *jago* d'antan l'autorité dont ils jouissaient pendant la période coloniale. En ce qui concerne Banten, le rôle d'intermédiaire entre le centre et la région ne constitue plus la fonction principale des hommes forts - *preman* et *jawara* - ils se sont en grande partie affranchis de l'autorité centrale et coordonnent eux-mêmes la politique régionale.

cohérence. Ainsi, l'appartenance – idéale ou réelle – des maîtres de l'autorité à des lignées de confréries, et la maîtrise de pratiques ésotériques liées à l'initiation rituelle *penca* et aux invulnérabilités *debus*, sont au cœur de ces rapports d'autorité, en tant qu'ils actualisent, expriment et légitiment les différentes positions statutaires.

Le maintien de leur centralité dans l'idéologie en vigueur à Banten est attesté par le fait que même les forces de l'opposition à la dynastie de Chasan Sochib les utilisent pour tenter de modifier la donne politico-économique. Les activités rituelles bantenoises ont d'ailleurs été instrumentalisées par la Pendekar Banten afin de consolider les éléments d'une idéologie déjà en germe et pour orienter celle-ci en faveur d'une adhésion à l'ordre de valeurs de l'État tel qu'il pouvait être perçu par Suharto. Les traits marquants de cette idéologie sont la légitimation du pouvoir par la violence et l'exaltation d'un esprit populaire dévotionnel envers des instances supérieures – qui furent tour à tour religieuses puis nationalistes – incontestables et qui intègrent l'opposition elle-même. Pendant l'Ordre Nouveau, la diffusion de cette idéologie par l'intermédiaire de réseaux¹⁹⁹ qui étaient déjà profondément ancrés au niveau local et qui ont été coordonnés depuis les échelons supérieurs de la hiérarchie dirigeante a favorisé l'extension du modèle national d'hyper centralisation politique.

Comme ailleurs en Asie du Sud-Est, le pouvoir est perçu ici comme étant relationnel et hiérarchique²⁰⁰. Sur ce point, l'initiation rituelle joue un rôle fondamental dans la structuration des rapports d'autorité. Les différents rituels qui la jalonnent réintègrent l'usage de la violence dans les relations de pouvoir de l'ordre hiérarchique statutaire, en lui laissant une place subordonnée dans un ordre de valeurs où priment la

¹⁹⁹ Notamment l'organisation de *penca* TTKKDH ou l'école familiale de *debus* de Walantaka.

²⁰⁰ Pour des éléments comparatifs sur l'Asie du Sud-Est, cf. Lee Wilson, « Beyond the exemplary centre: knowledge, power, and sovereign bodies in Java », *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 17, 2011, p. 301-317. Voir aussi Dewi Fortuna Anwar, Hélène Bouvier, Glenn Smith et Roger Tol (dir.), *Violent internal conflicts in Asia Pacific: histories, political economies and politics*, Jakarta, Yayasan Obor Indonesia, LIPI, LASEMA-CNRS, KITLV-Jakarta, 2005. Pour une étude plus détaillée du principe de hiérarchie comme « ordre résultant de la mise en jeu de la valeur », Louis Dumont, *Homo hierarchicus – Le système des castes et ses implications*, Paris, Gallimard, 1966.

religion²⁰¹, les rapports intergénérationnels et à l'ancestralité²⁰², ainsi que celui au lieu²⁰³. C'est en se portant garants de la préservation de ces valeurs que les membres de la Pendekar Banten et de la TTKKDH parviennent aujourd'hui à conserver une place au sein du Groupe du Rau, et ce en coexistence avec des organes pourtant novateurs et plus consensuels, comme le groupe de lobbying RBB.

2 - Décentralisation et institutionnalisation des groupes de sécurité

C'est aussi en incarnant et en utilisant les valeurs associées à une « banténité » (*kabantenan*) que ces organisations conservent la tutelle des nombreux groupes de sécurité issus des réseaux de la criminalité et de la pègre qui ont émergé depuis la période de *Reformasi*. Ce phénomène de recentralisation de la sécurité est comparable dans les régions limitrophes de Banten : à Java Ouest, Jakarta et Lampung. Après la chute de l'Ordre Nouveau, les relations patron-client entre les institutions, les partis politiques et les entreprises avec les groupes de sécurité ont tout d'abord subi une grande fragmentation, avant que ne se redessinent progressivement des pôles dominants et unificateurs²⁰⁴. Il faut cependant souligner que cette recentralisation des groupes est aussi marquée par l'accroissement de leur institutionnalisation.

J'ai décrit cet aspect en indiquant les différentes collaborations effectuées entre les organisations bantenoises²⁰⁵ et avec des organisations

²⁰¹ Ceci est notamment marqué dans le rapport des pratiquants de *penca* aux leaders religieux *kiai*.

²⁰² Notions englobant ici les relations aînés-cadets et aux ancêtres fondateurs, l'importance de la généalogie de confrérie et de celle du sultan (Facal, *op. cit.*, 2010).

²⁰³ Le maintien du site de la Grande Mosquée comme centre religieux régional, ainsi que la pérennité des différents « centres sacrés » (*kramat*), lieux de culte et de pouvoir.

²⁰⁴ On peut citer par exemple le cas de l'organisation FBR à Jakarta, qui tend aujourd'hui à dominer le domaine de la sécurité, tandis qu'il y a quelques années encore celui-ci était marqué par l'instabilité des hiérarchies entre groupes miliciens. On peut aussi signaler le cas de l'organisation Paku Banten à Lampung, qui suit les mêmes évolutions et marque un recentrement de la sécurité privée au niveau régional.

²⁰⁵ J'ai donné l'exemple des liens de la Pendekar Banten avec la TTKKDH et la BPPKB.

extérieures à la province²⁰⁶. Avec la *Reformasi* la décentralisation, les instabilités politiques successives, mais surtout la privatisation de biens publics ont profondément modifié les rapports de force entre les institutions publiques et les réseaux traditionnels de l'autorité, qui ont acquis plus d'autonomie vis-à-vis de celles-ci. La perte de pouvoir de l'armée et la diminution de son financement par l'État²⁰⁷ ont entraîné une privatisation massive du secteur de la sécurité²⁰⁸. Cette ouverture de marchés pour les groupes intermédiaires de sécurité a introduit un double phénomène, en multipliant l'offre de services et en intensifiant la concurrence.

Cette nouvelle donne a modifié les relations de ces strates intermédiaires avec l'autorité nationale. Alors qu'elles étaient pendant l'Ordre Nouveau officiellement intégrées dans la hiérarchie administrative, leurs formes sont aujourd'hui beaucoup plus diverses, allant de groupes privés à des organisations aux fortes ramifications institutionnelles²⁰⁹. La structure de l'État indonésien en est devenue plus composite, traversée par des forces contradictoires et favorisant l'intégration de ces groupes sous des formes multiples. À ce titre, l'actuelle position du Général Prabowo, qui est le dirigeant de l'Association de *pencak silat* d'Indonésie (IPSI) et qui est soutenu par le gouvernement pour mener des activités qui semblent lui être directement concurrentielles, illustre bien les divergences d'intérêts et les tensions qui s'exercent au sein de l'appareil d'État.

²⁰⁶ Comme je l'ai décrit avec les exemples des organisations Paku Banten et le TTKDH de Lampung ou avec la FBR et la Pemuda Pancasila basées à Jakarta.

²⁰⁷ Sur les caisses noires de l'armée pendant et après l'Ordre Nouveau, voir Mietzner, Marcus, « Indonesia's 2009 elections: populism, dynasties and the consolidation of the party system », *Analysis*, Sydney, Lowy Institute for International Policy, 2009, p. 363-364 ; sur le rôle des militaires pendant la transition démocratique et sur les obstacles rencontrés par la réforme militaire, voir Marcus Mietzner, *op. cit.*, 2006 ; cf. aussi Henk Schulte Nordholt, *op. cit.*, 2004, p. 31, selon qui « [l']armée n'est pas une organisation hiérarchiquement intégrée mais plutôt un archipel de "seigneurs" semi-indépendants ».

²⁰⁸ De nombreuses études sont consacrées à ce phénomène. Ian Douglas Wilson décrit par exemple le rôle des groupes de sécurité privée dans le secteur ouvrier (Wilson, « Continuity and change: the changing contours of organized violence in post-New Order Indonesia », *Critical Asian Studies*, 38 (2), 2006, p. 291). Sur le processus de transformation du rôle de l'armée dans la vie politique indonésienne, cf. Mietzner, *op. cit.*, 2009, p. 361. Concernant la Pendekar Banten, les relations avec l'armée ont perdu en densité en même temps que s'est atténuée la participation de celle-ci dans les institutions politiques formelles.

²⁰⁹ Masaaki, *op. cit.*, 2006.

3 - L'hypercentralisation vectrice d'opposition

La décentralisation a permis l'émergence de nombreux groupes d'opposition, notamment dans les secteurs liés du politique (groupes de l'islam politique, coalitions de partis, formation de la M3B) et de la sécurité (les Kopassus, le BPPKB et la TTKKDH). Elle a aussi été conjointe à des conflits internes à la Pendekar Banten, notamment entre la direction centrale et des membres du sud bantenais et de la région de Menes, ainsi qu'avec de proches associés de Chasan Sohib qui ont tenté de prendre leur indépendance et de percer individuellement en politique ou dans le secteur économique. Ainsi, si la plupart des préfets, comme Aat Safaat (préfet de Cilegon) et Dimyati Natakusumah (préfet de Pandeglang) ont créé leurs propres réseaux tout en restant sous la tutelle du groupe, une minorité a radicalement fait scission, comme Mulyadi Jayabaya (préfet de Lebak), qui a même envisagé de se présenter comme vice-gouverneur en 2011, en binôme avec Wahidin Halim, le préfet de Tangerang.

À partir de 2006, grâce à la création de nouveaux réseaux de soutien et en formant diverses alliances, le Groupe du Rau est parvenu à ramener dans son giron différentes forces de l'opposition et à restructurer son noyau central de direction. Il l'a recentré autour de la famille de Chasan Sohib, au détriment des *jawara* de la Pendekar Banten, qui étaient traditionnellement ses plus proches partenaires pendant l'Ordre Nouveau, mais dont les appétits individuels depuis la période de *Reformasi* constituaient une menace pour lui. La recentralisation s'est donc effectuée par l'intermédiaire d'une stratégie d'association familiale, dont l'efficacité a été renforcée par le fait que chaque élu issu du Groupe du Rau cumule plusieurs fonctions de direction, aussi bien dans les instances gouvernementales qu'au sein d'organisations citoyennes. Par conséquent, les diverses forces de l'opposition sont maintenues en position de nette infériorité face aux fonds énormes dont jouit le groupe, au centralisme qu'il a effectué à Serang et à son ancrage local très profond, facilité par les connections politiques du groupe de lobbying RBB et les ramifications religieuses de la Satkar Ulama.

La stratégie d'association familiale adoptée à Banten comme moyen de centralisation du pouvoir dans le contexte national de la décentralisation indonésienne correspond à l'aspect radical de celle-ci. Elle crée par contrecoup une hypercentralisation au niveau régional, qui autorise de grandes réformes de privatisation, qui en retour l'alimentent. La victoire d'Atut Chosiyah aux élections provinciales de 2011 indique que le Groupe du Rau conserve toute sa vigueur, même après le décès du fondateur de la Pendekar Banten, Chasan Sochib, en mai 2011. Cependant, le fait que le Groupe du Rau se trouve contraint de fragmenter de plus en plus les unités administratives régionales et sa stratégie de division de l'opposition par le jeu des coalitions correspond à un décrochement vis-à-vis de tout projet politique. Ce décalage entre dynamisme relationnel et vacuité idéologique est manifeste en regard de la Pendekar Banten, la seule instance pour laquelle Chasan Sochib n'ait pas nommé de successeur. L'effacement des valeurs qui sous-tendaient son existence (la défense de la culture locale et un projet nationaliste) et le recentrement des alliances politiques autour de la famille de Chasan Sochib participent à émailler la cohésion du Groupe du Rau et pourraient constituer à terme une menace pour son hégémonie à Banten.

Bibliographie

Sources

Antara, 30 septembre 1946.

Banque mondiale, « Decentralizing Indonesia: a regional public expenditure review overview », Jakarta, World Bank East Asia Poverty Reduction and Economic Management Unit, 2003.

« Dialog antara masyarakat dengan anggota DPR-RI » [Dialogue entre le peuple et les membres du parlement national], Jakarta, LP3ES, 2001.

Gatra, « Laskar jalanan mencemaskan » [L'inquiétante route des Laskar], 21 août 1999.

Gatra, 6 novembre 2002.

Gema Pencak Silat, n° 5, « Profil perguruan pencak silat Satria Muda Indonesia » [Profil de l'école de *pencak silat* Les jeunes chevaliers d'Indonésie], août 1997, p. 10-12.

Kantor Berita WMC, « Aliran dana hibah ke lembaga yang dipimpin keluarga Gubernur » [La distribution des donations aux services dirigés par la famille de la gouverneure], 18 août 2011.

Kompas, « Disharmoni sepanjang masa » [La disharmonie pendant toute la période], 27 janvier 2010.

Mengenang 40 hari wafatnya Bapak H. Moch. Idris Bin Sarpani [Hommage aux 40 jours du décès de H. Moch. Idris Bin Sarpani], Serang, 2002.

« Pengantar Sishakanmrata » [Commentaires sur la Sishakanmrata], Bandung, Markas Besar ABRI, Sekolah Staf dan Komando ABRI, 1993.

Persatuan Pendekar Persilatan Seni Budaya Banten Indonesia, « Anggaran dasar dan anggaran rumah tangga » [Règlement de base et règlement intérieur], Serang, 1983.

Persatuan Pendekar Persilatan Seni Budaya Banten Indonesia, « Buku panduan sarasehan » [Livre récapitulatif de colloque], 15 octobre 1990.

Radar Banten, « Gubernur Atut kecewa banyak kepala daerah tak hadir » [La Gouverneure Atut est déçue que de nombreux chefs de régions ne soient pas présents], 16 janvier 2009.

Radar Banten, « Atut tak takut diboikot » [Atut ne craint pas d'être boycottée], 9 septembre 2009.

Radar Banten, « Abah berpulang » [Abah est parti], 1^{er} juin 2011.

Relawan Banten Bersatu, « Mengantisipasi disintegrasi bangsa » [Anticiper la désintégration nationale], édition spéciale de la revue *Teras*, n° 75, juin 2006.

Sabili, « Perda Siap Tampung Syariat Islam » [Le règlement régional prêt à assumer la loi islamique], 29 juillet 2002.

Tempo, « Pembangunan gedung DPRD Banten dihentikan Gubernur » [La construction des bâtiments du parlement régional arrêtée par la gouverneure], 5 novembre 2004.

Tempo, « Pam Swakarsa: aktor atau korban ? » [Pam Swakarsa : acteur ou victime ?], 24 novembre 1998.

The Jakarta Post, « Banten disburses Rp 340.5b in grants as Atut eyes reelection », 18 août 2011.

Van Zorge report on Indonesia, « Feet of clay: curbing corruption in public procurement remains challenging despite legal improvements », vol. 12, n° 1, 21 janvier 2010, p. 10-19.

Sites Internet

<http://www.bantenlink.com>, 31 octobre 2007 (consulté le 2 janvier 2008).

<http://www.bantenlink.com>, « Rekaulang berdasarkan waktu kejadian dana perumahan » [Récapitulatif de l'affaire des fonds immobiliers] (consulté le 25 octobre 2006).

<http://www.banten.kadinprovinsi.or.id/node/180>, 25 novembre 2008 (consulté le 10 avril 2011).

<http://www.humasprotokol.bantenprov.go.id>, « Klarifikasi pemprov banten tentang klan Chasan Sochib kuasai Banten », 8 octobre 2011 (consulté le 10 octobre 2011).

Bibliographie thématique

- ALAMSYAH, Andi Rahman, *Islam, jawara dan demokrasi* [Islam, jawara et démocratie], Jakarta, Dian Rakyat, 2010.
- ANDERSON, Benedict, « The idea of power in Javanese culture », in Claire Holt (dir.), *Culture and politics in Indonesia*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1972, p. 1-69.
- ANTLÖV, Hans, *Exemplary centre, administrative periphery: rural leadership and the New Order in Java*, Richmond, Curzon, 1995.
- ANWAR, Dewi Fortuna, BOUVIER, Hélène, SMITH, Glenn et TOL, Roger (dir.), *Violent internal conflicts in Asia Pacific: histories, political economies and politics*, Jakarta, Yayasan Obor Indonesia, LIPI, LASEMA-CNRS, KITLV-Jakarta, 2005.
- ARNDT, H. W., « P.T. Krakatau Steel », *Bulletin of Indonesian economic studies* (BIES), 11, n° 2, 1975, p. 120-126.
- ASPINALL, Edward et FEALY, Greg (dir.), *Local power and politics in Indonesia: decentralisation and democratisation*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 2003.
- ASPINALL, Edward et MIETZNER, Marcus (dir.), *Problems of democratisation in Indonesia: elections, institutions and society*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 2010.
- ATSUSHI, Ota, « Banten rebellion of 1750-1752: factors behind mass mobilization », *Modern Asian Studies*, vol. 37, 3, 2003, p. 613-652.
- BAEDHAWY, Ruby A., *Profil pesantren salafi Banten* [Profil des pesantren salaf de Banten], Serang, Bureau des relations du secrétariat régional de Banten, juin 2008 [2^e édition].
- BERTRAND, Romain, *Indonésie, la démocratie invisible : violence, magie et politique à Java*, Paris, Karthala éditions, 2002.
- BERTRAND, Romain, « Les virtuoses de la violence. Remarques sur la privatisation du maintien de l'ordre en Indonésie contemporaine », *Revue Tiers-Monde*, vol. 44, n° 174, 2003, p. 323-344.
- BERTRAND, Romain, « Les ingénieurs de la démocratie. Changement politique et assistance électorale en Indonésie », *A contrario*, 2, 2004, p. 6-28.
- BERTRAND, Romain, *L'Histoire à parts égales. Récits d'une rencontre Orient-Occident (XVI^e-XVII^e siècles)*, Paris, Le Seuil, 2011.
- BONNEFF, Marcel, *Les bandes dessinées indonésiennes*, Paris, Puyraimond, 1976.

- BOURCHIER, David et LEGGE John (dir.), *Democracy in Indonesia: 1950s and 1990*, Clayton, Victoria, Monash University, Center for Southeast Asian Studies, 1994.
- BRUINESSEN, Martin van, « Shari'a court, tarekat and pesantren: religious institutions in the sultanate of Banten », *Archipel*, vol. 50, 1995, p. 165-200.
- COLOMBIJN, Freek et LINDBLAD, Thomas (dir.), *Roots of violence in Indonesia: contemporary violence in historical perspective*, Leiden, KITLV Press, 2002.
- CRIBB, Robert et BROWN, Colin (dir.), *Modern Indonesia: a history since 1945*, Harlow, Essex, Longman Group, 1995.
- CRIBB, Robert, « Genocide in Indonesia, 1965-1966 », *Journal of Genocide Research*, 3, 2 juin 2001, p. 219-239.
- DIJK Cees van, *Rebellion under the banner of Islam. The Darul Islam of Indonesia*, La Haye, Nijhoff, 1981.
- DJADJADININGRAT, Hosein, *Tinjauan kritis sejarah Banten* [Observation critique de l'histoire de Banten], Jakarta, Djambatan, 1983.
- DUMONT, Louis, *Homo hierarchicus – Le système des castes et ses implications*, Paris, Gallimard, 1966.
- FACAL, Gabriel, « La dimension éducative des arts martiaux sundanais (Indonésie) », in Jean-François Loudcher (dir.), *Éducation, sports de combat et arts martiaux*, Grenoble, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2010.
- FEILLARD, Andrée et MADINIER, Rémy, *La fin de l'innocence ? L'islam indonésien face à la tentation radicale de 1967 à nos jours*, Paris-Bangkok, Les Indes savantes-IRASEC, 2006.
- GRAVE, Jean-Marc de, *Initiation rituelle et arts martiaux – Trois écoles de kanuragan javanais*, Paris, Archipel/L'Harmattan, 2001.
- GRAVE, Jean-Marc de, « Genèse du *pencak silat* moderne, Note de recherche sur la standardisation des arts martiaux indonésiens sous l'occupation japonaise et à l'époque de l'indépendance (1942-1965) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 4, n° 179, Paris, Le Seuil, 2009, p. 112-117.
- GUILLOT, Claude, *The Sultanate of Banten*, Jakarta, Gramedia Book Publishing Division, 1990.
- GUILLOT, Claude, *Banten avant l'Islam : étude archéologique de Banten Girang (Java Indonésie) 932 (?) - 1526*, Paris, École Française d'Extrême-Orient, 1994.
- HADIZ, Vedi R., « Local power: Decentralisation and political reorganisation in Indonesia », communication présentée à la conférence « Globalisation, conflict and political regimes in East and Southeast Asia », Western Australia, Asia Research Centre, Murdoch University, 15-16 août, 2003.

- HAMDAN, Iwan Kusuma *et al.* (dir.), *Stake Holders dan kebijakan publik dalam dinamika politik dan pembangunan daerah provinsi Banten* [Entrepreneurs et politiques publiques dans les dynamiques politiques et le développement local de la province de Banten], Jakarta, Département stratégique pour le développement de Banten (LSPB), 2003.
- HAMID, Abdul, *Peran jawara dalam kemenangan pasangan Djoko-Atut dalam pemilihan Gubernur-Wakil Gubernur Banten 2001-2006* [L'implication des *jawara* dans la victoire du binôme Djoko-Atut lors des élections de gouverneur et vice-gouverneur de Banten en 2001-2006], mémoire de licence en Sciences politiques, Depok, Universitas Indonesia, 2004.
- HAMID, Abdul, *Pergeseran peran kiai dalam politik lokal Banten: era Orde Baru dan era Reformasi* [Les mutations du statut des *kiai* dans la politique locale de Banten : ère de l'Ordre Nouveau et ère de la *Reformasi*], mémoire de licence en Sciences politiques, Semarang, Universitas Diponegoro, 2009.
- HAMID, Abdul, *Klan politik dalam politik local di Indonesia, studi kasus provinsi Banten* [Les clans politiques dans la politique local indonésienne, étude du cas de la province de Banten], mémoire de master en Sciences politiques, Semarang, Universitas Diponegoro, 2010.
- HASTUTI, Dewi Kurniawati, « Kepemimpinan kyai dan jawara di Banten: pengaruhnya terhadap good governance » [Direction des *kyai* et des *jawara* à Banten : leur influence sur la bonne gouvernance], in Agus Sutisna (dir.), *Stakeholders dan kebijakan publik dalam dinamika politik dan pembangunan daerah provinsi Banten*, Serang, Département pour le développement de Banten, 2003, p. 204-248.
- HIDAYAT, Syarif, « Shadow State? Business and politics in the province of Banten », in Henk Schulte Nordholt et Gerry van Klinken (dir.), *Renegotiating boundaries: local politics in Post-Suharto Indonesia*, Leiden, KITLV, 2007, p. 203-224.
- HONNA, Jun, « Local civil-military relations during the first phase of democratic transition, 1999-2004: a comparison of west, central, and east Java », *Indonesia*, 82, octobre 2006.
- HORIKOSHI, Hiroko, *Kiyai dan perubahan social* [Les *kiai* et le changement social], Jakarta, P3M, 1987.
- KARTODIRDJO, Sartono, « Le leadership dans la révolte des paysans de Banten, 1888 », Paris, *Archipel*, vol. 50, 1995, p. 123-130.
- KEELER, Ward, *Javanese shadow plays, Javanese selves*, New Jersey, Princeton University Press, 1987.

- KLINKEN, Gerry van, « Indonesia's new ethnic elites », in Henk Schulte Nordholt et Irwan Abdullah (dir.), *Indonesia. In search of transition*, Yogyakarta, Pustaka Pelajar, 2002, p. 67-106.
- KLINKEN, Gerry van, *Communal violence and democratization in Indonesia: small town wars*, Routledge, Contemporary Southeast Asia series, 15, 2007.
- LABROUSSE, Pierre, *Dictionnaire général indonésien-français*, Paris, Association Archipel, 1984.
- LOMBARD, Denys, « De la signification du film *silat* », Paris, *Archipel*, vol. 5, 1973, p. 213-230.
- LOMBARD, Denys, *Le carrefour javanais*, 3 vol., Paris, Éditions de l'EHESS, 1990.
- MALIK, Abdul, *Jejak ulama Banten, dari Syekh Yusuf hingga Abuya Dimiyati* [Sur les traces des oulémas de Banten, de Syekh Yusuf à Abuya Dimiyati], Serang, Bureau des relations du secrétariat régional de Banten, juin 2008 [2^e édition].
- MANSUR, Khatib, *Profil Haji Tubagus Chasan Sochib, beserta komentar 100 tokoh masyarakat seputar Pendekar Banten* [Profil de Haji Tubagus Chasan Sochib, Commentaires de 100 personnalités populaires autour de la Pendekar Banten], Cilegon, Pustaka Antara Utama, 2000.
- MARYONO, O'ong, *Pencak silat merentang waktu* [Le *pencak silat* à travers le temps], Jakarta, Pustaka Pelajar, 1998.
- MASAAKI, Okamoto, « Local politics in decentralized Indonesia: the Governor General of Banten province », *IIAS Newsletter*, n° 34, 2004.
- MASAAKI, Okamoto et ROZAKI, Abdur (dir.), *Kelompok kekerasan dan bos lokal di era Reformasi* [Groupes violents et chefs locaux dans l'ère de la *Reformasi*], Yogyakarta, Institute for Research and Empowerment, 2006.
- MASAAKI, Okamoto, « Populism under decentralisation in Post-Suharto Indonesia », in Kosune Mizuno et Pasuk Phongpaichit (dir.), *Populism in Asia*, Singapour, NUS Press - Kyoto University Press, 2009, p. 144-166.
- MASAAKI, Okamoto, « The rise of the "realistic" Islamist party: PKS in Indonesia », in Okamoto Masaaki et Ahmad Suaedy, *Islam in contention: rethinking Islam and State in Indonesia*, Jakarta, Wahid Institute, Kyoto, CSEAS, et Taipei, CAPAS, 2010, p. 220-252.
- MIETZNER, Marcus, « The politics of military reform in post-Suharto Indonesia: elite conflict, nationalism, and institutional resistance », *Policy Studies*, 23, East-West Center Washington, 2006.
- MIETZNER, Marcus, « Indonesia's 2009 elections: populism, dynasties and the consolidation of the party system », *Analysis*, Sydney, Lowy Institute for International Policy, 2009.

- MIETZNER, Marcus, *Military politics, Islam, and the state in Indonesia: from turbulent transition to democratic consolidation*, Singapour, ISEAS, 2009.
- MULYANA, Yoyo, *Elite, masyarakat sipil dan politik lokal: studi tentang gerakan sosial pembentukan propinsi Banten* [L'élite, le peuple et la politique locale : étude sur le mouvement social pour créer la province de Banten], mémoire en Sciences politiques, Yogyakarta, Universitas Gajah Mada, 2001.
- MULYANA, Yoyo, *Meretas kemandirian – Perjuangan panjang rakyat Banten menuju provinsi* [Ouvrir l'autonomie – La longue lutte du peuple de Banten pour obtenir le statut de province], Serang, Département de la culture et du tourisme de Banten, 2009.
- NITIBASKARA, Tubagus Ronny, *Teori, konsep dan kasus sihir tenung di Indonesia* [Théories, concepts et affaires de sorcellerie en Indonésie], Jakarta, Peradaban, 2001.
- NOTOSOEJITNO, *Khazanah pencak silat* [Les trésors du *pencak silat*], Jakarta, Sagung Jeto, 1997.
- PRIBADI, Boyke, « Daerah baru dan persepsi otonomi daerah » [Nouvelle région et perception de l'autonomie régionale], in Iwan Kusuma Hamdan *et al.* (dir.), *Stake Holders dan kebijakan publik dalam dinamika politik dan pembangunan daerah provinsi Banten* [Entrepreneurs et politiques publiques dans les dynamiques politiques et le développement local de la province de Banten], Jakarta, Département stratégique pour le développement de Banten (LSPB), 2003, p. 334-344.
- RICKLEFS, Merle C., *A history of modern Indonesia since c. 1300*, Londres, Mac Millan, 1991 [2^e édition].
- RUDNYCKY, Daromir, *Spiritual economies – Islam, globalization and the afterlife of development*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 2010.
- RYTER, Lorenz, « Pemuda Pancasila: the last loyalist free men of Suharto's order? », *Indonesia*, 66, octobre 1998, p. 45-73.
- SAMUEL, Jérôme, « Vulcain chez Kebayan : l'Industrie d'État en Indonésie », *Archipel*, vol. 48, Paris, 1994.
- SCHULTE NORDHOLT, Henk, « A genealogy of violence », in Freek Colombijn et J. Thomas Lindblad (dir.), *Roots of violence in Indonesia: contemporary violence in historical perspective*, Leiden, KITLV Press, 2002, p. 33-60.
- SCHULTE NORDHOLT, Henk, « Decentralisation in Indonesia: less state, more democracy? », in John Harriiss, Kristian Stokke et Olle Törnquist (dir.), *Politicising democracy: the new local politics and democratization*, New York, Palgrave Macmillan, 2004, p. 29-50.

- SCHULTE NORDHOLT, Henk et KLINKEN, Gerry van (dir.), *Renegotiating boundaries: local politics in Post-Suharto Indonesia*, Leiden, KITLV, 2007.
- SIDEL, John T., « Bossism and democracy in the Philippines, Thailand and Indonesia: towards an alternative framework for the study of 'local strongmen' », in John Harriss, Kristian Stokke et Olle Törnquist (dir.), *Politicising democracy: the new local politics and democratization*, New York, Palgrave Macmillan, 2004, p. 51-74.
- SUHARTO, « Banten masa revolusi 1945-1949: proses integrasi dalam negara kesatuan republik Indonesia » [Banten pendant la période révolutionnaire de 1945-1949 : processus d'intégration dans la république d'Indonésie], thèse d'Histoire, Depok, Universitas Indonesia, 2001.
- SUTISNA, Agus et TIHAMMI (dir.), *Banten paska provinsi: mengawal transisi, membangun demokrasi* [Banten après l'autonomie provinciale : initier la transition, construire la démocratie], Jakarta, Programme de développement des Nations unies et Département stratégique pour le développement de Banten (LSPB), 2001.
- TADIÉ, Jérôme, *Les territoires de la violence à Jakarta*, Paris, Belin, 2006.
- TAYLOR, Robert H. (dir.), *The politics of elections in Southeast Asia*, New York, Cambridge University Press, 1996.
- UDAHERI, Mohammad, *Tasbih dan golok* [Le chapelet et la machette], Serang, Bureau des relations du secrétariat régional de Banten, 2007, édition révisée.
- WESSING, Robert, *Cosmology and social behaviour in a West Javanese settlement*, Papers in International Studies, Southeast Asia Series, n° 47, Ohio University, 1978.
- WILLIAMS, Michael C., *Communism, religion and revolt in Banten*, Southeast Asia Series, n° 86, Athènes-Ohio, Ohio Center for International Studies, 1990.
- WILSON, Ian Douglas, *The politics of inner power: the practice of pencak silat in West Java*, thèse d'Anthropologie, Murdoch, School of Asian studies, 2002.
- WILSON, Ian Douglas, « Continuity and change: the changing contours of organized violence in post-New Order Indonesia », *Critical Asian Studies*, 38, 2, 2006, p. 265-297.
- WILSON, Lee, « Beyond the exemplary centre: knowledge, power, and sovereign bodies in Java », *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 17, 2011, p. 301-317.
- WILSON, Lee, *Unity or diversity? The constitution of a national martial art in Indonesia*, thèse de Sciences politiques, Cambridge, University of Cambridge, 2006.

Glossaire

ABRI (Angkatan Bersenjata Republik Indonesia) : Forces armées de la République d'Indonésie.

AK (Al Khaeriya) : Réseau de *madrasah* fondé le 5 mai 1925 à Cilegon.

AMPG (Angkatan Muda Partai Golkar) : Jeune génération du Parti Golkar.

AMS (Angkatan Muda Siliwangi) : Jeune génération de la division militaire Siliwangi.

Anak buah : Protégé (dans le cadre des relations entre un « homme fort », *jawara*, et son subordonné).

Ardin (Asosiasi rekanan dagang dan industri) : Association de commerce et d'industrie.

Bakor PBB (Badan Koordinasi Pembentukan Propinsi Banten) : Organisme de coordination pour l'établissement de la province de Banten.

BPPKB (Badan Potensi dan Pembinaan Keluarga Banten) : Organisme de direction du potentiel de la famille de Banten.

Bupati : Chef d'un *kabupaten* (département), équivalent du préfet.

Debus : Pratique d'invulnérabilité rituelle.

DI (Darul Islam) : « Terre d'Islam ». Mouvement politique qui lutta entre 1949 et 1963 pour créer un État islamique. Le mouvement est aussi connu comme l'Armée islamique d'Indonésie (Tentara Islam Indonesia, TII).

DPR (Dewan Perwakilan Rakyat) : Conseil représentatif du peuple. Parlement national.

DPRD (Dewan Perwakilan Rakyat Daerah) : Conseil régional représentatif du peuple. Parlement local.

FBR (Forum Betawi Rempug) : Forum de fraternité Betawi.

FKPPI (Forum Komunikasi Purnawirawan dan Putra putri TNI POLRI Indonesia) : Forum de communication des retraités et membres de l'armée et de la police d'Indonésie.

Front Hizbullah : Groupe islamiste créé en 1999 par Cecep Bustomi de Pandeglang, lequel fut assassiné à l'issue d'un conflit avec des membres des forces spéciales Kopassus.

FSPP (Forum Silaturahmi Pondok Pesantren Banten) : Forum d'amitié des *pondok pesantren* de Banten.

Gapensi (Gabungan Pengusaha Konstruksi Indonesia) : Union des entrepreneurs en construction d'Indonésie.

Gapsus (Garda Pasukan Khusus) : Garde des troupes spéciales.

Gerindra (Partai Gerakan Indonesia Raya) : Parti pour le mouvement de la grande Indonésie.

Golkar (Golongan Karya) : Groupe fonctionnel. Organe créé en 1964 par l'armée pour contrer l'influence des partis politiques et qui avait pour fonction de garantir la victoire des candidats du régime aux élections. Sous Suharto, il était utilisé par le régime, qui voulait éliminer le rôle des partis dans la vie politique indonésienne.

Haji (H.) : Personne qui a effectué le pèlerinage à la Mecque.

ICMI (Ikatan Cendekiawan Muslim Indonesia) : Association des intellectuels musulmans d'Indonésie.

Ikatan Persaudaraan Lampung Sai, Banten dan Bugis : Union de fraternité entre les gens de Lampung, Banten et les Bugis.

IPSI (Ikatan Pencak Silat Indonesia) : Association de *pencak silat* d'Indonésie.

Jawara : homme fort, maître de l'initiation rituelle *penca* qui est souvent le représentant de l'autorité au niveau local. Son parangon javanais est le *jago*.

Jihad : Guerre sainte.

Kadin (Kamar Dagang dan Industri) : Chambre de commerce et d'industrie.

Kamra (Keamanan Rakyat) : Sécurité du peuple.

Karang Taruna : Organisation humanitaire.

Kelompok Rau : Groupe du Rau. Groupe d'influence qui regroupe des membres de la Pendekar Banten, des membres de la famille de Chasan Sochib et de diverses personnalités politiques.

Kiai : Chef religieux. Titre donné aux oulémas ou aux sheikh soufis à Java, ainsi qu'aux personnes respectées pour leurs connaissances de la religion musulmane et leur charisme religieux. L'usage du terme s'est répandu pour signifier toute personne musulmane charismatique, sans que le savoir religieux soit une condition nécessaire. On écrit aussi également *kiyayi*, *kiyai*, *kiahi*.

KNPI (Komite Nasional Pemuda Indonesia) : Comité national pour la jeunesse indonésienne. Organisation ombrelle qui regroupe différentes organisations pour les jeunes.

- Kopassus (Komando Pasukan Khusus)** : Commandement des troupes spéciales.
- Kowapen (Koperasi Warga Pendekar)** : Coopérative de l'association des « hommes forts ».
- KS (Krakatau Steel)** : L'un des plus grands pôles d'activité sidérurgique d'Asie du Sud-Est.
- Laskar Rakyat** : Milice du peuple.
- LBB (Lembaga Banten Bersatu)** : Assemblée de Banten Uni.
- LPJK (Lembaga Pengembangan Jasa Konstruksi)** : Comité de développement du marché de la construction.
- M3B (Majelis Musyawarah Masyarakat Banten)** : Commission de délibération populaire de Banten.
- MA (Matha' ul Anwar)** : Réseau de *madrasah* établi en 1916 à Menes.
- Madrasah* : École islamique.
- Majelis ta'lim* : Groupe de prédication.
- Masyumi (Majelis Syuro Muslimin Indonesia)** : Conseil des Associations musulmanes d'Indonésie.
- MUI (Majelis Ulama Indonesia)** : Conseil des oulémas d'Indonésie.
- NU (Nahdlatul Ulama)** : Renaissance des oulémas.
- Orba (Orde Baru)** : Ordre Nouveau. Le régime du Général Suharto qui dirigea l'Indonésie entre 1965 et 1998.
- Ormas (Organisasi Masyarakat)** : Organisation communautaire.
- Paku Banten** : Le clou de Banten. Organisation d'arts martiaux créée à Banten, qui s'est développée et autonomisée à Lampung. Le nom fait référence à la pique utilisée pour la pratique des invulnérabilités *debus*.
- Pamswakarsa** : Auxiliaires de sécurité.
- PAN (Partai Amanat Nasional)** : Parti du mandat national.
- PB-PPPSBBI (Pengurus Besar Persatuan Pendekar Persilatan dan Seni Budaya Banten Indonesia)** : Grande direction de l'union des Pendekar de *silat* et des arts culturels de Banten en Indonésie. Organisation appelée communément Pendekar Banten.
- PDI-P (Partai Demokrasi Indonesia Perjuangan)** : Parti de la lutte démocratique d'Indonésie.
- Penca* : initiation rituelle qui inclut des pratiques de combat et qui est très développée à Java Ouest. Ce type d'initiation est répandu dans de nombreuses régions du monde malais, et les activités physiques qui y sont

liées ont été codifiées pour former la base d'un art martial, le *pencak silat*, que l'on pratique à titre compétitif au sein de fédérations sportives.

Pendekar : « Homme fort », qui a atteint un haut degré de maîtrise du *pencak silat* et qui est motivé par des idéaux chevaleresques. Populairement conçu comme l'antithèse du *jawara*. Terme initialement utilisé en contexte javanais.

Pendekar Banten : voir **PB-PPPSBBI**.

Pesantren : École coranique.

PKB (Partai Kebangkitan Bangsa) : Parti du réveil national.

PKI (Partai Komunis Indonesia) : Parti communiste d'Indonésie.

PKS (Partai Keadilan Sejahtera) : Parti de la justice et de la prospérité.

PP (Pemuda Pancasila) : Les jeunesses du Pancasila.

PPP (Partai Persatuan Pembangunan) : Parti pour l'unité et le développement.
Union des partis islamiques.

PSPI (Persatuan Pencak Silat Indonesia) : Union de *pencak silat* d'Indonésie.
Fédération créée en 1957 à Bandung par des membres de la division militaire Siliwangi. Elle réunit essentiellement des écoles de Java Ouest et fut pendant longtemps opposée à la fédération nationale IPSI.

Premari : Voyou, petit criminel.

Puwnten (Paguyuban Warga Banten) : Association de la famille de Banten.

PWI (Persatuan Wartawan Indonesia) : Union des journalistes d'Indonésie.

Ratu : Statut nobiliaire proche de celui de « reine ».

RBB (Relawan Banten Bersatu) : Volontaires de Banten Uni.

Reformasi : La « Réforme ». Nom donné à la période qui a suivi la chute du régime de l'Ordre Nouveau en 1998.

Santri : Élève d'une école coranique.

Satkar Jawara (Satuan Karya Jawara) : Unité de travail des *jawara*.

Satkar Pendekar (Satuan Karya Pendekar) : Unité de travail des hommes forts.

Satkar Ulama (Satuan Karya Ulama) : Unité de travail des oulémas.

Satpam (Satuan Pengamanan) : Unité de sécurité. Nom donné aux agents de sécurité.

Sesepuh : Maître et officiant d'une communauté villageoise.

Siliwangi : Division militaire.

Sishakanmrata (Sistem pertahanan keamanan rakyat semesta) : Système de défense et de sécurité civile.

SMI (Satria Muda Indonesia) : Jeunesses chevaleresques d'Indonésie.

Tarekat (*tarika, tareqat, tarikat*) : La « voie », qui mène à Dieu par la connaissance mystique. Désigne aussi la confrérie religieuse d'un ordre mystique.

TKR (Tentara Keamanan Rakyat) : Armée de sécurité du peuple.

TNI (Tentara Nasional Indonesia) : Armée nationale d'Indonésie.

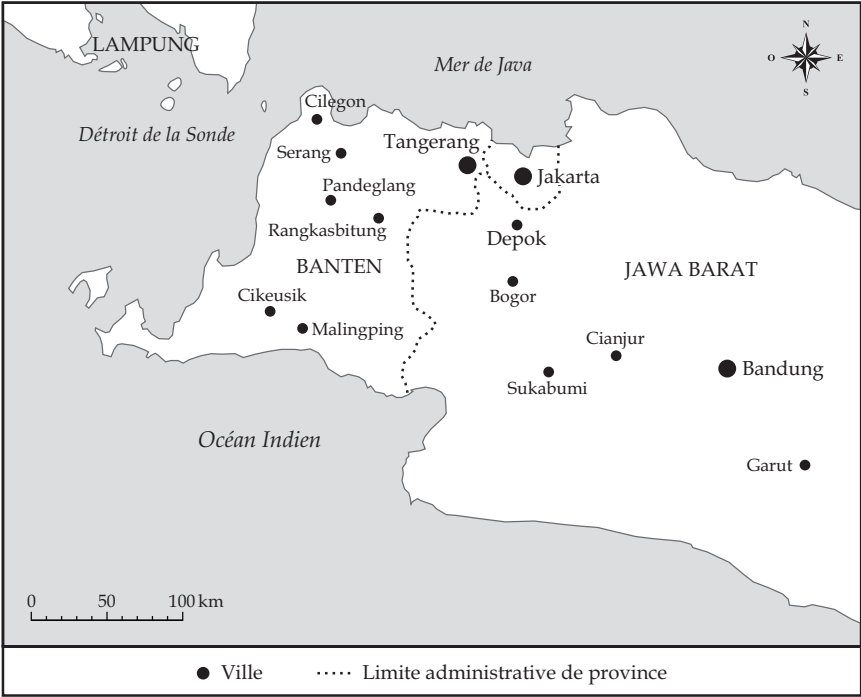
TTKKDH (Tjimande Tarikolot de Kebun Djeruk Hilir) : Organisation de *pencak silat* développée à Banten. Cf. aussi **Kesti TTKDH et Yayasan TTKDH** : organisations issues de la première mais qui se sont développées à Lampung.

Tubagus (Tb.) : titre nobiliaire à Banten réservé aux descendants de sultan.

Wanra (Perlawanan Rakyat) : Résistance du peuple.

Zakat : Aumône religieuse.

Java Ouest : les provinces de Banten et Jawa Barat



Les publications de l'Irasec

Études régionales Asie du Sud-Est

Anti-Trafficking Regional Cooperation in Southeast Asia and the Global Linkages from Geopolitical Perspectives, note d'Anne-Lise Sauterey

Armée du peuple, armée du roi, les militaires face à la société en Indonésie et en Thaïlande par Arnaud Dubus et Nicolas Révise

Asie du Sud-Est 2007, par la revue *Focus Asie du Sud-Est*

Asie du Sud-Est 2008, par la revue *Focus Asie du Sud-Est*

Asie du Sud-Est 2009, sous la direction d'Arnaud Leveau

Asie du Sud-Est 2010, sous la direction d'Arnaud Leveau et Benoît de Tréglodé

Asie du Sud-Est 2011, sous la direction d'Arnaud Leveau et Benoît de Tréglodé

Asie du Sud-Est 2012, sous la direction de Jérémy Jammes et Benoît de Tréglodé

Asies, tiers du monde, par la revue *Outre-Terre*

Atlas des minorités musulmanes en Asie méridionale et orientale, sous la direction de Michel Gilquin

Des catastrophes naturelles au désastre humain, conséquences et enjeux de l'aide humanitaire après le tsunami et le cyclone Nargis en Thaïlande et en Birmanie, carnet de Maxime Boutry et Olivier Ferrari

Des montagnards aux minorités ethniques, quelle intégration nationale pour les habitants des hautes terres du Viêt Nam et du Cambodge, par Mathieu Guérin, Andrew Hardy, Nguyen Van Chinh, Stan Tan Boon Hwee

Évolution du rôle du yuan en Asie orientale - La guerre des monnaies aura-t-elle lieu ?, note de Catherine Figuière et Laëtitia Guillot

Informal and Illegal Movement in the Upper GMS - Costs and Benefits of Informal Networks for Goods and People, carnet de Lynn Thiesmeyer

Investigating the Grey Areas of the Chinese communities in Southeast Asia, carnet sous la direction d'Arnaud Leveau

La Monnaie des frontières - Migrations birmanes dans le sud de la Thaïlande, structure des réseaux et internationalisation des frontières, carnet série Observatoire par Maxime Boutry et Jacques Ivanoff

L'impact des catastrophes naturelles sur la résolution des conflits en Asie. Les cas du Sri Lanka, de l'Indonésie et du Cachemire, note de Clarisse Hervet

L'Islamisme combattant en Asie du Sud-Est par Philippe Migaux

Le destin des fils du dragon, l'influence de la communauté chinoise au Viêt Nam et en Thaïlande, par Arnaud Leveau

Les messagers divins, aspects esthétiques et symboliques des oiseaux en Asie du Sud-Est, sous la direction de Pierre Le Roux et Bernard Sellato

Les musulmans d'Asie du Sud-Est face au vertige de la radicalisation, sous la direction de Stéphane Doyet et Rémy Madinier

Mekong-Ganga Initiative, carnet de Swaran Singh

Mobilité prostitutionnelle et représentations - Le cas des prostituées vietnamiennes d'An Giang vers le Cambodge, note de Nicolas Lainez

New Dynamics between China and Japan in Asia, sous la direction de Guy Faure

Passage sur le Mékong, par Guy Lubeigt et Jérôme Ming
Pavillon Noir sur l'Asie du Sud-Est, histoire d'une résurgence de la piraterie maritime en Asie du Sud-Est, par Éric Frécon
Perception of Borders and Human Migration - The Human (In)security of Shan Migrant Workers in Thailand, carnet série Observatoire de Ropharat Aphijanyatham
Présence économique européenne en Asie du Sud-Est, sous la direction de Guy Faure et David Hoyrup
Réfléchir l'Asie du Sud-Est, essai d'épistémologie sous la direction de Stéphane Doyt
The Resurgence of Sea Piracy in Southeast Asia, carnet d'Éric Frécon
The Trade in Human Beings for Sex in Southeast Asia, sous la direction de Pierre Le Roux, Jean Baffie et Gilles Beullier
Yaa Baa, Production, Traffic and Consumption of methamphetamine in Mainland Southeast Asia, par Pierre-Arnaud Chouvy et Joël Meissonnier
Yaa Baa, production, trafic et consommation de méthamphétamine en Asie du Sud-Est continentale par Pierre-Arnaud Chouvy et Joël Meissonnier

Brunei

Brunei, de la thalassocratie à la rente, par Marie Sybille de Vienne

Birmanie

Back to Old Habits, Isolationism of the Self-Preservation of Burma's Military Regime, carnet de Renaud Egreteau et Larry Jagan
Birmanie contemporaine, monographie nationale, sous la direction de Gabriel Defert
Informal Trade and Underground Economy in Myanmar: Costs and Benefits, carnet série Observatoire de Winston Set Aung
Nay Pyi Taw, Une résidence royale pour la junte birmane, par Guy Lubeigt
State Building, Infrastructure Development and Chinese Energy Projects in Myanmar, note de James O'Connor
The Politics of Silence, Myanmar NGOs' Ethnic, Religious and Political Agenda, carnet de Lois Desaine

Cambodge

Cambodge contemporain, monographie nationale, sous la direction d'Alain Forest
Cambodge soir, chroniques sociales d'un pays au quotidien, sous la direction de Grégoire Rochigneux
Le dictionnaire des Khmers rouges, par Solomon Kane

Indonésie

Aceh : l'histoire inachevée. La fière histoire d'une terre dévastée par les tsunami par Jean-Claude Pomonti et Voja Miladinovic
Islam and the 2009 Indonesian Elections, Political and Cultural Issues - The Case of the Prosperous Justice Party (PKS), par Ahmad-Norma Permata et Najib Kailani, carnet sous la direction de Rémy Madinier

La fin de l'innocence, l'islam indonésien face à la tentation radicale de 1967 à nos jours, par Andrée Feillard et Rémy Madinier

Les relations centre périphérie en Indonésie, note de Lucas Patriat

The End of Innocence? Indonesian Islam and the Temptations of Radicalism, par Andrée Feillard et Rémy Madinier

The Flowering of Islamic Thought - Liberal-Progressive Discourse and Activism in Contemporary Indonesia, note de Suratno

Laos

Laos, From Buffer State to Crossroads, par Vatthana Pholsena et Ruth Banomyong

Du Triangle d'or au Quadrangle économique - Acteurs, enjeux et défis des flux illicites transfrontaliers dans le Nord-Laos, note de Danielle Tan

Le Laos au XXI^e siècle, les défis de l'intégration régionale, par Vatthana Pholsena et Ruth Banomyong

Malaisie

From the Mosque to the Ballot Box, An Introduction to Political Islam in Malaysia, carnet sous la direction de Sophie Lemièrre

Political Development in Sabah, 1985-2010 - Challenges in Malaysian Federalism and Ethnic Politics, note d'Arnold Puyok

Russia's Quiet Partnerships in Southeast Asia - Russia-Malaysia Strategic Partnership through Sabah Case Study, note de William Kucera et Eva Pejsova

Philippines

Élites et développement aux Philippines : un pari perdu ? par Stéphane Auvray, Roberto Galang et Cristina Jimenez-Hallare

La Croix et le Kriss, violences et rancœurs entre chrétiens et musulmans dans le sud des Philippines, par Solomon Kane et Felice Noelle Rodriguez

Mindanao - Séparatisme, autonomie et vendetta, carnet de François-Xavier Bonnet

Singapour

A roof Overt Every Head, par Wong Tai-Chee et Xavier Guillot

The Hegemony of an Idea: The Sources of the SAF's Fascination with Technology and the Revolution in Military Affairs, note de Ho Shu Huang

Thaïlande

Alternatives agricoles en Thaïlande, par Roland Poupon

Bangkok, formes du commerce et évolutions urbaines, par Davisi Boontharm

Education, Economy and Identity - Ten Years of Educational Reform in Thailand, carnet sous la direction d'Audrey Baron-Gutty et Supat Chupradit

Femmes prostituées dans la région du sud de la Thaïlande, carnet de Jean Baffie

Les musulmans de Thaïlande, par Michel Gilquin

Policies of the Thai State Towards the Malay Muslim South (1978-2010), carnet d'Arnaud Dubus et Sor Rattanamanee Polkla
State and Media in Thailand During Political Crisis, carnet sous la direction d'Arnaud Leveau et Chavarong Limpattamapanee
Thaïlande - Aux origines d'une crise, carnet d'Olivier Ferrari, Narumon Hinshiranan Arunotai, Jacques Ivanoff et Arnaud Leveau
Thaïlande - Ressources documentaires françaises, par Laurent Hennequin
Thaïlande contemporaine, monographie nationale sous la direction de Stéphane Doyet et Jacques Ivanoff
The Muslims of Thailand, par Michel Gilquin
Trafficking for Sexual Exploitation into Southern Thailand, carnet sous la direction de Patacharawalai Wongboonsin

Timor-Leste

Catholicisme et protestantisme dans l'île de Timor : 1556-2003. Construction d'une identité chrétienne et engagement politique contemporain, par Frédéric Durand
East-Timor, How to Build a New Nation in Southeast Asia in the 21st Century? carnet sous la direction de Christine Cabasset-Semedo et Frédéric Durand
Timor Lorosa'e, A Country at the Crossroads of Asia and the Pacific, a Geo-Historical Atlas par Frédéric Durand
Timor Lorosa'e, Pays Carrefour de l'Asie et du Pacifique. Un atlas géohistorique, par Frédéric Durand
Timor : 1250-2005, 750 de cartographie et de voyages, par Frédéric Durand
Timor-Leste en quête de repères, perspectives économico-politiques et intégration régionale, par Frédéric Durand
Timor-Leste, The Dragon's Newest Friend, note de Loro Horta

Viêt Nam

Agriculture, environnement et sociétés sur les hautes terres du Viêt Nam, par Rodolphe de Koninck, Frédéric Durand et Frédéric Fortunel
Japan-Viêt Nam, history of a relationship under influences par Guy Faure et Laurent Schwab
Japon-Viêt Nam, histoire d'une relation sous influences, par Guy Faure et Laurent Schwab
Le Viêt Nam dans l'Organisation mondiale du commerce, Impact sur la croissance et l'emploi, carnet sous la direction de Jean-Pierre Cling, Stéphane Lagrée, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud
Mobiliser les Vietnamiens de l'étranger - Enjeux, stratégies et effets d'un nationalisme transnational, carnet de Christophe Vigne
Norms and Practices in Contemporary Vietnam, Social Interaction between Authorities and People, carnet sous la direction de Christian Culas et Nguyen Van Suu
Viêt Nam contemporain, monographie nationale, sous la direction de Stéphane Doyet et Benoît de Tréglodé
Volées, envolées, convolées - Vendues, en fuite ou re-socialisées : les « fiancées » vietnamiennes en Chine, par Caroline Grillot